



D É B A T S  
DE LA  
LEGISLATURE  
DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

---

QUATRIÈME SESSION DU CINQUIÈME PARLEMENT DE LA PROVINCE  
DE QUÉBEC, OUVERTE LE 5 MARS ET CLOSE LE 9 MAI 1885

---

*Publiés sous les auspices de la Législature de la province de Québec*

PAR

ALPHONSE DESJARDINS

---

SEPTIÈME ANNÉE — 7<sup>me</sup> VOLUME

---



QUÉBEC  
DE L'IMPRIMERIE DE L. J. DEMERS & FRÈRE  
*Editeurs-propriétaires du "Canadien"*

---

1885

328 714

'02

Q3

1885

Ev. 1

QL

Coll. spec.

OUVERTURE  
DE LA  
4  
SESSION LÉGISLATIVE  
DE 1885.

---

DISCOURS PRONONCÉ PAR SON HONNEUR LE LIEUTENANT  
GOUVERNEUR

L'HONORABLE L. F. R. MASSON

A L'OUVERTURE DE LA SESSION LÉGISLATIVE, LE 5 MARS 1885.

---

*Palais législatif, Québec, le 5 mars 1885.*

Jeudi, le cinquième jour du mois de mars, dans la quarante-huitième année du règne de notre gracieuse souveraine dame Victoria, par la grâce de Dieu, reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, protectrice de la Foi, à la quatrième session du cinquième parlement provincial de Québec, tel que continué par diverses prorogations jusqu'à ce jour :

A trois heures de l'après-midi, Son Honneur l'honorable Louis François Rodrigue Masson, lieutenant gouverneur de la province de Québec, entre dans la salle de l'Assemblée législative, occupée temporairement par le Conseil législatif. Le lieutenant gouverneur est accompagné des membres du cabinet provincial et de plusieurs officiers de la milice en brillants uniformes.

Un auditoire nombreux et distingué assiste à la solennité de l'ouverture de la session.

Le lieutenant gouverneur s'étant placé sur le Trône, les membres de l'Assemblée législative sont invités comme suit :

L'honorable M. **Boucher de La Bruère**—*président du Conseil législatif*.—Gentilhomme huissier de la Verge noire, rendez-vous à la chambre de l'Assemblée législative, et informez cette Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur qu'elle se rende immédiatement auprès de lui dans la salle du Conseil législatif.

L'Assemblée législative se conforme à cette invitation.

Le lieutenant gouverneur prononce alors le discours suivant :

*Honorables messieurs du Conseil législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée législative :*

Je suis heureux, en vous rencontrant pour la première fois en ma qualité de représentant de notre auguste Souveraine, de vous souhaiter cordialement la bienvenue au siège du gouvernement, et je vous remercie de vous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel que je vous ai fait au nom de Sa Majesté.

Vous aurez, pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre province depuis la confédération. Le travail de la commission chargée de codifier nos statuts va vous être soumis, et l'examen des sujets multiples qu'il embrasse devra requérir de vous une attention toute particulière.

De nouvelles mesures vous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entr'autres sur la manière de disposer des biens échus à la province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

La condition des classes industrielles a attiré l'attention de mon gouvernement, et une loi vous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

*Messieurs de l'Assemblée législative :*

Les comptes publics vous seront soumis, selon l'usage, et des subsides vous seront demandés pour pourvoir aux besoins du service public.

J'ai confiance que les efforts qui ont été faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la province, seront, avant peu, couronnés de succès, et je compte sur vous pour assister mon gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise de réduire les dépenses le plus possible sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

C'est l'intention de mon gouvernement de vous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce.

Je verrai à ce que les sommes que vous aurez votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible.

*Honorables messieurs du Conseil législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée législative :*

La question de constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la cour suprême du Canada, mon gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la Confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière. Je suis heureux de dire que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

Une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au règlement des comptes qui a dû suivre cette vente.

Mon gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

Le parlement du Canada ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, a voté au gouvernement de cette province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre Ottawa et Montréal, et de six mille piastres par mille seulement pour la partie comprise entre Montréal et Québec. Mon gouvernement a, depuis, adressé au gouvernement du Canada un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoive son entière application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne du chemin de fer construit par la province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le ré-ajustement du subside fédéral basé sur la population, vous seront communiquées sans retard.

Les rapports des ministères publics seront soumis à votre appréciation dès les premiers jours de cette session, et vous feront connaître les opérations des différentes branches du service public.

Je vous engage à discuter avec calme et avec votre patriotisme ordinaire les questions qui intéressent notre province et nos loyales et laborieuses populations. Je réclame de vous tout le bon vouloir dont vous avez fait preuve sous le gouvernement de mon distingué prédécesseur, et je prie Dieu qu'Il bénisse vos importants et utiles travaux.

L'Assemblée législative s'étant retirée, la séance d'ouverture est levée.

# CONSEIL LÉGISLATIF.



*Séance du jeudi, le 5 mars 1885.*

SOMMAIRE :—L'honorable F. X. P. Larue, prend séance, après la cérémonie ordinaire.—Adoption de diverses propositions.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à quatre heures et demie.

L'honorable François-Xavier Praxède Larue, se présente à la barre de la Chambre, et remet entre les mains du gentilhomme huissier de la Verge Noire, sa commission sous le grand sceau, l'appelant au Conseil législatif de la province de Québec.

Le gentilhomme huissier de la Verge Noire ayant remis cette commission entre les mains de l'honorable président, celui-ci dit :

Faites entrer l'honorable conseiller.

Alors le dit honorable François-Xavier Praxède Larue, accompagné des honorables messieurs Ross et de Boucherville, s'avance près de la table, et l'honorable président ayant transmis la commission au greffier de cette Chambre, celui-ci en fait la lecture comme suit, savoir :

CANADA,	}	LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON.
Province de Québec.		
[L. S.]		

*Victoria, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.*

A notre fidèle et bien-aimé l'honorable François-Xavier Praxède Larue,

SALUT :

SACHEZ que, tant comme marque de foi et confiance spéciale que Nous avons montrées en vous, que dans le but d'obtenir de vous avis et assistance dans toutes les affaires graves et difficiles qui peuvent intéresser l'Etat et la Défense de Notre province de Québec, Nous avons jugé à propos de vous appeler au Conseil législatif de Notre

province, et Nous vous y appelons pour le collège électoral de La Salle, dans Notre dite province de Québec, en remplacement de l'honorable Louis Panet, décédé, et Nous enjoignons que vous, le dit honorable François-Xavier Praxède Larue, mettant de côté toutes difficultés et excuses quelconques, soyez et paraissiez pour les fins susdites dans le Conseil législatif de Notre dite province toutes les fois et en quelque lieu que Notre Législature ou parlement de Notre dite province peut y être convoqué ou tenu : et à ceci vous ne devez en aucune manière manquer.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite province de Québec : Témoin. Notre fidèle et bien-aimé l'honorable Louis François Rodrigue Masson, membre de notre conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province, ce vingt-septième jour de février, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-cinq, et de Notre règne la quarante-huitième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la couronne en chancellerie.

Après quoi, le dit honorable François-Xavier Praxède Larue, prête devant le greffier de la Chambre, en sa qualité de commissaire *per dedimus potestatem*, le serment requis et signe sa déclaration de qualification, puis s'avançant vers l'honorable président, celui-ci descend un degré, lui donne la main, et dit :

“ Je vous félicite de votre nomination ; veuillez prendre un siège.”

L'honorable M. Ross dépose un projet de loi concernant l'agriculture.

Ce projet est adopté en première délibération, *pro formâ*.

M. le président fait rapport du discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, prononcé à l'ouverture de la session.

Le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur sera imprimé dans les deux langues pour l'usage des membres.

La délibération sur le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur aura lieu demain.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Laviolette, il est ordonné que tous les conseillers législatifs présents durant la présente session, composent un comité pour prendre en considération les usages et coutumes de ce Conseil et les privilèges du parlement, et qu'il soit permis au dit comité de s'assembler dans cette Chambre, quand il le jugera nécessaire.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, appuyé par l'honorable M. Laviolette, il est ordonné que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à la salle occupée durant la dernière session, par le Conseil législatif, afin d'y continuer ses séances pendant la présente session

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du vendredi, le 6 mars 1885.*

SOMMAIRE.—Dépôt de pétitions.—Dépôt du rapport du bibliothécaire.—Délibération sur un projet de résolutions, devant servir de base à la rédaction d'une adresse en réponse au discours d'ouverture : Les honorables MM. Larue, Wood, Starnes, Champagne, Méthot, Rémillard et Ross. Adoption de l'adresse.

### PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

#### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De la corporation de la ville de Sorel, demandant des modifications à la charte de cette ville.

De l'asile protestant des filles de Québec, demandant la continuation de l'octroi en sa faveur ;

De l'association appelée " Montreal Young Men's Christian Association. " demandant des amendements à sa charte ;

De l'hôpital St-Joseph de Beauharnois, demandant de l'aide ;

De Geo. Bellerive et autres, demandant la constitution de l' " Union St-Joseph de St-Jean-Baptiste de Québec. "

LE RAPPORT ANNUEL DU CONSERVATEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil le rapport annuel suivant du conservateur de la bibliothèque :

Le conservateur de la bibliothèque a l'honneur d'exposer ce qui suit ;

Pendant la dernière session, votre comité a acquis une collection à peu près complète des journaux et documents parlementaires du Bas-Canada, du Canada-Uni et de la province de Québec, collection fort rare aujourd'hui.

Il a complété trois séries de statuts à partir de 1852. Celles qui précèdent cette époque ne sont pas tout à fait complètes, si j'excepte une série anglaise.

Il a acheté entre autres ouvrages, le Blackwood's Magazine, l'Encyclopédie Renier, Lodge portraits, le National, etc. Mais comme la bibliothèque n'est pas encore faite et que l'espace actuellement réservé aux livres est excessivement restreint, il a été décidé que nul achat nouveau, du moins de quelque importance, ne sera fait.

Votre bibliothécaire avait ordre aussi d'attendre les envois de M. Dansereau, afin de n'être pas exposé à acheter deux fois inutilement les mêmes ouvrages.

Les premiers envois de ce monsieur viennent d'arriver. Ils se composent surtout des ouvrages suivants : Notes and Queries, Banker's Magazine, Quaterly review (incomplet), Dublin review, Cobbett's Parliamentary History, Rapin, Hume, Smallett, Hughes, Henry and Andrews history of England, Edimburg Cyclopedia, National Cyclopedica, Chambers Encyclopedia, Social science Transactions (incomplet), Annual Register, Howell's State Trials, Lives of the Lords Chancellors.

Bien peu d'ouvrages, donc, ont été ajoutés à votre bibliothèque depuis la dernière session : quelques publications canadiennes, les journaux et les revues ordinaires, et c'est tout.

Respectueusement soumis,

L. P. LEMAY,  
C. B. L. O.

L'ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le discours du trône.

M. le greffier en donne lecture :

L'honorable M. **Larue**—*conseiller pour La Salle*.—Honorables messieurs, c'est avec un bien vif sentiment d'appréhension que j'ai accepté l'honneur de proposer l'adresse en réponse au discours du trône, et c'est sans doute une grande imprudence de ma part. Quoi qu'il en soit, je compte sur votre indulgence et je compte que vos sympathies ne me feront pas défaut.

Il n'y a qu'une voix dans le pays pour acclamer et pour accueillir avec bonheur l'homme d'état éminent chargé de présider aujourd'hui aux destinées de cette province en sa qualité de représentant de Sa Majesté. Nous avons bien des raisons de nous réjouir. Sa carrière politique a été des plus brillantes, soit comme député aux Communes et au Sénat, soit comme membre du conseil privé. Sa carrière a jeté le plus vif éclat sur la représentation de la Puissance, et sa vie privée a toujours été même à l'abri du soupçon. Bref, il a toujours été un de nos chefs les plus justement populaires. De tels antécédents nous garantissent le succès de sa nouvelle carrière.

Son Excellence nous annonce une nouvelle mesure pour la codification de nos statuts. Nous comprenons toute l'importance d'une telle législation. Nos lois, éparses çà et là, amendées et réamendées, forment un dédale où se perdent même ceux qui ont mission de les interpréter. Ce sera un immense avantage pour la province en général et pour la jurisprudence en particulier.

L'expérience a démontré qu'il existe des lacunes quant à l'administration des biens en déshérence, et le discours du trône nous dit que la Législature aura à s'occuper de cette question. Je ne doute pas que la société et l'État n'en retirent de précieux avantages.

L'opinion publique a été quelque peu émue des différentes appréciations qui ont été faites sur l'administration de nos asiles d'aliénés. Dans sa sollicitude pour le sort des infortunés internés dans les asiles, Son Excellence nous promet que des réformes seront opérées partout et chaque fois qu'il y aura lieu. Je suis convaincu que cette déclaration seule est de nature à nous rassurer et à faire disparaître tout doute, tout soupçon.

Le gouvernement, convaincu que la base de la prospérité d'un pays

repose sur les succès de son agriculture, nous soumettra des mesures pour favoriser son développement et son amélioration par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales. Cette question doit intéresser particulièrement la Législature. Quoi qu'on en dise, l'agriculture a fait de grands progrès, et les efforts louables qui ont été faits dans ce sens ont produit de bons résultats. Nous devons rendre justice à ceux qui ont donné tant de preuve de leur zèle et de leur dévouement. Mais il semble admis que l'ancien système a fait son temps. Si nous ne voulons pas rester stationnaires, il nous faut des changements et des réformes urgentes ; les cercles et les écoles d'agriculture subissant une nouvelle direction, donneront certainement une vive impulsion à notre agriculture, et il n'y a pas à le nier ; point de progrès sans éducation agricole.

L'expérience a déjà prouvé amplement que les cercles agricoles stimulés par des conférenciers compétents et encouragés, réformeront rapidement notre agriculture. Les écoles d'agriculture formeront les conférenciers et les conférenciers éclaireront la population agricole.

La condition des classes ouvrières n'a pas échappé à l'attention du gouvernement, qui soumettra à notre appréciation une loi pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures. Nul doute qu'en dépit du bon vouloir des patrons, des chefs d'ateliers, il se glisse parfois des abus et des imprudences qui nécessitent la répression.

Je ne doute nullement qu'il sera fait droit à la juste demande de Son Excellence et que, les subsides demandés pour pourvoir aux besoins du service public seront libéralement accordés.

Toute la province se réjouira d'apprendre que les efforts faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses seront avant peu couronnés de succès, et Son Excellence peut compter sur l'appui des Chambres pour l'aider à réduire les dépenses le plus possible, sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

Nul doute que nos justes réclamations auxquelles on a en partie fait droit à Ottawa l'an dernier, seront poursuivies avec un égal succès cette année ; de sorte qu'en dépit des désavantages que subit forcément ici l'administration de la chose publique, nous serons bientôt dans des conditions meilleures que notre province sœur, Ontario, que nos adversaires ne cessent depuis longtemps de nous donner pour modèle.

La proposition de Son Excellence de demander l'augmentation des octrois destinés aux travaux de colonisation sera accueillie comme elle le mérite.

L'exploitation de nos terres incultes ne peut manquer de bénéficier à notre agriculture et ne peut manquer aussi de servir de contrepoids à la dépression momentanée de l'industrie manufacturière et du commerce. Cette politique d'augmentation des octrois de colonisation employés avec la plus stricte économie est bien certainement la plus juste et la plus populaire de toutes les politiques.

Le malaise qui a existé pendant quelque temps au sujet de l'autonomie des provinces est en voie de disparaître. Son Excellence, en nous communiquant les démarches efficaces faites par son gouvernement pour assurer la juridiction exclusive des législatures locales sur la constitutionnalité de la loi des licences, donne la plus légitime satisfaction à l'opinion publique un instant alarmée.

Son Excellence nous informe qu'une commission a été nommée en vertu de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer du Nord et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente. La haute valeur et la grande intégrité de l'honorable commissaire chargé de ce travail nous sont une garantie que légitime satisfaction sera le résultat de cette investigation.

Nous ne pouvons trop admirer ni trop louer l'habileté et l'énergie déployées dans les réclamations qui impliquent au plus haut degré les intérêts de cette province. Nous avons pleine confiance que, comme l'an dernier, ces démarches seront couronnées de succès.

Le mémoire présenté à cet effet au gouvernement d'Ottawa est d'une force, d'une logique qui ne peut laisser aucun doute sur le résultat.

C'est une bien grande satisfaction pour nous de savoir que les rapports des départements nous seront soumis dès les premiers jours de la session, et c'est une preuve que le service public se fait avec la plus scrupuleuse ponctualité.

Nous ne manquerons pas d'acquiescer aux vœux exprimés par Son Excellence dans le dernier paragraphe de son discours, savoir : de discuter avec calme et patriotisme les questions qui intéressent notre province et nos loyales et laborieuses populations. Tout en assurant à Son Excellence notre concours le plus dévoué, nous devons lui offrir nos

plus sincères remerciements pour les précieux renseignements qu'il nous a donnés dans son gracieux discours.

Le programme exposé dans ce discours est large et complet, et c'est une parfaite exposition des besoins du pays.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable M. Wood :

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la quatrième session du cinquième parlement de la province de Québec, des souhaits cordiaux de bienvenue, au siège du gouvernement, qu'il nous fait en nous rencontrant pour la première fois en sa qualité de représentant de Notre Auguste Souveraine, et des remerciements qu'il nous adresse de nous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel qu'il nous a fait au nom de Sa Majesté.

2. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que nous aurons pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre province depuis la confédération, et que nous assurons Son Honneur, que le travail de la commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière.

3. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que de nouvelles mesures nous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entre autres sur la manière de disposer des biens échus à la province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

4. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que la condition des classes industrielles a attiré l'attention du gouvernement, et qu'une loi nous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

5. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que la question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la cour suprême du Canada, le gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière, et que nous nous réjouissons d'apprendre que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

6. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

7. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur que le parlement du Canada ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, et voté au gouvernement de cette province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre Ottawa et Montréal, et de six mille piastres par mille seulement pour la partie comprise entre Montréal et Québec, le gouvernement de cette province a, depuis, adressé au gouvernement du Canada un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoive son entière application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne du chemin de fer construit par la province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et que nous apprenons avec plaisir, que des copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le ré-ajustement du subside fédéral basé sur la population, nous seront communiquées sans retard.

8. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que les rapports des départements, qui nous feront connaître les opérations des différentes branches du service civil, seront soumis à notre appréciation dès les premiers jours de cette session.

9. Que nous pouvons assurer Son Honneur, que nous discuterons avec calme et avec notre patriotisme ordinaire, les questions qui intéressent notre province et nos loyales et laborieuses populations, et l'assurons de plus, qu'il peut compter que nous apporterons tout le bon vouloir dont nous avons fait preuve sous le gouvernement du distingué prédécesseur de Son Honneur ; et avec Son Honneur, nous prions Dieu qu'il bénisse nos importants et utiles travaux.

L'honorable M. **Wood**—*conseiller pour Bedford*.—Honorables messieurs, en prenant la parole pour appuyer la proposition qui vient d'être faite, je dois dire que je concours entièrement dans les vues exprimées par l'honorable conseiller pour La Salle. Le fait est, honorables mes-

sieurs, qu'il a bien dit ce que peut suggérer l'étude des différents sujets contenus dans le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

Cependant, je me permettrai de revenir sur quelques-uns des sujets traités par mon honorable collègue, afin de faire ressortir davantage l'à-propos de ses observations et l'importance que nous devons y attacher.

En lisant le discours du trône, j'ai été heureux de voir que le gouvernement s'est occupé de la question des aliénés. Ce sujet est l'un des plus importants dont nous ayons à nous occuper. Il est du devoir de la Législature de donner sa plus sérieuse attention au traitement des pauvres aliénés. Sans entrer dans une critique approfondie du système qui existe dans la province quant à ce qui concerne le service de l'administration publique, je ne crois pas, néanmoins, me tromper en exprimant ma conviction que le gouvernement peut faire des améliorations extrêmement importantes dans le système suivi, entre autres, en nommant lui-même les médecins qui ont fait une étude spéciale des maladies mentales, et en réformant le mode de contrôle médical qui existe à l'heure qu'il est.

Son Honneur nous parle aussi de l'agriculture et il nous annonce de nouvelles mesures pour l'amélioration de cette industrie.

Il est vrai,—et je suis heureux de le dire,—que depuis vingt-cinq ans environ, l'agriculture a fait beaucoup de progrès, comparaison faite avec ce qu'elle était il y a trente ans, mais il ne faut pas oublier que cette industrie a marché comme toutes les autres, dans la voie du perfectionnement, et qu'il nous faut continuer la lutte pacifique que nous avons entreprise pour améliorer l'état de nos classes agricoles. J'ai donc raison de dire que l'agriculture a encore beaucoup de progrès à réaliser. Je suis heureux de voir que le gouvernement est décidé de faire tout en son pouvoir pour développer les ressources agricoles de notre province.

Son Honneur nous fait aussi connaître la nature des démarches faites par le gouvernement pour obtenir des autorités fédérales l'aide financier auquel la province a droit, en vue du rétablissement de l'équilibre dans nos finances. Le mémoire qui a été adressé à l'exécutif du Canada est bien fait et traite éloquemment la question. Il constitue un plaidoyer habile en faveur de nos prétentions bien fondées. Il n'y a aucun doute que les efforts du gouvernement seront couronnés de succès et que nous verrons bientôt les finances provinciales dans une condition prospère. La question financière en est une de celles qui doit captiver notre

attention. Je suis heureux de constater que le gouvernement a lieu de croire que l'équilibre dans le budget sera bientôt atteint. Assurément ce sera un résultat très bien vu de toute la population et elle en sera reconnaissante au gouvernement qui lui aura donné cet avantage.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, je n'ai pas l'intention de prendre part à la discussion ni de vous faire un discours. J'endosse entièrement les sentiments exprimés par l'honorable proposeur de l'adresse au sujet de Son Excellence le lieutenant gouverneur. La position que le chef de l'Etat a déjà occupée dans le pays, sa brillante carrière, son intégrité et son patriotisme nous sont une garantie que cette nomination est excellente. Du reste, toute la population a été unanime à acclamer le chef de cette province ; il n'y a pas eu une voix discordante.

Je dois féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse pour la manière habile avec laquelle ils se sont acquittés de leur tâche. Je profite de cette circonstance pour déclarer que cette Chambre approuve la nomination de mon honorable ami le conseiller pour LaSalle. C'est un vieux politicien. Le gouvernement ne pouvait pas faire de meilleure nomination.

Je le répète, je ne veux pas faire de discours. Mais je ne puis laisser passer inaperçue une question importante mentionnée dans le discours du trône. Je veux parler du mémoire que le gouvernement a adressé à Ottawa. Ce document est inattaquable. Je suis convaincu que le gouvernement réussira dans ses démarches et que nous aurons nos \$12,000 par mille entre Montréal et Québec. Nous ne demandons que ce qui nous est dû. Ce n'est pas une faveur, c'est un droit.

Je ne parcourrai pas tous les paragraphes du discours du trône ; le proposeur de l'adresse l'a fait avec talent. Mais je dois déclarer que je suis prêt à appuyer le gouvernement dans sa demande de crédit pour la colonisation. C'est une mesure des plus importantes pour la province et qui devra produire de grands résultats. En travaillant à la colonisation on travaille à la prospérité et à la richesse du pays.

Le gouvernement est déterminé à introduire le système de l'économie dans toutes les branches de l'administration. Il n'y a pas de doute qu'il recevra l'appui de la Législature dans cette question d'importance majeure.

Le discours du trône fait allusion à la nomination d'un commissaire chargé de faire une enquête sur la vente du chemin de fer du Nord.

Le gouvernement a fait un excellent choix dans la personne de l'honorable juge Routhier.

En terminant, je dois dire à cette Chambre que nous devons appuyer de toutes nos forces le gouvernement dans ses mesures d'économie et dans les efforts qu'il fait pour augmenter la prospérité de cette province.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles.*—Je dois d'abord commencer par féliciter le proposeur et le secondeur de l'adresse, et le gouvernement pour son choix du nouveau conseiller pour LaSalle. Depuis notre dernière réunion en cette Chambre, nous avons changé de gouverneur. Je me joins aux autres conseillers pour dire qu'on ne pouvait pas faire de meilleure nomination. L'honorable M. Masson a un passé politique dans tout le pays, ce qui nous est une garantie d'une bonne administration et d'aucune tentative de sa part contre les droits et privilèges de la Législature. Cette nomination a rencontré l'approbation de tout le pays.

Comme vous le savez tous, la question de la constitutionnalité de l'acte des licences a causé beaucoup de bruit dans toute la Confédération. Le gouvernement a fait son devoir en cette circonstance et nous devons le féliciter d'avoir contribué par son énergie et son activité à conserver les droits de notre législature, et le féliciter aussi du succès qui a couronné ses efforts. La cause doit être portée devant le conseil privé de l'Angleterre, espérons que ce dernier nous rendra justice. Le gouvernement a bien fait de défendre nos droits et de combattre même le gouvernement fédéral à ce sujet.

C'est un fait indéniable qu'il existe un malaise dans tout le pays par rapport aux licences. L'année dernière, les deux pouvoirs ont accordé des licences, ce qui a donné lieu à des conflits désagréables. J'apprends que, depuis que le jugement de la cour suprême a été rendu à la fin de l'année—des poursuites ont été prises contre ceux qui ont des licences en vertu de l'acte fédéral. Ces personnes sont poursuivies par le gouvernement local, parce que le gouvernement fédéral n'a pas le droit d'accorder des licences. Je désirerais avoir plus de renseignements et savoir si ces bruits sont fondés. Si ces poursuites ont eu lieu, pour des raisons que je ne connais pas, je crois qu'on a commis là une imprudence. On s'est placé dans une fausse position : il faudra faire amende honorable aux personnes poursuivies et rembourser les dépenses. Il est bien possible que les tribunaux remettent leur jugement dans ces sortes de poursuites jusqu'à ce que la décision finale soit connue. Tout de même j'aimerais à connaître les raisons qui ont motivé

ces poursuites. Est-ce pour maintenir l'autonomie des provinces ? Est-ce pour empêcher les empiètements du gouvernement fédéral ? Je ne le sais pas. Nous éviterions bien des embarras et nous mettrions fin à un grand malaise en retardant ces poursuites. Du reste, le jugement final ne doit pas tarder beaucoup.

La codification de nos lois est extrêmement importante et utile, et demande toute l'attention de la Chambre. Si elle est importante et utile, il faut en conséquence qu'elle soit bien faite.

La Législature devra donc examiner ce travail avec soin avant de l'adopter. La question des asiles a fait beaucoup de bruit. Nous sommes heureux de voir qu'une mesure nous sera soumise à ce sujet.

Je vois avec plaisir que le gouvernement a l'intention d'augmenter les crédits destinés à la colonisation et qu'il est fermement décidé à travailler au développement de l'agriculture. J'ai l'espoir que le projet soumis par le premier ministre fera faire de grands progrès à notre agriculture, qui a pris un nouvel essor depuis quelques années, grâce aux concours, à l'établissement des beurrieres et des fromageries. Tous les cultivateurs sont très satisfaits de ces établissements. Tous nos cultivateurs sont remplis d'émulation ; ils améliorent leur bétail, et, tous les ans, ils augmentent la prospérité de leurs fermes. Ce progrès est sensible dans la partie de la province où je réside ; elle a emprunté à la rive sud ce qu'elle avait de meilleur. Félicitons-nous de ces succès, car plus notre agriculture avancera dans la voie du progrès, plus notre pays deviendra prospère.

J'approuve complètement la commission qui a été nommée pour tenir une enquête sur la vente du chemin de fer du Nord. Puisque cette enquête doit avoir lieu, il n'y a pas d'homme plus compétent que l'honorable juge Routhier pour remplir la charge de commissaire.

Je vois avec plaisir que le gouvernement persiste dans ses réclamations contre le gouvernement fédéral. Ce dernier a admis le principe que notre chemin de fer du nord était l'un des chaînons du Pacifique. En donnant \$12,000 par mille, ça coûtera moins cher au gouvernement fédéral que s'il eût été obligé de construire cette voie. Le mémoire a été fait avec beaucoup de soin ; on prévoit les objections et l'on y répond. Cette réclamation recevra sans aucun doute la sérieuse considération du gouvernement fédéral, qui nous rendra justice.

Le gouvernement a aussi demandé le ré-ajustement du subside fédéral basé sur la population. C'est très juste. Car nous faisons des travaux et

nous favorisons l'immigration, et tout le revenu retourne au gouvernement fédéral. Depuis la confédération, nos douanes ont triplé leur revenu, et d'un autre côté les dépenses de l'administration de la justice ont doublé au moins. On augmente nos dépenses et l'on ne veut pas augmenter nos revenus. Notre cause est bonne et juste et nous devons certainement réussir. L'acte de la confédération est regardé comme un monument, il est vrai, mais les auteurs de la confédération, malgré toute leur habileté, n'ont pas pu tout prévoir.

Honorables messieurs, permettez-moi, avant de reprendre mon siège, d'exprimer l'espoir que la discussion se fera toujours avec calme et pour le plus grand bien de la province.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour La Vallière*.—Je n'ai pas l'intention de prononcer un discours. Je n'ai qu'une observation à faire. Cette Chambre se rappelle encore que j'ai eu l'honneur d'être présenté au Conseil l'année dernière, en même temps que le lieutenant gouverneur actuel. La nomination du nouveau chef de cette province est donc un honneur pour le Conseil législatif. Le pays reconnaît aujourd'hui que pour trouver un bon lieutenant gouverneur, un bon premier ministre et un honnête homme, il sait s'adresser à cette honorable Chambre.

L'honorable M. **Rémillard** — *conseiller pour La Durantaye*.—Honorables messieurs, je me proposais de parler de l'acte des licences, mais je constate que toutes les questions mentionnées dans le discours du trône ont été traitées par les orateurs qui ont pris la parole avant moi. Je me bornerai à conseiller au gouvernement de donner les biens échus à la province par déshérence aux familles les plus nombreuses. C'est une espèce de prime qui pourra être accordée à nos enfants, qui valent bien autant que les immigrants que nous faisons venir de l'étranger.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, je dois offrir mes plus sincères félicitations au proposeur et au second de l'adresse, et mes plus sincères remerciements pour les éloges que les honorables membres qui ont adressé la parole ont bien voulu décerner au gouvernement de cette province. Les discours que je viens d'entendre causeront au gouvernement la plus vive satisfaction et lui seront un puissant encouragement pour l'avenir.

Les paroles élogieuses à l'adresse de Son Honneur le lieutenant gouverneur ne sont pas de trop. Les antécédents de cet homme d'état

nous offrent toutes les meilleures garanties possibles. Assurément, il était impossible de faire un meilleur choix. Son prédécesseur a été loyal à ses ministres, et il y a dans cette honorable Chambre des membres qui ont fait partie de l'ancienne administration et qui peuvent lui rendre ce témoignage. Je suis convaincu que le nouveau gouverneur ne sera pas moins loyal et qu'il laissera toute la latitude possible à la Législature.

Le nouveau représentant de la division de LaSalle est un vieux soldat dans la politique, et ce serait vanter l'œuvre de mon gouvernement que de faire ici l'éloge de cet honorable conseiller.

La discussion, les discours qui ont été prononcés jusqu'à présent ont élucidé toutes les questions mentionnées dans le discours du trône. Il ne sera donc pas nécessaire d'en parler longuement. Je ne puis cependant me dispenser de dire un mot sur l'agriculture ; comme chef de ce département, j'y dois toute mon attention. Ayant fait des études spéciales sur cet important sujet et étant arrivé à la conclusion que l'agriculture est la base, la pierre fondamentale de l'édifice de la prospérité d'un pays, il m'est impossible de n'en pas parler. Le gouvernement est fermement décidé à faire tout son possible pour développer nos ressources agricoles et pour faire disparaître les abus. On ne peut opérer toutes les améliorations d'un seul coup ; la tâche serait trop difficile, pour ne pas dire impossible. Car il faut tenir compte des préjugés, et en agriculture il y a peut-être plus de préjugés que partout ailleurs. Il nous faut les faire disparaître graduellement, et pour cela, il nous faut choisir les moyens les plus surs. Eh bien, honorables messieurs, voilà ce que nous nous proposons de faire, et quelques-uns des moyens que nous voulons employer sont mentionnés dans le discours du trône : éducation agricole, concours, expositions provinciales et locales. Il faut, pour ainsi dire, infiltrer la science agricole parmi nos cultivateurs. Ce sont là les moyens généraux. Quant aux accessoires, ils ne seront pas non plus négligés.

Les cercles agricoles ont fait beaucoup de bien. Mais vous trouverez aussi des gens—ils ne sont pas nombreux, Dieu merci—qui vous diront que ça ne vaut rien. On comprend facilement que si les auditeurs croient en savoir plus long que le conférencier ce dernier produira peu d'effet. Nous ne devons pas tenir compte de cette petite minorité ; car partout on reconnaît que les lectures et les cercles agricoles produisent une somme de bien considérable. Ce n'est pas l'intention du gouvernement de forcer les localités à entendre des conférenciers malgré

elles. Non, nous enverrons des conférenciers aux localités qui les demanderont.

Comme vous le voyez par le discours du trône, la colonisation ne sera pas négligée. C'est l'intention du gouvernement d'adoucir un peu les effets de la légère dépression momentanée que le pays subit, et d'empêcher nos compatriotes d'aller chercher ailleurs ce qu'ils n'y trouvent pas toujours. Nous voulons favoriser la classe industrielle en lui donnant l'occasion de s'établir sur les magnifiques terres de cette province, si elle en a le courage et les aptitudes. Pour atteindre ce but, nous terminerons et nous augmenterons nos voies de communication, les voies indispensables à la colonisation.

Je ne suis pas en faveur du projet de subventionner les colons ou de leur aider à vivre la canne à la main. C'est une mauvaise mesure. Le meilleur moyen de favoriser la colonisation, c'est de lui ouvrir des voies de toutes sortes. Si le gouvernement réussit dans cette direction, il aura obtenu un grand succès.

Les crédits accordés à la colonisation ont été distribués judicieusement, j'aime à le croire ; mais chaque comté veut avoir sa petite part. Il faut un chemin ici, une route là. On assiège les députés de demandes, et les députés assiègent le gouvernement. Et le résultat, c'est qu'un grand nombre de chemins sont commencés et non terminés. On a des chemins ouverts par un bout seulement et l'on ne peut parvenir à une colonie établie à l'autre bout. Il faut du courage pour se livrer au défrichement, je le sais, mais il y a aussi de belles espérances. La culture dans cette province est certainement l'industrie qui donne le plus de succès, de prospérité et de bonheur domestique.

Je suis persuadé que cette Chambre et toute la province apprendront avec plaisir que l'état financier est maintenant satisfaisant, que toute cause de malaise disparaîtra et que l'équilibre sera rétabli. On se rappelle sans doute les déclarations que l'honorable trésorier de cette province a faites l'année dernière. Eh bien, je puis affirmer que ses promesses se réaliseront ; je puis affirmer que nos prévisions étaient justes.

Quant à la question des licences, le gouvernement n'a fait que ce qu'il devait faire. Nous avons choisi les meilleurs avocats et nous avons gagné notre cause. L'honorable représentant de Mille-Isles a parlé tout à l'heure de poursuites intentées par le gouvernement local. Je ne sache pas que la chose ait été faite. Si ça été fait, c'est dans le cas où les personnes ayant obtenu des licences du gouvernement fédéral, n'auraient pas rempli les obligations imposées par cet acte.

L'honorable conseiller a aussi fait allusion en termes flatteurs au mémoire que nous avons présenté au gouvernement fédéral. Ce mémoire vous sera soumis immédiatement. En demandant \$12,000 par mille entre Montréal et Québec, nous ne réclamons que nos droits. Nous avons fait de grands sacrifices pour construire cette voie ferrée, qui est sans aucun doute une route interprovinciale et un chaînon de notre chemin transcontinental. On veut créer des embarras en soutenant que le gouvernement a perdu ses droits en vendant le chemin à une compagnie autre que le Pacifique. Cette raison ne vaut rien. Le gouvernement l'a offert au gouvernement fédéral et au syndicat du Pacifique avant de s'en départir. De plus le gouvernement a réservé le droit de parcours sur cette ligne pour la compagnie du Pacifique. Nous avons des droits à cette réclamation, et le gouvernement fédéral nous rendra justice.

L'augmentation du subside basé sur la population est aussi une question importante. Tous les membres de cette Chambre constateront que le gouvernement n'a négligé aucun moyen pour que ses démarches soient couronnées de succès.

Il existe certainement une anomalie dans notre constitution, dans l'acte de la confédération. Comme l'a fait remarquer l'honorable conseiller pour Mille-Isles, nous augmentons nos dépenses et les revenus prennent le chemin d'Ottawa. Tôt ou tard, des réformes deviendront indispensables. Si l'on ne fait pas ces réformes, on mettra les provinces dans l'impossibilité de faire tout le bien qu'elles voudraient et peuvent faire.

En terminant, honorables messieurs, je réitère mes félicitations et mes remerciements aux honorables membres qui ont pris la parole avant moi.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*—Honorables messieurs, je désire ajouter quelques observations à celles que j'ai eu l'honneur de vous présenter il y a quelques instants. Je ne sais trop comment m'expliquer le fait, mais toujours est-il que j'ai commis une omission toute à l'heure que je veux réparer.

J'ai parlé en termes élogieux de notre nouveau gouverneur. J'ai eu raison de m'exprimer comme je l'ai fait et l'unanimité qui a régné sur ce point, prouve que mes éloges étaient bien mérités. Mais en rendant hommage aux grandes qualités et aux talents distingués du chef actuel de l'exécutif provincial, on ne doit pas oublier celui qui l'a précédé.

Le lieutenant gouverneur Robitaille a su remplir sa charge avec une parfaite distinction et une impartialité que j'ai été à même de juger pendant que j'ai eu l'honneur d'être ministre de la couronne. Je suis heureux de rendre hommage à son mérite et à la sagesse de sa conduite.

Le projet d'adresse est adopté dans les formes réglementaires.

Voici le texte de cette adresse :

*A Son Honneur l'honorable Louis-François-Rodrigue Masson, Lieutenant Gouverneur de la province de Québec.*

*Qu'il plaise à Votre Honneur,*

Nous les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif de la province de Québec, assemblés en législature provinciale, remercions respectueusement Votre Honneur du gracieux discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la quatrième session du cinquième parlement de la province de Québec, des souhaits cordiaux de bienvenue, au siège du gouvernement, qu'il nous faits en nous rencontrant pour la première fois en sa qualité de représentant de Notre Auguste Souveraine et des remerciements qu'il nous adresse de nous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel qu'il nous a fait au nom de Sa Majesté.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que nous aurons pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre province depuis la confédération, et nous assurons Votre Honneur que le travail de la commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que de nouvelles mesures nous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entre autres sur la manière de disposer des biens échus à la province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que la condition des classes industrielles a attiré l'attention du gouvernement, et qu'une loi nous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que la question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la cour suprême du Canada, le gouvernement de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la Confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière et nous nous réjouissons d'apprendre que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Votre Honneur, que le parlement du Canada, ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, et voté au gouvernement de cette province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre Ottawa et Montréal, et de six mille piastres par mille seulement pour la partie comprise entre Montréal et Québec, le gouvernement de cette province a, depuis, adressé au gouvernement du Canada un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoive son entière application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne du chemin de fer construit par la province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et nous apprenons avec plaisir, que des copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le ré-ajustement du subside fédéral basé sur la population, nous seront communiquées sans retard.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que les rapports des départements qui nous feront connaître les opérations des différentes branches du service civil, seront soumis à notre appréciation dès les premiers jours de cette session.

Nous pouvons assurer Votre Honneur, que nous discuterons avec calme et avec notre patriotisme ordinaire, les questions qui intéressent notre province et nos loyales et laborieuses populations, et l'assurons de

plus qu'il peut compter que nous apporterons tout le bon vouloir dont nous avons fait preuve sous le gouvernement du distingué prédécesseur de Votre Honneur ; et avec Votre Honneur, nous prions Dieu qu'il bénisse nos importants et utiles travaux.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du lundi, le 9 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Nomination des comités permanents pour la session.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De John Brooks Young et autres, demandant un acte de constitution pour la compagnie appelée " The New England paper Company ; "

De certains habitants du township de Mailloux, demandant de l'aide pour les chemins de colonisation ;

Des Sœurs de charité de la ville de St. Jean, demandant de l'aide ;

Des Sœurs de la Charité de la ville de St. Jean, demandant de l'aide pour un asile.

Les pétitions déposées à la séance de vendredi, 6 courant, sont lues et reçues.

### NOMINATION DES COMITÉS.

Les propositions suivantes sont adoptées :

Qu'il soit nommé un comité pour examiner les comptes contingents du Conseil législatif pour la présente session, et faire rapport sur iceux et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Champagne, Couture, Dionne, Dorion, Ferrier, Gérin, Laviolette, Méthot, Starnes, Webb et Wood.

Qu'il soit nommé un comité des ordres permanents et projets de loi d'intérêt particulier, avec pouvoir de s'enquérir de toutes telles matières et choses qui seront renvoyées au dit comité, de faire rapport de temps à autre de ses observations et opinions sur icelles, et d'envoyer quérir personnes, papiers et dossiers, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Beaudry, Bryson, Champagne, Dionne, Dorion, Ferrier, Gérin, Hearn, Larue, Laviolette, Méthot, Prudhomme, Rémillard, Starnes, Webb et Wood.

Qu'il soit nommé un comité pour surveiller les impressions du Conseil législatif, durant la présente session, et que ce comité soit composé des honorables messieurs de Boucherville, Beaudry, Champagne, Dorion, Ferrier, Gingras, Laviolette, Méthot, Webb et Wood.

Qu'il soit nommé un comité spécial pour s'enquérir et faire rapport au Conseil législatif de la nature des actes ayant trait à la constitution des compagnies privées qui, d'après l'acte de l'Amérique britannique du nord, 1867, tombent dans les attributions de la Législature de la province de Québec, et que le dit comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, de Boucherville, Bryson, Gingras, Gérin, Rémillard et Savage.

Qu'il soit nommé un comité spécial pour aider M. le président dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité général des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, Champagne, de Boucherville, Gérin, Larue, Méthot, Rémillard et Webb.

Qu'il soit nommé un comité permanent avec instruction de s'enquérir de tout ce qui concerne la chambre de lecture et la publication des débats du Conseil législatif, et de faire rapport de temps en temps à cette Chambre, et que ce comité soit composé des honorables messieurs Archambeault, de Boucherville, Champagne, Dionne, Gérin, Méthot, Rémillard, Starnes et Webb.

Qu'il soit nommé un comité permanent des chemins de fer avec pouvoir de s'enquérir et faire rapport de tout projet de loi ou matière ayant trait à la constitution des compagnies de chemins de fer, et d'envoyer quérir, personnes, papiers et dossiers, et que ce comité soit composé des honorables messieurs de Boucherville, Champagne, Dorion, Ferrier, Gérin, Hearn, Méthot, Rémillard, Savage, Webb et Wood.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du mardi, le 10 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Messages du lieutenant gouverneur.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Des Sœurs grises de l'académie de N.-D. de Grâce de la cité de Hull, demandant la continuation de l'octroi en leur faveur ;

De la supérieure du couvent des Sœurs grises d'Aylmer, demandant la continuation de l'octroi en faveur de sa communauté ;

Des paroissiens de St-Grégoire de Nazianze, demandant l'érection civile de cette paroisse ;

Du révérend L. E. A. Dupuis et autres, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, demandant de l'aide pour le drainage d'une certaine étendue de terre dans cette paroisse ;

De H. A. Germain, demandant à la Législature d'autoriser, par un acte, le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres ;

De l'association pharmaceutique de la province de Québec, demandant des changements dans la loi concernant cette association ;

Des sœurs de l'asile St-Joseph, demandant la continuation de l'octroi en leur faveur ;

Des religieuses de Notre-Dame de la charité du Bon Pasteur de Montréal, demandant la continuation de l'octroi en leur faveur ;

Du révérend C. Poulin et autres, de St-Sébastien d'Iberville, demandant un octroi pour l'établissement d'une laiterie-école ;

De Henry Archibald et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu George H. Frothingham.

LES COMPTES DE M. LE GREFFIER.

M. le président dépose sur le bureau du Conseil un état de comptes détaillé, soumis par le greffier et le comptable, des dépenses et déboursés faits par ces deux fonctionnaires depuis la dernière session.

Cet état est renvoyé pour examen, au comité des contingents.

M. le président dépose aussi les rapports sur les statistiques municipales pour l'année 1884.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de donner communication à la Chambre de deux messages de Son Honneur le lieutenant gouverneur :

L. R. MASSON.

Le Lieutenant Gouverneur transmet au Conseil législatif de cette province copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance concernant la demande de porter à douze mille piastres par mille l'octroi accordé à la province de Québec par l'acte 47 Victoria, chapitre 8, pour cette partie du chemin de fer de la rive nord entre Québec et Montréal.

Bureau du Lieutenant Gouverneur,  
Québec, 9 mars 1880.

L. R. MASSON,

Le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec transmet au Conseil législatif copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance, concernant le subside fédéral par tête.

Bureau du Lieutenant Gouverneur,  
Québec, 9 mars 1885.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du mercredi, le 11 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du Lord évêque de Québec et du Synode de l'église d'Angleterre du diocèse de Québec, demandant à être constitués légalement.

De Pierre Légaré et autres, de Charlesbourg, demandant la constitution de l'Union St-Joseph de St-Charles Borromée de Charlesbourg ;

De "l'Union des abattoirs de Montréal," demandant un acte de constitution ;

De la compagnie de chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à émettre certaines obligations et pour d'autres fins ;

Du bureau de direction de l'hôpital des femmes, de Montréal, demandant de l'aide ;

Du rév. M. Caron et autres, du diocèse de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'un acte pour constituer le chapitre de la cathédrale de Trois-Rivières.

Les pétitions déposées à la séance de lundi le 9 courant, sont lues et reçues.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 12 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt de rapports de comités.—Message de l'Assemblée législative.—Message du lieutenant gouverneur en réponse à l'adresse sur le discours d'ouverture.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De la corporation du village de la Côte St-Antoine, demandant des amendements à la loi 42-43 Vict. ch. 43 ;

De la compagnie appelée " The Magog Textile and Print Company," demandant l'autorisation de faire un certain emprunt ;

De la compagnie du chemin de fer de Stantead, Shefford et Chambly, demandant un délai pour terminer son chemin, et pour d'autres fins ;

Des habitants du comté de Mégantic, demandant des amendements à l'article 1061 du code de procédure civile ;

De la supérieure du couvent de la Providence de St-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, demandant de l'aide.

Les pétitions déposées à la séance du 10 courant, sont lues et reçues.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents et d'intérêt local.

Ce rapport expose que le comité a choisi l'honorable M. Archambeault comme président et que le *quorum* a été fixé à sept membres.

L'honorable M. Laviolette dépose le rapport suivant du comité des comptes contingents :

Le comité des contingents, auquel a été renvoyé l'examen des comptes

de cette honorable Chambre pendant la présente session, a l'honneur de présenter son premier rapport.

L'honorable M. Laviolette a été nommé président de ce comité.

Le *quorum* du comité est réduit à cinq de ses membres.

Le greffier de cette Chambre a soumis ses comptes et ceux du comptable ; un sous-comité a été nommé pour les examiner et faire rapport.

Et afin de mettre le comptable en état de payer l'indemnité des membres de cette honorable Chambre pour la présente session, votre comité recommande qu'il soit demandé à qui de droit une somme de \$12,665.00 et de plus, une autre somme de \$3,500.00 pour payer les dépenses courantes de cette Chambre.

Ces deux rapports sont adoptés.

Il est reçu un message de l'Assemblée législative, demandant au Conseil de nommer les membres d'un comité général des deux Chambres, pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts généraux en force en cette province, ainsi que le projet de refonte et de codification.

#### MESSAGE DU LIEUTENANT GOUVERNEUR.

M. le **Président**.—J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que je me suis rendu auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, avec l'adresse du Conseil législatif, en réponse au discours de Son Honneur, prononcé du trône, et qu'il a plu à Son Honneur de faire la réponse suivante :

L. R. MASSON,

*Honorables messieurs du Conseil législatif ;*

J'ai reçu avec beaucoup de satisfaction la loyale adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et je n'ai aucun doute que vous ne donniez l'attention la plus sérieuse aux mesures qui seront soumises à votre examen.

Hôtel du gouvernement,

Québec, 11 mars 1885.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est ordonné que la réponse de Son Honneur le lieutenant gouverneur à l'adresse présentée par cette Chambre soit imprimée dans les deux langues pour l'usage des membres.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que le Conseil législatif acquiesce à la demande contenue dans son message, concernant la nomination d'un comité général des deux Chambres pour examiner les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts généraux en force en cette province, ainsi que le projet de refonte et de codification, et que le Conseil législatif a nommé les honorables messieurs Archambeault, Champagne et Gérin, pour agir de la part du Conseil comme membres de ce comité.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du vendredi le 13 mars 1885.*

SOMMAIRE : Dépôt de pétitions.— Dépôt d'un rapport de comité.—Adresse au lieutenant gouverneur.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De sa grandeur l'évêque de St-Hyacinthe et autres, demandant la continuation de l'octroi au collège de St-Denis de Richelieu ;

De C. U. Dufresne et autres, demandant que " la Société St-Jean-Baptiste de Farnham, " soit constituée légalement.

De l'association du " Victoria Skating Club, " de la cité de Montréal, demandant l'autorisation d'augmenter son capital-actions.

Les pétitions déposées à la séance du 11 courant sont lues et reçues.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ

L'honorable M. Laviollette dépose le rapport suivant sur le bureau du Conseil :

Le comité spécial auquel ont été renvoyés les comptes des dépenses

et déboursés du Conseil législatif, a l'honneur de présenter ce qui suit comme son second rapport :

Votre comité a examiné l'état des dépenses et déboursés du greffier depuis le 1<sup>er</sup> avril 1884, date du dernier apurement de ses comptes jusqu'au trente de juin 1884, date à laquelle il a remis tous les comptes du Conseil législatif entre les mains du comptable.

Votre comité a aussi examiné l'état des dépenses et déboursés du comptable depuis le 1<sup>er</sup> de juillet 1884 jusqu'au 28 de février 1885 inclusivement.

Le greffier, à la satisfaction de votre comité, a rendu un compte détaillé de ses dépenses, appuyé sur pièces justificatives numérotées depuis le numéro 253 à 441 inclusivement, s'élevant à la somme de \$22,289.93, pour le temps écoulé entre les deux époques ci-haut mentionnées.

Le comptable a aussi, à la satisfaction de votre comité, rendu un compte détaillé des argents déboursés par lui, appuyé de pièces justificatives, numérotées depuis le numéro 1 à 195 inclusivement, par lequel il appert que les dépenses et déboursés, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1884 au 28 de février 1885 inclusivement s'élèvent à la somme de \$10,510.66.

- Ce rapport est adopté.

#### ADRESSE AU LIEUTENANT GOUVERNEUR.

Sur proposition de l'honorable M. Laviolette, il est résolu qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son warrant en faveur du comptable de cette Chambre pour la somme de douze mille six cent soixante-cinq piastres (\$12,665), afin de mettre cet officier en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre, et aussi pour la somme de trois mille cinq cents piastres (\$3,500), afin de mettre cet officier en état de rencontrer les dépenses courantes de cette Chambre et dont il rendra compte ci-après.

Cette proposition est adoptée.

La prochaine séance est fixée au mercredi, le 18 courant.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du mercredi, le 18 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt d'un rapport du comité.—Message du lieutenant gouverneur.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De l'hôpital de Sorel, demandant la continuation de son allocation ;

Du bureau de direction des dames de l'asile protestant de Québec ;

Des dames religieuses hospitalières de la Miséricorde-Jésus, de Chicoutimi, demandant que la " Communauté de l'Hôtel-Dieu St-Valier de Chicoutimi," soit constituée légalement ;

De l'honorable J. H. Pope et autres, demandant que la société " The Eastern Township Agricultural Association " soit constituée ;

De L. E. Beauchamp et autres, demandant que la société des marchands détaillants de nouveautés de la province de Québec soit constituée ;

De Adélard Garneau et autres, demandant que la société St-Jean-Baptiste de St-Césaire soit constituée ;

De Tancred Rodolphe Barbeau, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à vendre un certain immeuble substitué ;

De la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et de la compagnie de Filature de Ste-Anne, Hochelaga, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à se fusionner sous le nom de " La Compagnie manufacturière de Coton d'Hochelaga."

Les pétitions déposées aux séances du 12 et 13 courant, sont lues et reçues.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport au nom du comité général des deux Chambres, nommé pour examiner le projet de refonte des statuts.

Ce rapport expose que le comité a nommé l'honorable L. O. Taillon président et que le quorum a été fixé à cinq membres.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable M. Archambeault, la résolution suivante est adoptée :

Que le délai pour recevoir des pétitions pour projets de loi particuliers soit prolongé jusqu'au mercredi, 1<sup>er</sup> avril prochain ; que le délai pour recevoir les rapports d'un comité permanent ou spécial sur un projet de loi particulier, soit prolongé jusqu'au mercredi 15 avril prochain.

Il est reçu deux messages de l'Assemblée législative, au sujet du comité des impressions et de celui de la Bibliothèque.

MESSAGE DU LIEUTENANT GOUVERNEUR

M. le **Président**.—Honorables messieurs, j'ai l'honneur de vous donner communication d'un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet au Conseil législatif le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation, et aussi le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 18 mars 1885.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 19 mars 1885.*

SOMMAIRE : —Dépôt de pétitions.—Nomination du comité des impressions.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

Du révérend M. Gagnon et autres, demandant l'adoption d'une loi pour définir les bornes de la paroisse de Ste-Barbe ;

Des dames directrices de l'asile des orphelins catholiques de Montréal, demandant de l'aide ;

De Charles Arpin et autres, demandant que la compagnie des marbres de Philipsbourg soit constituée ;

De Thomas Barron et autres, de Lachute, demandant que le village de Lachute soit constitué en corporation de ville.

Il est reçu un message de l'Assemblée législative au sujet de la nomination d'un comité général pour les impressions.

Sur proposition de l'honorable M. Ross, il est résolu que le comité nommé pour surveiller les impressions de cette Chambre durant la présente session et composé des honorables messieurs de Boucherville, Beaudry, Champagne, Dorion, Ferrier, Gingras, Laviolette, Méthot, Webb et Wood, soit un comité pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité général des deux Chambres, sur les impressions, tel que demandé par l'Assemblée législative dans son message.

*Ordonné,* Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

### LES COMPTES PUBLICS.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, avant que la séance soit levée, je désire attirer l'attention de la Chambre sur le fait que les comptes publics ont été distribués à

l'Assemblée législative, il y a quelques jours, et que la distribution n'en est pas encore faite au Conseil. On a prétendu autrefois que le Conseil n'avait pas le droit de s'occuper de la question des finances. L'honorable premier ministre a soutenu le contraire, et il avait raison, car le Conseil est tenu de surveiller attentivement les dépenses publiques. J'attire donc l'attention de la Chambre sur le fait qu'elle n'a pas encore en mains les comptes publics de cette année. L'année dernière, le Conseil a eu la même plainte à faire.

L'honorable **M. Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—J'ignore, je l'avoue, la cause de ce retard dans la distribution des comptes publics. Il n'y a pas de doute qu'il y a eu oubli quelque part. Dans tous les cas, j'y verrai et je donnerai satisfaction à cette Chambre.—J'ai toujours prétendu et je le prétends encore que le Conseil a le droit de s'occuper des finances dans les intérêts de la province.

L'honorable **M. Starnes**.—J'ai oublié de mentionner la raison qui m'a poussé à faire cette demande. Certains journaux ont parlé des dépenses *énormes* du Conseil, qui sont, dit-on, de \$43,000 pour le dernier exercice; mais ils se sont bien gardés d'ajouter que le Conseil avait tout perdu lors de l'incendie des édifices parlementaires et qu'il lui a fallu encourir des dépenses extraordinaires pour renouveler ce que le feu avait détruit.

Une certaine presse nous méprise, nous vilipende, crie contre le Conseil pour diminuer son importance dans l'opinion publique. C'est une conduite indigne. Il y eut un temps où j'exprimai l'opinion que je croyais que la province pouvait se passer des services de cette Chambre; mais je l'avoue, j'étais dans l'erreur. Je me suis convaincu depuis que cette Chambre est indispensable à la province.

**M. le Premier ministre**.—L'intérêt que l'honorable conseiller porte à cette Chambre est le seul mobile qui l'engage à faire cette remarque. Je l'en félicite. Il a cru un temps que cette Chambre ne contribuait pas au progrès de la province. Il est revenu un peu de ses erreurs. . .

L'honorable **M. Starnes**.—Beaucoup.

**M. le Premier ministre**.—Je suis heureux de voir que l'honorable conseiller a changé de convictions pour le mieux. Il a compris que cette Chambre est indispensable au bon fonctionnement du rouage politique de notre province.

Encore une fois, je verrai à ce que la distribution des comptes publics soit faite au plus tôt.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.— J'ai l'honneur de donner avis que demain je proposerai l'adoption de la résolution suivante :

Attendu que la ligne du chemin de fer construit par le gouvernement de la province de Québec sur la rive nord de l'Ottawa et du St-Laurent entre Ottawa et Québec, forme un chaînon important de la grande ligne transcontinentale canadienne et est comme telle une entreprise nationale et non pas seulement d'une utilité provinciale,

Il soit résolu :

Que cette Chambre concourt pleinement dans la justice de la demande faite par le gouvernement provincial, dans son mémoire du 6 février dernier, au gouvernement du Canada, le priant de faire modifier l'acte 47 Victoria, chap. 8, en accordant au gouvernement de la province de Québec pour les 159 milles de chemin de fer qu'il a fait construire entre Québec et St-Martin, un subside égal à celui qui est accordé par le même acte, pour les 120 milles qu'il a fait construire entre Montréal et Ottawa, soit \$12,000 par mille au lieu de \$6,000 par mille.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du vendredi, le 20 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt d'un rapport de comité.—Résolution à propos du subside de \$6,000 par mille pour le chemin de fer du Nord, de Québec à St-Martin : Les honorables MM. Archambeault, Méthot, Bryson, Rémillard et Ross.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. HENRY STARNES.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président étant indisposé, l'honorable M. Starnes est appelé au fauteuil.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De E. J. Hemming et autres, du comté de Drummond, demandant des amendements à la loi de la chasse ;

Du conseil de comté de Compton, demandant que l'article 1061 du code de procédure civile pour le Bas-Canada soit amendé ;

De la compagnie des mines d'or de Léry, demandant l'autorisation de réduire son capital et pour d'autres fins.

Les pétitions déposées à la séance du 18 courant, sont lues et reçues.

DEPÔT D'UN RAPPORT DU COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents et d'intérêt local.

Ce rapport expose que le comité a examiné 29 pétitions, dont 14 demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté.

LE SUBSIDE DE \$6,000 PAR MILLE AU CHEMIN DE FER DU NORD.

L'ordre du jour appelle la délibération sur un projet de résolution relatif au subside de \$6,000 par mille au chemin de fer du nord.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Honorables messieurs, je désire faire précéder de quelques remarques la proposition que j'ai à faire. Vous avez tous lu le mémoire que le gouvernement local a présenté au gouvernement fédéral. Il suffit de le lire pour se convaincre qu'il renferme toutes les raisons que la province avait à faire valoir auprès des autorités fédérales. Le gouvernement d'Ottawa, pour se rendre au désir du gouvernement local, a accordé un subside à ce dernier pour l'indemniser des frais qu'il a encourus pour la construction du chemin de fer du nord, et le statut qu'il a passé à cette occasion nous prouve que le gouvernement fédéral a reconnu que cette voie ferrée est une entreprise nationale et un raccordement entre les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, *via* les chemins Intercolonial et du Pacifique. Voici ce que la loi dit à ce sujet :

1. Le Gouverneur en conseil pourra accorder les subventions ci-dessus mentionnées, à titre d'aide, aux personnes, chemins de fer et compagnies de chemins de fer ci-après mentionnées, savoir :

“ Au gouvernement de la province de Québec, pour avoir construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, formant le raccordement entre les côtes de l'Atlantique et du Pacifique, *via* les chemins de fer de l'Intercolonial et du Canadien du Pacifique, et constituant comme tel

une entreprise d'utilité nationale et non provinciale seulement, une subvention ne dépassant pas \$6,000 par mille, pour la partie entre Montréal et Québec, 159 milles, et n'excédant pas en totalité \$954,000 ; Et pour la partie entre Montréal et Ottawa, 120 milles, \$12,000 par mille, et n'excédant pas en totalité \$1,140.000 ". . . . .

Il n'y a donc pas de doute que le chemin de fer du Nord est considéré comme une entreprise d'utilité nationale et non provinciale seulement. Pour la partie comprise entre Ottawa et Montréal, les autorités fédérales nous ont accordé l'année dernière un subside de \$12,000 par mille. Je ne vois pas pour quelle raison, on ferait une retenue de \$6,000 par mille entre Montréal et Québec, puisque c'est la même voie, ayant été construite pour la même fin, fin que j'ai expliquée plus haut. La demande que nous adressons au gouvernement fédéral n'est que juste et ne peut que recevoir l'approbation du gouvernement d'Ottawa.

Il ne faut pas oublier le fait que le chemin de fer du Nord a coûté la somme de \$16,000,000. Si nous recevions un subside proportionné à la dépense de construction, il nous faudrait \$50,000 par mille. Malgré les lourdes charges que la province s'est imposées, elle se montre bien modeste en ne demandant que \$12,000 par mille. Si nous n'avions pas établi le chemin de fer du Nord, le syndicat du Pacifique aurait été obligé de le construire ou le gouvernement fédéral lui-même. Et la somme que le gouvernement aurait dépensée pour construire cette voie, aurait été bien plus élevée que le subside qu'il doit à la province.

Quant à la rumeur que le gouvernement fédéral retiendrait \$6,000 par mille pour une compagnie qui se chargerait de construire une ligne entre Québec et Montréal ou que le gouvernement se servirait de cet argent pour acheter le chemin de fer du Nord, je n'y ajoute pas foi. On ne peut pas retenir ce qui nous appartient. Du reste, nous avons à Ottawa un représentant qui saura faire valoir nos droits.

Il n'y a pas de doute que les résolutions que j'ai l'honneur de soumettre seront adoptées unanimement ; car tous les honorables membres de cette Chambre veulent le bien et la prospérité de cette province. Ces résolutions sont calquées sur le mémoire du gouvernement, les voici :

Que, attendu que la ligne du chemin de fer construit par le gouvernement de la province de Québec sur la rive nord de l'Ottawa et du St-Laurent entre Ottawa et Québec, forme un chaînon important de la

grande ligne transcontinentale canadienne et est comme telle une entreprise nationale et non pas seulement d'une utilité provinciale.

Il soit résolu :

Que cette Chambre concourt pleinement dans la justice de la demande faite par le gouvernement provincial, dans son mémoire du 6 février dernier, au gouvernement du Canada, le priant de faire modifier l'acte 47 Victoria, chap. 8, en accordant au gouvernement de la province de Québec pour les 159 milles de chemin de fer qu'il a fait construire entre Québec et St-Martin, un subside égal à celui qui est accordé par le même acte, pour 120 milles qu'il a fait construire entre Montréal et Ottawa, soit \$12,000 par mille, au lieu de \$6,000 par mille.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour Lavallière*.—Honorables messieurs, en considérant la proposition qui est soumise à cette Chambre, je dois déclarer que la démarche du gouvernement mérite l'approbation générale. Je suis heureux de donner tout mon appui à une semblable mesure. Lorsque les résolutions concernant le subside fédéral alloué pour la construction du Pacifique furent adoptées l'année dernière, j'avais l'honneur de siéger dans cette Chambre ; mais auparavant, pendant que j'étais à Ottawa, j'ai été à même de connaître ce qu'on pensait des demandes de la province de Québec. J'ai pu voir que l'opinion, soit parmi la députation, soit parmi les membres du gouvernement, était favorable à notre province. Je ne puis donner de meilleures preuves que les paroles prononcées le 10 avril 1884 par Sir Charles Tupper, ministre des chemins de fer.

Voici ces paroles ; elles ont été prononcées à l'occasion de la délibération sur les subsides à être accordés à certains chemins de fer.

Après avoir mentionné les voies ferrées subventionnées qui se trouvent sur le territoire d'Ontario et les montants qui leur ont été accordés. Sir Charles Tupper ajoutait ceci :

“ Ceci comprend une dépense dans la province d'Ontario d'environ \$22,760.000, en rapport avec la construction de cette partie du chemin de fer du Pacifique canadien qui se trouve entre Port-Arthur et Callander et Pembroke, et entre Callander et Gravenhurst. Nous arrivons maintenant à la province de Québec ; et j'ose dire que personne en cette Chambre ne mettra en doute le fait que si le gouvernement de la province de Québec n'avait pas pourvu à la construction d'un chemin de fer entre Québec et Ottawa, cette Chambre aurait considéré, et le pays aurait considéré le chemin de fer du Pacifique canadien comme

tout à fait incomplet, et auraient été prêts à traiter cette partie de la question tout comme nos honorables amis de l'opposition ont traité la question de relier le Canada central de Pembroke à Callander par l'octroi d'une somme d'argent suffisante pour atteindre ce but. Le fait que le gouvernement de Québec a prévenu cette action, le fait que le gouvernement de Québec a, depuis la confédération, dépensé à même son propre trésor, une somme d'au-delà de \$14,000,000, je crois, pour la construction des chemins de fer dans la province de Québec, au lieu de diminuer ses droits à la considération, à cette époque avancée, lui donne au contraire, beaucoup plus de force.

“ Ce fait augmente la force de la position de cette province lorsqu'elle s'adresse au gouvernement comme elle l'a fait, pour demander à ce qu'on lui rembourse une partie raisonnable de cet argent et à ce qu'on la place relativement à peu près dans la même position qu'elle occuperait si elle ne s'était pas montrée aussi empressée à favoriser ce que tout le monde s'accorde à considérer comme la grande œuvre nationale du pays.

“ Dans ces circonstances, le gouvernement de Québec, ayant dépensé comme je l'ai dit, au-delà de \$14,000,000 en construction des chemins de fer dans cette partie de la confédération, présente au gouvernement une réclamation, et demande à ce que l'on tienne loyalement compte de la construction de cette partie du chemin de fer qu'elle a entreprise et terminée, et qui peut être raisonnablement regardée comme faisant partie de la grande ligne inter-océanique qui relie de fait les deux océans ensemble par une ligne passant à travers tout le continent et sur le territoire canadien. Après avoir bien et dûment considéré les propositions qui ont été faites et le fait qu'elle a épuisé ses ressources dans cet effort, pour construire ce grand chaînon de notre grande ligne nationale, le gouvernement est arrivé à la conclusion que le gouvernement de Québec a droit à une subvention de \$12,000 par mille pour cette partie du chemin qui est déjà devenue un chaînon et une section du chemin de fer du Pacifique canadien, cette partie qui se trouve entre la ville de Montréal et Ottawa ; et quant à ce qui concerne l'autre partie la seule hésitation, le seul doute qui existait quand à l'opportunité de dépenser les \$12,000 par mille depuis Montréal jusqu'au port de Québec, provenait du fait que le gouvernement de Québec s'était désaisie de cette partie du chemin de fer, et que dans le moment cette partie du chemin n'offre pas cette ligne de communication courte et non interrompue qui puisse permettre au chemin de fer du Pacifique

canadien de faire du port de Québec, ce que l'on croit qu'il devrait être dans l'intérêt général du pays, le terminus d'été du chemin de fer du Pacifique canadien."

Le ministre des chemins de fer admet donc, dans les paroles que je viens de lire, que la province de Québec doit être remise dans la même position qu'elle aurait eue, si elle n'eût pas construit la voie ferrée de la rive nord. Ce n'est que justice pour nous. Pourquoi ferions-nous plus que les autres provinces ? Nous avons contribué largement à l'établissement du Pacifique. Depuis la conquête, la province de Québec a toujours été la première à s'imposer des sacrifices pour la prospérité du pays, et nous avons reçu une plus petite part des faveurs fédérales que les autres provinces. Ainsi, si nous établissons une comparaison avec Ontario, elle est tout à l'avantage de cette dernière. Avant l'union, en fait de travaux publics, le gouvernement du Canada a dépensé \$5,500,000 dans Ontario. et \$4,000,000 dans la province de Québec.

A l'union, la province de Québec avait un actif de \$189,306 ; la dette d'Ontario s'élevait à \$5,925,779. C'est donc une différence de six millions en notre faveur.

Depuis l'union jusqu'à la confédération, le gouvernement du Canada a dépensé en travaux publics dans la province d'Ontario, la jolie somme de \$30,000,000, et dans celle de Québec, \$20,000,000. Voilà une différence de \$10,000,000 en faveur d'Ontario. Le gouvernement impérial a dépensé de son côté, en travaux publics, dans Ontario, \$85,000,000, et dans Québec, \$37,000,000.

Depuis la confédération avons-nous été mieux traités, malgré les cris de *french domination* que les gens du Haut-Canada poussent sans cesse contre les habitants de notre province ? Pas du tout. Le gouvernement fédéral a dépensé, pour chemins de fer et canaux, \$36,000,000 dans la province d'Ontario, et \$19,000,000 dans celle de Québec. Encore 17 millions de moins pour nous.

Récapitulons : avant l'union, \$1,500,000 de dépenses en plus dans Ontario ; pendant l'union, \$10,000,000 de plus par le gouvernement du Canada et \$48,000,000 par le gouvernement impérial ; \$58,000,000 en plus sous l'union, et depuis la Confédération \$17,000,000 de plus pour Ontario. En tout \$76,500,000 pour Ontario, à cette somme nous avons contribué pour \$27,000,000. La province d'Ontario n'a donc pas été oubliée depuis la conquête jusqu'à nos jours.

Je ne crois pas que le gouvernement fédéral refuse de nous rendre

justice. La demande de la province n'est que trop fondée et n'est pas nouvelle. Depuis 1880, le gouvernement local n'a pas cessé de réclamer. Il faut que le gouvernement fédéral revienne sur sa décision de l'année dernière : de ne nous donner que \$6,000 par mille entre Montréal et Québec, et qu'il nous accorde ce que nous lui demandons.

On fait valoir une objection qui n'en est pas une. On prétend que le gouvernement de Québec en vendant le chemin de fer du nord, a perdu ses droits à un subside fédéral. Un pareil raisonnement est absurde. Est-ce que les compagnies qui ont reçu des subventions pour la construction de certaines voies ferrées, font remise au gouvernement de l'argent reçu quand elles vendent leurs chemins? Poser la question c'est la résoudre.

Les résolutions qui sont soumises à cette Chambre méritent notre entière approbation, et il n'y a pas de doute qu'elles seront favorablement accueillies par le gouvernement fédéral.

L'honorable M. **Bryson**—*conseiller pour Inkerman*. — Honnables messieurs, quand on songe aux millions qui ont déjà été dépensés par le trésor fédéral dans les provinces de l'ouest et dans l'Ontario, pour des voies ferrées on reste convaincu que notre demande, formulée dans cette résolution, n'est que juste et raisonnable. Que l'on consulte les statistiques, que l'on examine ce qui a été fait dans la province de Québec, sous forme de travaux publics ou autres grandes améliorations d'un caractère d'utilité générale, et l'on verra que nous sommes loin d'avoir eu notre part légitime dans la dépense des deniers publics. Cependant j'avoue que mes paroles ne doivent pas être considérées comme une expression de blâme contre le gouvernement fédéral, car j'aime à supposer qu'il a agi dans l'intérêt public. Dans le cas qui nous occupe je crois devoir dire que le gouvernement fédéral ne me semble pas avoir assez tenu compte des sacrifices que la province s'est imposés pour la voie ferrée du Nord, lorsqu'il a retenu \$6,000 par mille pour la partie qui s'étend de Québec à Montréal. Nous avons un droit incontestable au subside de \$12,000 par mille et j'espère fermement que nous l'aurons. Je ne puis m'empêcher non plus de féliciter le gouvernement et l'honorable premier ministre sur la sollicitude avec laquelle ils veillent sur les intérêts de la province, en présentant aux autorités fédérales un mémoire aussi bien rédigé et aussi concluant.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour LaDurantaye*. — Honorables messieurs, je n'ai pas l'intention de faire un discours, mais

je ne puis laisser passer cette occasion sans exprimer mes vœux. J'ai lu le mémoire que le gouvernement a adressé à Ottawa. Il est impossible de faire un meilleur travail, un travail qui renferme aussi bien toutes les raisons capables de faire triompher notre cause.

À l'époque de la confédération, il a été entendu qu'on relierait les côtes de l'Atlantique et du Pacifique par une voie ferrée. Le gouvernement fédéral en construisant la voie de l'Intercolonial donna suite à ce projet. Une compagnie et le gouvernement de Québec se chargèrent de la construction du chemin de fer du Nord, le chaînon, le raccordement entre le chemin de l'Intercolonial et le Pacifique. Pour hâter l'établissement de cette voie ferrée sur la rive nord, la province n'a pas craint de supporter les plus lourds fardeaux. Serait-il juste aujourd'hui de lui laisser tout le poids de cette dépense énorme, tout en contribuant à la construction du Pacifique sur tout le parcours? Non, la demande du gouvernement est fondée. Il faut que le gouvernement fédéral nous rembourse pour la construction de cette voie qui a été reconnue comme un chaînon par le gouvernement fédéral lui-même.

Qu'on ne nous mette donc pas dans une position inférieure à celle des autres provinces. La province s'est endettée pour doter le pays d'une grande route transcontinentale : il n'est pas juste que nous taxions notre population pour des dépenses qui se rapportent à toute la confédération. Nous avons droit à un subside fédéral, et ce subside fera un bien immense dans notre province. C'est un compte qui nous est dû : aux représentants de cette province à Ottawa à le faire payer. Je félicite le gouvernement de sa démarche et du mémoire qu'il a adressé aux autorités fédérales. Ce mémoire est très bien fait et expose clairement toute la justice de nos réclamations.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour LaSalle*.—Je ne dirai que quelques mots sur cette importante question, car les honorables conseillers qui ont parlé avant moi l'ont très bien élucidée.

C'est une loyale pensée qu'a eue le cabinet de Boucherville de se charger de la construction de la voie ferrée de la rive nord. J'étais député alors, et je me rappelle tout l'enthousiasme qui se manifesta à cette époque. Le peuple était fatigué des retards apportés à l'établissement de ce chemin, et bien souvent l'entreprise avait paru chancelante. Le gouvernement assura donc la construction du chemin de fer du Nord, qui était et est encore un des chaînons du Pacifique, et cette entreprise donna du travail à des milliers d'ouvriers qui n'avaient pas de pain. Si le gouvernement local n'eut pas construit ce chemin, le

gouvernement fédéral aurait été obligé de le faire pour ramplir les clauses de l'acte de la confédération.

Pourquoi les autorités fédérales refuseraient-elles de nous rembourser de nos dépenses ? Pourquoi refuseraient-elles de payer ce qui nous est dû ? je ne vois aucune raison pour que le gouvernement fédéral ne nous paye pas cette balance du subside. On ne doit pas perdre de vue les sacrifices que nous nous sommes imposés et les énormes dépenses que nous avons supportées pour la construction du chemin de fer du Nord. J'ai pleine confiance dans l'esprit de justice des autorités fédérales, et je n'ai aucun doute que notre cause finira par triompher. Une loi passée l'année dernière à Ottawa admet que nous avons droit à une compensation, et nous l'aurons. Comme je l'ai dit dans une autre circonstance, le mémoire présenté à Ottawa par le gouvernement de cette province est d'une force et d'une logique qui ne laissent aucun doute sur le succès des justes démarches de cette province. Encore une fois, je n'ai aucun doute sur le résultat favorable de nos démarches, en faisant valoir nos réclamations.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, je dois mes plus sincères remerciements au proposeur et au secondéur des résolutions soumises à cette Chambre, et aux honorables membres qui ont parlé jusqu'à présent pour l'approbation si cordiale et si chaleureuse des démarches faites par le gouvernement de cette province auprès des autorités fédérales. Laissant toute modestie de côté, j'admets que le mémoire du gouvernement renferme toutes les raisons que nous pouvions faire valoir à l'appui de nos réclamations. Et ces raisons, on doit le reconnaître, sont plus que suffisantes. Chacun sait que le chemin de fer du Nord, à part les dépenses d'embranchements, a coûté à la province au-delà de 14 et même de 15 millions. Chacun sait qu'il n'y a pas d'exagération dans la déclaration de l'honorable représentant de Repentigny, lorsqu'il dit que cette entreprise a entraîné une dépense de 16 millions.

Les comptes publics, et les statistiques puisées à des sources certaines, prouvent l'exactitude de ce chiffre. Cette dépense, nous l'avons faite avec courage et avec bonne volonté, parce que nous avions l'espoir que les autres provinces contribueraient largement à la construction de la voie transcontinentale et nous aideraient à doter le pays d'une route nationale reliant l'Atlantique au Pacifique.

Malheureusement notre exemple n'a pas été suivi. On ne s'est pas imposé les mêmes sacrifices dans les autres parties de la confédération

pour cette grande voie ; c'est le gouvernement fédéral qui est intervenu ailleurs ; dans certains cas, il a acheté des voies ferrées situées dans les régions traversées par le Pacifique, et c'est notre argent—les deniers publics—qui a été dépensé ; dans d'autres cas, le gouvernement fédéral a largement subventionné les compagnies de chemins de fer. En présence d'un semblable état de choses, il était donc de notre devoir de nous adresser au gouvernement fédéral et de lui demander ce qui nous était dû.

L'honorable représentant de La Vallière a cité le discours que Sir Charles Tupper a prononcé le 10 avril 1884, et a prouvé que dans la province d'Ontario, le gouvernement fédéral a dépensé la somme de \$22,000,000, depuis la confédération, pour chemins de fer. Ici, dans la province de Québec, on ne constate aucune dépense de la part des autorités fédérales.

Le gouvernement fédéral nous a accordé l'année dernière un subside de \$12,000 par mille, entre Ottawa et Montréal, et \$6,000 par mille seulement entre Montréal et Québec. Si nous comparons le modique octroi accordé à cette dernière partie à ce qui a été fait ailleurs, nous ne pouvons que trouver notre demande bien juste et bien légitime..

Le mémoire présenté à Ottawa par le gouvernement de cette province démontre tous ces faits jusqu'à l'évidence, et bien d'autres encore. Il démontre aussi que le gouvernement de Québec a toujours contribué généreusement et patriotiquement aux grandes entreprises qui devaient augmenter la prospérité du pays.

Le gouvernement de Québec a prouvé son zèle pour le progrès du pays en prenant l'initiative dans la construction du chemin de fer du Nord. En supposant que le gouvernement fédéral nous accorde \$12,000 par mille sur tout le parcours de cette voie, la province de Québec supportera encore une plus grande dépense que le gouvernement d'Ottawa dans l'établissement de cette route nationale ; il nous restera une plus large part de sacrifices que les autres provinces, qui n'ont rien fait sans le secours d'Ottawa. La province de Québec prouve son désir de travailler au développement des ressources du pays par le modeste chiffre de sa réclamation ; car nous pourrions demander plus si nous voulions appuyer notre demande sur le montant de nos dépenses. Nous avons droit à un subside plus élevé ; mais nous sommes encore prêts à faire notre part de sacrifices pour l'avantage du pays.

S'il faut en croire les déclarations faites en haut lieu, cette réclamation

ne doit pas tarder à nous arriver. Pour vous en donner une preuve, honorables messieurs, je me permettrai de vous citer une partie du discours que Sir Charles Tupper a prononcé l'année dernière à la Chambre des communes, et dans le cours duquel le ministre des chemins de fer a démontré la nécessité pour le chemin du Pacifique d'établir son terminus d'été à Québec et a reconnu que le chemin de fer du Nord était une route nationale.

Après avoir dit que l'on avait résolu de retenir les \$6,000 par mille que nous réclamons dans notre mémoire, l'honorable ministre ajoutait les paroles suivantes :

“ Je puis maintenant dire que le montant compris dans ces résolutions pour le prolongement de ce qu'on peut appeler la ligne nationale de Québec depuis les rives du Pacifique jusqu'à Québec et depuis Québec jusqu'aux provinces maritimes, embrasse aussi un raccordement entre le chemin de fer du Pacifique canadien et la frontière internationale. ”

Eh bien, honorables messieurs, le gouvernement fédéral admet que cette voie ferrée qui traverse la province de Québec est une route nationale. Il admet également qu'il est de haute importance pour le pays que le terminus soit à Québec. Très bien mais doit-on compter sur la province de Québec seule pour son établissement ? Non, ce chemin doit bénéficier à tout le pays, il faut que tout le pays y contribue par ses deniers. Autrement on nous ferait une singulière position. Si, après les sacrifices que nous avons faits pour construire ce chaînon du Pacifique,—cette route transcontinentale,—on nous enlève sur le subside fédéral auquel nous avons droit, une somme suffisante, dit-on, pour nous assurer le terminus du Pacifique à Québec, nous aurions alors construit une voie ferrée pour tout le pays, et il nous faudrait encore nous mettre à contribution pour garantir à la province les avantages auxquels elle a des droits incontestables. Il y aurait là une contradiction, une injustice flagrantes que le peuple ne saurait approuver.

On dit que la retenue des \$6,000 par mille est attribué au fait que le gouvernement provincial s'est départi de son chemin et qu'en le vendant il a renoncé à ses droits. J'admets que, dans la circonstance, la situation peut paraître embarrassante pour le gouvernement fédéral : mais cet argument n'est pas fondé. Le chemin est vendu, c'est vrai, mais est-ce que le gouvernement fédéral a retiré ses subsides aux compagnies qui ont vendu leurs chemins ? Jamais. Le chemin est toujours là, et le gouvernement fédéral, qui a la loi et le contrôle de la législation

sur les questions de chemins de fer, peut toujours intervenir et forcer la compagnie à remplir les conditions de son contrat. En vendant la partie ouest du chemin au Pacifique, on a posé des conditions, on a réservé le droit de parcours sur la section est ; et le gouvernement peut faire exécuter cette clause. On dit que la compagnie du Pacifique s'est plaint de ce que les conditions n'avaient pas été remplies ; mais d'un autre côté elle a avoué que tous les privilèges et les avantages dont elle avait besoin lui étaient garantis par la loi et le contrat. La loi existait et le Pacifique aurait pu se rendre à Québec s'il l'eut voulu. On ne peut donc pas invoquer la raison que le chemin de fer du Nord a été vendu à une compagnie autre que le Pacifique. Le gouvernement fédéral profitera plus que nous de cette voie et cet argument, qu'on s'est efforcé de faire valoir, n'est pas une raison pour nous priver du subside de \$12,000 par mille.

Dans une autre partie de son discours, Sir Charles Tupper, parlant des dépenses que le gouvernement fédéral a faites dans la province d'Ontario, dit ce que je vais lire :

“ La Chambre sait aussi que le parlement a pourvu pendant la dernière session et pendant la session précédente, à une subvention de \$12,000 par mille pour 110 milles de chemin, depuis Callander jusqu'à Gravenhurst, pour relier les grandes villes d'Ontario et les grands lacs avec le chemin de fer du Pacifique canadien, par la route la plus courte, la plus praticable et la meilleure qui puisse être choisie, et j'espère pouvoir, avant l'ajournement de la Chambre, déposer sur le bureau un contrat passé entre le gouvernement et une compagnie légalement constituée, dans le but de construire ce chemin, de concert avec la compagnie du chemin de fer du Nord et du Nord-Ouest—un contrat pour l'achèvement rapide de cette entreprise, de façon à ce qu'elle soit virtuellement ouverte au commerce de la région de Québec, lorsque le chemin de fer du Pacifique sera terminé.

“ Ceci comprend une dépense dans la province d'Ontario d'environ \$22,760,000, en rapport avec la construction de cette partie du chemin de fer du Pacifique canadien qui se trouve entre Port Arthur et Callander et Pembroke, et entre Callander et Gravenhurst.”

Ces paroles suffisent pour démontrer que la province d'Ontario ne saurait trouver à redire si on nous accorde ce que nous demandons.

Lorsque nous lisons des discours aussi patriotiques, nous ne pouvons pas supposer même que des promesses aussi formelles ne se réaliseront pas et que le gouvernement fédéral nous privera des \$6,000 par mille

auxquelles nous avons un droit incontestable. Il est inutile, honorables messieurs, de prolonger cette discussion plus longtemps, car chacun comprend toute l'importance de cette question et la justice de notre cause.

Le gouvernement a fait tout son possible et n'a négligé aucune démarche ; il fera encore tout son possible et ne négligera rien pour l'obtention de ce subside. Ce n'est pas une faveur que nous demandons, nous voulons ce qui nous est dû, et pas autre chose. Que la population de cette province soit certaine d'une chose : c'est que nous ne cesserons de travailler, tant que justice ne nous sera pas rendue.

La résolution est ensuite adoptée dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance au lundi, le 23 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions. Dépôt d'un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. LOUIS ARCHAMBEAULT.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président étant indisposé, l'honorable M. Archambeault est appelé au fauteuil.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Du révérend M. Rousselot et autres, demandant de l'aide pour des chemins de colonisation.

De la supérieure de l'hospice de la ville de Joliette, demandant une allocation.

De I. A. Beauvais et autres, demandant que le club de raquettes *Le Canadien* de Montréal, soit constitué légalement.

De Joseph Mauffet, demandant de l'aide pour le collège commercial de l'Ile Perrot.

Les pétitions déposées à la séance du vendredi le 20 courant, sont lues et reçues.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil : Pour modifier la loi 47 Victoria ch. 14, relative aux notifications, protêts et significations.

La séance est levée.

---

**CONSEIL LÉGISLATIF**

---

*Séance du mardi, le 24 mars 1885.*

SOMMAIRE : Dépôt de pétitions.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. WOOD.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président étant indisposé, l'honorable M. Wood est appelé au fauteuil.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De l'association appelée "The Women's Christian Association of Quebec," demandant de l'aide ;

Des religieuses sœurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville, demandant un acte de constitution ;

De Duncan McDonald et autres, demandant que la compagnie appelée "The Montreal Park and Island Railway Company" soit constituée légalement.

La séance est levée,

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 26 mars.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Dépôt d'un projet de loi.—Adoption, en deuxième délibération, d'un projet de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal, demandant l'adoption d'une loi leur accordant certain pouvoir.

Du recteur et des syndics de l'église de St-Jean l'Évangéliste, Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour corriger une erreur de description dans leur titre de propriété ;

Des sœurs des saints noms de Jésus et de Marie, demandant des amendements à leur loi de constitution.

Les pétitions déposées aux séances de lundi et mardi, les 23 et 24 courant, sont lues et reçues.

### DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour amender le chapitre 75 des statuts refondus pour le Bas-Canada, relativement aux divisions Ouest et Centre de la cité de Montréal, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée législative. ”

Le projet de loi relatif aux notifications, protêts et significations, est adopté en deuxième délibération, et renvoyé au comité général.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du vendredi, le 27 mars 1885.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de pétitions et de rapports de comités. Transmission d'un projet de loi.—Adoption définitive et en deuxième délibération de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De Ludger Plessis Bélair, demandant l'adoption d'une loi pour résilier la substitution créée par la donation de demoiselle Catherine Poiras au dit requérant et autres ;

Du conseil de ville de Lachine, demandant des amendements à la charte de cette ville ;

De Alfred Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi pour autoriser la vente de certains biens substitués ;

De Julien Guérin et autres, de la paroisse de St-Tite-des-Caps, demandant des amendements à la loi érigeant cette paroisse en municipalité locale ;

De l'association appelée " Church Home," demandant de l'aide ;

De Adolphe Robert, demandant l'adoption d'une loi pour l'autoriser à vendre certains biens substitués ;

Du Rév. Père Jean Catulle et autres, demandant que la " Congrégation du Très-Saint-Rédempteur " soit constituée ;

Du Rév. M. Dorval et autres, demandant que l'article 1061 du code de procédure civile soit modifié.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents et des projets d'intérêt particulier.

Ce rapport expose que le comité a examiné 19 pétitions, dont 11 demandant l'adoption de lois particulières.

L'honorable M. Beaudry dépose un rapport du comité des impressions. Ce rapport expose que M. Faucher de Saint-Maurice a été nommé président du comité, et que le quorum a été fixé à 7 membres.

Ces deux rapports sont adoptés.

#### LE RAPPORT DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Conseil le rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics. Je dois dire, honorables messieurs, que le dépôt de ce rapport a été différé afin de pouvoir y inscrire l'intéressant rapport de l'association laitière de la province de Québec.

#### TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour autoriser *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

#### LES DIVISIONS OUEST ET CENTRE DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi à l'effet de modifier le chapitre 75 des statuts refondus pour le Bas-Canada, relativement aux divisions Ouest et Centre de la cité de Montréal pour les fins de la représentation dans l'Assemblée législative.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, le but de ce projet de loi est de répartir plus également le nombre des électeurs des divisions Ouest et Centre de Montréal. Aujourd'hui la division Centre renferme 1800 électeurs et la division Ouest 15,000. Nous voudrions faire en sorte que chaque division eût le même nombre d'électeurs : environ 8,000 chacune ou 8,500. Outre ce motif, il faut tenir compte des intérêts irlandais. Il est convenu de faire élire un député irlandais dans la division Centre. A prendre les choses telles qu'elles sont aujourd'hui, cette division ne peut élire un député irlandais que par tolérance.

Si l'on fait le changement projeté, les irlandais pourront ensuite choisir un représentant de leur nationalité.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, je concours entièrement dans les remarques de l'honorable premier ministre et je verrai avec plaisir s'opérer le changement projeté. On mettra ainsi fin à une grande confusion. Le projet de loi accordera la même division pour les élections locales que pour les élections fédérales, et donnera satisfaction à tout le monde. Les deux députés qui représentent ces divisions au parlement local, bien que n'appartenant pas au même parti politique que l'honorable chef du gouvernement, ont donné tacitement leur approbation à cette mesure.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—En faisant le changement projeté, on devrait insérer une clause dans la nouvelle loi pour que l'officier chargé de fixer les différents bureaux de votation, préparent des listes électorales pour les candidats et les voteurs. Ce serait un grand avantage pour les électeurs qui bien souvent ne savent pas où aller enregistrer leur vote.

M. le **Premier ministre**.—Je ne doute pas que l'observation que vient de faire l'honorable conseiller pour Alma ne soit bonne et pratique, mais comme elle peut s'appliquer aux autres divisions de Montréal ainsi qu'à d'autres villes, il faudrait peut-être une loi générale,

Je propose que ce projet soit adopté en deuxième délibération.

Cette proposition est adoptée.

Le projet de loi pour modifier la loi relative aux notifications, protêts et significations ; est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du lundi, le 30 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions et d'un rapport de comité.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PETITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi, demandant un prolongement de délai pour finir son chemin et pour d'autres fins.

De la corporation de Hull, demandant de nouveaux pouvoirs.

Les pétitions déposées aux séances du 26 et 27 courant, sont lues et reçues.

L'honorable M. Dionne dépose un rapport du comité de la chambre de lecture, et la publication des débats du Conseil législatif.

Ce rapport expose que l'honorable M. Dionne a été nommé président de ce comité et que le quorum a été fixé à trois membres.

Ce rapport est adopté.

M. le président dépose sur le bureau de la Chambre un rapport de l'union St. Joseph de Lévis.

### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier la loi constituant l'association dite : *The Montreal Young Men's Christian Association*.

Pour ériger civilement la paroisse de St-Grégoire de Nazianze de Buckingham.

Le projet de loi pour modifier le chapitre 75 des statuts refondus pour le Bas-Canada, relativement aux divisions Ouest et Centre de la

cité de Montréal, pour les fins de la représentation dans l'Assemblée législative, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi pour autoriser *The Magog Textile and Print Company*, à emprunter de l'argent et à émettre des obligations, est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du mardi, le 31 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et d'un rapport de comité.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau du Conseil :

De la compagnie des chars urbains de la rue St-Jean, demandant la réduction de son capital-actions.

Les pétitions déposées à la séance du lundi, le 30 courant, sont lues et reçues.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents et d'intérêt local.

Ce rapport expose que le comité a examiné 12 pétitions, dont 10 demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté.

Les deux projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération, et renvoyés au comité d'intérêt local.

Pour modifier la loi constituant "The Montreal Young Men's Christian Association."

Pour ériger civilement la paroisse de St-Grégoire de Nazianze de Buckingham.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du mercredi, le 1<sup>er</sup> avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions, d'un rapport de comité, et d'un projet de loi.—  
Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les deux pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

Des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, de la paroisse de Belœil, demandant de l'aide.

Du révérend A. Limoges et autres, demandant que l'orphelinat de Farnham soit constitué.

La pétition déposée à la séance du mardi, le 31 mars, est lue et reçue.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Laviolette dépose un rapport du comité des contingents.

Votre comité, après avoir examiné les réclamations de S. Hatt, écuyer, H. V. N., recommande que la somme de quatre cents piastres lui soit payée par le comptable du Conseil législatif, pour l'indemniser des pertes subies par lui lors de l'incendie des bâties du parlement de Québec, en 1883.

Ce rapport est adopté.

Les délais relatifs aux diverses procédures de la législation particulière sont prolongés jusqu'au 15, 22 et 29 avril respectivement.

### DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Starnes dépose un projet de loi pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal.

M. le président dépose un état des affaires de l'union de St-Roch de Québec.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour constituer l'Hôtel-Dieu de St. Valier à Chicoutimi.

Pour constituer le " Chapitre de la cathédrale de Trois-Rivières."

Pour modifier la charte de la ville de Sorel.

Pour constituer la Société St. Jean-Baptiste de Farnham.

Pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Saint-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

La prochaine séance est renvoyée au 8 courant.

La séance est levée.

---

**CONSEIL LÉGISLATIF.**

---

*Séance du mercredi, le 8 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions et d'un projet de loi.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De la corporation de la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De Messieurs Robertson, Linton et autres, demandant des amendements au code de procédure civile.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable **M. Starnes**.—Dépose un projet de loi pour modifier la loi constituant la communauté des sœurs des saints noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent à Hochelaga.

LE SERGENT D'ARMES, M. FRENETTE EN SERVICE AU NORD-OUEST.

M. le **Président**.—Cette honorable Chambre a dû constater l'absence d'un de ses principaux officiers, le sergent d'armes, M. Frenette. Ce monsieur est parti avec le 9<sup>e</sup> bataillon en qualité de capitaine. En voyant une conduite aussi digne de louange de la part de cet officier, j'ai pris sur moi de lui dire que son salaire lui serait payé pendant tout le temps de son absence. Je ne doute pas que j'aurai l'appui de cette Chambre sur la décision que j'ai prise dans cette circonstance.

L'honorable **M. Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Je concours entièrement dans les remarques que vient de faire l'honorable président de cette Chambre. J'étais présent lorsque l'Assemblée législative décida unanimement que les salaires des employés civils partis pour le Nord-Ouest leur seraient payés intégralement. Je suis sûr que cette Chambre agira de même et que personne ne s'opposera à cette sage mesure. Tout le monde regrette le départ de nos troupes, mais il ne faut pas oublier que ces jeunes gens ont été appelés pour la défense du drapeau national. Les volontaires de Québec et de Montréal remplissent leur devoir envers leur patrie, violemment agitée par une rébellion dont je ne suis pas prêt à discuter la cause.

Je constate seulement avec plaisir que le gouvernement a pris des mesures énergiques pour mettre fin à cette malheureuse révolte. Cette rébellion doit nous faire comprendre la nécessité de créer une armée permanente régulière, qui serait prête à voler au combat à un moment donné. Cette troupe pourrait avoir un effectif de quatre à cinq mille hommes ; le nombre serait déterminé suivant les besoins du pays. Le Canada prend assez d'importance pour que l'on s'occupe activement de cette question. Les dépenses occasionnées aujourd'hui pour le maintien de nos milices canadiennes sont déjà considérables. Je pense que l'argent dépensé pour nos volontaires suffirait pour la création de cette armée permanente ; du moins, il ne faudrait qu'une légère augmentation dans les crédits. Et quel résultat n'obtiendrions-nous pas pour le pays ! Les batteries peuvent nous en donner une idée. L'appel sonne, et voilà

ces soldats qui accourent bien équipés et bien armés, ne laissant aucune famille dans la misère ou la détresse. Ils sont toujours prêts à défendre leur pays.

J'ai assisté au départ de nos volontaires de Québec et de Montréal, et j'ai vu avec satisfaction qu'ils sont partis pour ainsi dire avec enthousiasme pour réprimer la rébellion qui vient d'éclater dans le Nord-Ouest. Le pays reconnaîtra sans doute les services que ces jeunes gens rendent dans une circonstance aussi critique. J'ai l'espoir que cette révolte sera bientôt apaisée, quoique cependant elle puisse durer longtemps. Ce que nous devons tous déplorer, ce sont les funestes conséquences de ces troubles. Tout en supposant qu'ils soient de courte durée, le mal est fait, le mal existe ; car il en résultera un grand préjudice pour la Confédération, pour l'immigration et pour la construction du chemin de fer du Pacifique. Il est difficile de calculer tous les maux qui seront la conséquence de ce soulèvement. Néanmoins, je ne crains pas pour l'avenir du Canada.

Je termine ces courtes remarques en disant que c'est le devoir du gouvernement d'encourager ses employés à défendre leur pays, et que pour arriver plus sûrement à ce but, c'est de leur payer leurs salaires pendant qu'ils sont sous les armes.

L'honorable M. **Champagne**.—*conseiller pour Mille-Isles*.—Je ne doute pas que la conduite de M. le président de cette Chambre rencontre l'approbation unanime des honorables conseillers. Oui, il n'y aura qu'une voix pour sanctionner l'action de notre honorable président à l'égard d'un de nos principaux officiers, le sergent d'armes. Les événements regrettables qui ont lieu à l'époque actuelle sont certainement propres à justifier l'excitation qui règne dans tout le pays. Nous avons lieu d'être fiers néanmoins de ces jeunes gens qui n'ont pas hésité à partir pour apaiser les troubles dans le Nord-Ouest. Ces courageux jeunes gens ont répondu à l'appel, je ne dirai par de gaieté de cœur mais avec empressement et avec fermeté, ils ont volé là où le devoir les appelait ; ils n'ont pas recherché les causes de la rébellion. La paix était troublée, et ils sont partis pour rétablir l'ordre.

La conduite de nos volontaires mérite les plus grands éloges, et je partage entièrement les vues exprimées par les honorables membres qui ont pris la parole avant moi.

L'honorable M. **Ross**.—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je n'ai pas l'intention de faire allusion aux événements qui agitent aujourd'hui le

pays, ni aux causes qui y ont donné lieu. Je me bornerai à dire que j'approuve entièrement la conduite de M. le président, et que je suis heureux que la Chambre traite ainsi un de ses principaux officiers, le sergent d'armes, que le devoir appelle au Nord-Ouest.

Le gouvernement agira de même à l'égard de tous ses autres employés qui sont partis pour rétablir la paix momentanément troublée. Je dois déclarer en même temps que le gouvernement conservera à tous ses employés leur situation et qu'il leur paiera leurs salaires pendant tout le temps qu'ils seront sous les armes.

(Ces remarques sont accueillies par des applaudissements unanimes.)

#### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du conseil :

Pour constituer la congrégation du Très-Saint-Rédempteur.

Pour constituer la société des marchands détailliers de nouveautés de la province de Québec.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Henri-Arsène Germain, au nombre de ses membres.

Pour constituer l'union St-Joseph de St-Jean-Baptiste de Québec.

Pour constituer le club de raquettes " Le Canadien, " de Montréal.

Pour constituer l'Union St-Joseph de St-Charles Borromée et de Charlesbourg.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal.

Pour constituer le chapitre de la cathédrale de Trois-Rivières.

Pour modifier la charte de la ville de Sorel.

Pour constituer la société St-Jean-Baptiste de Farnham.

Pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Saint-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 9 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités. Transmission de divers projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents et des projets de loi d'intérêt local.

Ce rapport expose qu'il a examiné quatre pétitions demandant de la législation particulière.

Les projets de loi suivants sont l'objet d'un rapport du comité d'intérêt local et sont ensuite définitivement adoptés dans les formes réglementaires : Pour autoriser " The Magog Textile and Print Company " à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

Pour modifier la loi constituant *The Montreal Young Men's Christian Association*.

Pour ériger civilement la paroisse de St. Grégoire de Nazianze de Buckingham.

### TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la société des marchands détailliers de nouveautés de la province de Québec.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour de Lorimier*. — Je propose l'adoption de ce projet de loi.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*. — Honorables messieurs, je ne m'oppose pas à la seconde lecture du projet, mais vu que cette législation est d'une grande importance, je me

permets d'appeler l'attention du promoteur sur les faits suivants : L'objet de cette mesure est, comme le dit le projet, de promouvoir les intérêts commerciaux, mais pour cela les associés demandent le pouvoir de faire et d'établir des règlements selon que la société le jugera nécessaire. Dans le troisième article, il est stipulé que la constitution et les règlements de la société seront en force tant qu'ils n'auront pas été amendés régulièrement. Je crains que les dispositions de cette loi n'aient pour effet de gêner certains marchands qui ne feront pas partie de l'association. J'avoue en toute franchise que je n'ai pas fait une étude spéciale du droit constitutionnel, mais il est facile de voir que cette loi veut réglementer le commerce en général. On peut se demander si la Chambre a le droit de faire une semblable législation et, si en adoptant ce projet de loi, elle reste dans les limites de la constitution. Je ne suis pas opposé à cette mesure, mais il m'est bien permis d'exprimer mes vœux et mes craintes.

L'honorable M. **Laviolette**.—Je consulterai l'honorable député qui m'a confié cette mesure, et lorsque le projet sera discuté en comité, je serai en état de fournir tous les détails voulus.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je remercie cordialement l'honorable représentant de la division de Milles-Isles pour les remarques qu'il vient de faire, parce que la mesure qui occupe actuellement l'attention de la Chambre renferme des tendances extraordinaires. Il est difficile de bien comprendre l'empressement que les sociétés de toutes sortes montrent dans ces demandes de constitution légale. A peine une association a-t-elle vu le jour qu'on s'adresse au parlement. Dans le cas actuel, je ne saisis pas bien la raison de cette demande de constitution légale. Cette mesure doit avoir l'intérêt public en vue. Est-ce que le parlement n'est pas chargé de protéger l'intérêt public ? J'attendrai les raisons que doit donner l'honorable promoteur de ce projet avant de me prononcer.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Cette mesure renferme certainement une question constitutionnelle et des tendances extraordinaires. Il serait préférable de remettre à un autre jour la deuxième lecture du projet ; car il est admis qu'on adopte le principe d'une mesure lorsqu'on en vote la deuxième lecture. Je suggère donc au promoteur de remettre la deuxième lecture à demain.

L'honorable M. **Laviolette**.—Je me rends avec empressement à ce désir.

L'ordre du jour appelle la 2<sup>e</sup> délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Henri Arsène Germain au nombre de ses membres.

L'honorable M. **St arnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, M. Germain a fait un cours complet, mais il n'a pu obtenir de certificat pour les derniers dix-huit mois, parce que ses patrons sont morts. Ce n'est qu'après examen qu'il pourra être admis au barreau ; par conséquent s'il n'est pas qualifié, il ne sera pas admis.

L'honorable M. **Ross**.—Je n'ai pas l'intention de m'opposer à cette mesure, mais j'invite le comité à examiner avec le plus grand soin toutes les pièces qui lui seront soumises et à peser toutes les raisons alléguées dans la pétition. On n'a pas oublié que cette Chambre s'est montrée adverse à l'introduction dans les professions libérales de gens qui n'ont pas rempli toutes les conditions de la loi. Il y avait autrefois des abus considérables, et la Chambre ne doit pas rouvrir la porte à ces abus. Mais le cas actuel nous paraît tout à fait exceptionnel, car quand la mort passe, c'est une force majeure.

L'honorable M. **Archaibeault**.—Je suis d'opinion que M. Germain aurait pu passer son examen devant le barreau s'il l'eut voulu, car, d'après ce qu'on dit, il ne s'agit que de constater s'il a suivi régulièrement ses cours, et cette preuve est facile à faire.

L'honorable M. **Remillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Honorables messieurs, chacun de nous se rappelle qu'il y a quatre ou cinq ans, il se glissait des abus intolérables à ce sujet ; des notaires, des médecins se faisaient avocats sans le consentement du barreau. Ce dernier est intervenu, et la Législature s'est rendue à sa demande. Aujourd'hui, il existe une disposition dans la loi qui exige le consentement du barreau pour qu'un homme soit admis à la pratique quand on constate certaines irrégularités.

L'honorable M. **Gérin**—*conseiller pour Kennébec*.—Le conseil du barreau ne fait aucune difficulté quand il survient des irrégularités soit par suite de la mort des patrons de l'étudiant ou par d'autres causes incontrôlables. Les examinateurs sont d'une très grande indulgence à l'égard des aspirants à la pratique. Il n'est pas toujours facile au parlement de se prononcer sur des cas semblables, tandis que le barreau peut se procurer tous les renseignements voulus.

L'honorable M. **Champagne**.—D'après les remarques de l'honorable représentant de Kennébec, ce projet de loi n'a pas sa raison

d'être. Il faut de toute nécessité s'assurer du fait que M. Germain n'a pu se procurer le certificat en question et voir s'il a été recommandé par le barreau de Montréal.

L'honorable M. **Ross**.—Bien que je n'aie pas fait une étude spéciale de la loi je crois que cette dernière stipule expressément qu'un homme doit avoir suivi ses cours régulièrement et sans interruption pour être admis à la pratique du droit.

D'après ce que je puis voir, il y aurait eu interruption dans le cas actuel, puisque M. Germain aurait dû terminer ses études en 1869, et que nous sommes en 1885. Je comprends facilement les scrupules du barreau et son désir de voir le nœud de la difficulté tranché par la Législature. Avons-nous la preuve que le barreau recommande cette législation? Il faut nous assurer de ce fait. La Chambre ne doit pas revenir sur la sage décision qu'elle a prise il y a quelques années. Je ne veux pas faire tort à ce monsieur, mais je constate qu'il est dans une situation tout à fait exceptionnelle.

L'honorable M. **Starnes**.—J'ai raison de croire que tous les allégués de la pétition sont amplement prouvés, puisque ce projet de loi a été adopté par le comité de l'Assemblée législative dans lequel nous remarquons des avocats de talent. L'autre Chambre s'est prononcée d'une manière favorable dans le cas actuel; le barreau de Montréal recommande cette législation. Je ne vois pas pour quelle raison le projet de loi ne recevrait pas l'appui de cette Chambre. Si les allégués contenus dans la pétition étaient faux, je serais le premier à m'opposer à cette législation. Toute la difficulté consiste dans le fait que M. Germain n'a pu se procurer un certificat attestant qu'il a étudié dix-huit mois sous MM. Cartier, Pominville et Bétournay.

Le projet est adopté et renvoyé au comité.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour constituer l'Hôtel-Dieu St-Valier à Chicoutimi.

Pour constituer la congrégation du Très-Saint-Rédempteur.

Pour constituer le club de raquettes *Le Canadien* de Montréal.

Pour constituer l'union St. Joseph de St. Charles Borromée de Charlesbourg.

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 10 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—Délibération sur divers projets de loi : Les honorables MM. Rémillard, Laviolette, Champagne et Méthot.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

Les pétitions déposées le 8 courant, sont lues et reçues.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Gérin dépose un rapport du comité des ordres permanents et d'intérêt local.

Ce rapport expose que le comité a examiné trois pétitions, dont pas une demandant de la législation particulière.

L'honorable M. Webb dépose un rapport du comité des chemins de fer. Ce rapport expose que le comité a nommé l'honorable M. Webb, comme son président.

L'honorable M. Gérin dépose divers rapports sur les projets de loi suivants :

Pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

Pour constituer la société St-Jean-Baptiste de Farnham.

Pour modifier la charte de la ville de Sorel.

### L'UNION ST-JOSEPH DE ST-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer l'union St-Joseph de St-Jean-Baptiste de Québec.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Honorables messieurs, je ne doute pas que ce projet reçoive l'approbation unanime de cette Chambre ; mais vu que l'honorable premier ministre a dit hier que nous devrions examiner avec soin des demandes

de constitution, je dois déclarer que la mesure soumise à la considération des honorables membres de cette Chambre ne renferme aucune disposition extraordinaire. Je m'empresse de faire connaître l'objet de cette loi. Comme nous le savons tous, il existe un grand nombre de sociétés connues sous le nom d'*Union St-Joseph*. Le but de ces différentes associations est d'aider et de secourir les membres dans le cas de maladie et de secourir aussi les veuves et les orphelins dans le cas de décès. Ces sociétés ont fait et feront encore beaucoup de bien dans notre province. Elles se composent en grande partie d'ouvriers et ont saint Joseph pour patron. Dans ces associations on ne rencontre pas de communaux, de radicaux, etc ; car elles reposent sur des principes religieux. Leur but est essentiellement philanthropique. Ces sociétés ont reçu, au mois de février dernier, l'approbation du Chef suprême de la catholicité, dans un discours que Sa Sainteté a adressé à un pèlerinage d'industriels français.

Je n'ai aussi qu'à rappeler à votre mémoire, honorables messieurs, les belles paroles que Son Honneur le lieutenant gouverneur de cette province adressa dernièrement à l'Union St-Joseph de St-Roch de Québec.

Ces paroles prononcées par le chef de notre province sont dignes. Le représentant de Sa Majesté n'a pas hésité à dire qu'il était le petit-fils d'un charpentier. Les vertus de l'aïeul ont rejailli sur ses descendants. L'approbation que Son Honneur le lieutenant gouverneur a donnée aux sociétés St-Joseph doit nous engager à voter unanimement la mesure qui nous est soumise. Je propose donc la deuxième lecture du projet de loi en question.

Le projet est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local, ainsi que le projet pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

LA SOCIÉTÉ DES MARCHANDS DÉTAILLEURS DE NOUVEAUTÉS  
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la société des marchands détailliers de nouveautés de la province de Québec.

L'honorable M. **Laviolette**.—Je propose l'adoption de ce projet de loi.

Je dois ajouter, sous forme de réponse aux objections qui ont été

faites à une autre séance contre ce projet, que l'honorable procureur général m'a affirmé que ce projet de loi ne renfermait rien de préjudiciable. Au reste, l'honorable M. Taillon viendra devant le comité et sera en état de donner toutes les explications voulues.

L'honorable M. **Rémillard**. — J'ai lu attentivement la mesure soumise à la Chambre, et je n'ai rien remarqué de reprehensible. Cette association ressemblera à nos différentes institutions littéraires.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. — Honorables messieurs, je ne crois pas, malgré tout le respect que je porte aux opinions et aux connaissances approfondies de l'honorable procureur général, qu'il soit suffisant qu'on vienne nous dire qu'un projet de loi a été adopté par l'autre Chambre, pour que nous le votions quand même, sans faire connaître les craintes que cette législation nous inspire. Hier quand j'ai parlé sur ce sujet, je n'ai pas voulu faire rejeter cette mesure.

Je n'ai aucun motif d'intérêt personnel ou autre pour empêcher que ce projet ne devienne loi, mais il m'est bien permis de dire que cette mesure peut n'être pas constitutionnelle. On ne voit pas clairement ce qu'elle veut ou ce qu'elle demande. Il est question de discussion dans cette association, c'est très bien, mais plus loin on ajoute : "adopter les mesures que les membres jugeront à propos." Supposons que ces messieurs en association adoptent un règlement à l'effet de développer leur commerce et qu'ils décrètent par exemple qu'un tel marchand n'aura pas le pouvoir de faire du négoce dans tel endroit. C'est la majorité qui décidera ainsi, mais les intérêts de la minorité seront sacrifiés. La Chambre doit protéger la minorité tout comme la majorité. Ce sont des observations que je sou mets à l'examen de cette honorable Chambre. La question est remplie de difficultés et le projet me semble inconstitutionnel.

L'honorable M. **Laviolette**. — Que l'honorable conseiller lise donc le quatrième article du projet de loi.

L'honorable M. **Champagne**. — Cet article dit que ces règlements seront approuvés par le lieutenant gouverneur en conseil ; mais cela ne prouve pas que la loi est constitutionnelle.

Je ne désire pas m'opposer à l'adoption de ce projet de loi dans l'unique but de faire de l'opposition. Je ne connais aucun des messieurs qui demandent de se constituer en association ; je ne puis donc pas leur

en vouloir. Mais j'entretiens des doutes et des craintes, et c'est de mon devoir de les faire connaître à cette Chambre avant l'adoption du préambule même.

L'honorable M. **Rémillard**.—Le projet de loi demande le pouvoir de faire des règlements qui ne seront pas contraires aux lois existantes. Cette législation est dans l'intérêt seul des associés. Je ne vois aucune raison pour ne pas voter cette mesure. Quant au préambule, nous n'avons pas à nous en occuper ; nous devons étudier seulement le dispositif de ce projet de loi.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour Lavallière*.—L'honorable préopinant vient de déclarer que nous n'avons pas à nous occuper du préambule. Je prétends le contraire et je dis que le préambule est ce qu'il y a de plus important quand il s'agit de la deuxième lecture d'un projet de loi. Car c'est dans le préambule que se trouve le principe du projet. En votant le préambule, on vote par conséquent le principe de la loi.

Je partage entièrement l'opinion de l'honorable représentant de Milles ; le principe de ce projet de loi est dangereux. Bien souvent on se montre trop disposé à accorder tel ou tel pouvoir à une association. Il en résulte quelque fois de graves abus. Dans le cas actuel, il n'est pas prouvé que ces règlements n'auront pas pour effet d'ostraciser les personnes qui ne feront pas partie de l'association. Il est dit dans le projet que les règlements passés par l'association deviendront en force etc. ; mais on ne les connaît pas, ces règlements. Nous devrions les connaître avant d'approuver cette mesure.

Pour nous engager à voter, on vient nous dire que cette mesure a reçu l'approbation de l'autre Chambre et que l'honorable procureur général a déclaré qu'elle ne renfermait rien de reprehensible. Ce n'est pas une raison pour que nous adoptions une loi sans la discuter.

Nous devons l'étudier sous toutes ses faces et peser toutes les raisons qui militent en faveur de son adoption ou de son rejet.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du lundi, le 13 avril 1885.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt d'une pétition et d'un rapport de comité.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi : L'honorable M. Starnes.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition suivante est déposée sur le bureau de la Chambre :

De la compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel, demandant des modifications à sa charte.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Webb dépose un rapport du comité des chemins de fer sur le projet de loi pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly.

Ce projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour faciliter la formation en cette province de clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Pour constituer la New-England Paper Company.

Pour autoriser le club Victoria des patineurs de Montréal à augmenter son capital-actions.

Pour constituer la société St. Jean-Baptiste de St-Césaire.

Pour constituer la communauté appelée les religieuses sœurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville.

Pour modifier les statuts relatifs à l'église de St-Jean l'Evangeliste, de Montréal.

Pour modifier l'article 96 de la loi des licences de Québec, de 1878.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la société St-Jean-Baptiste de Farnham.

Pour modifier la charte de la ville de Sorel.

Pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de St-Damase, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité de la paroisse de St-Jean-Baptiste, dans le comté de Rouville, pour les fins municipales, scolaires, judiciaires, électorales et d'enregistrement.

#### LA COMMUNAUTÉ DES SŒURS DES SAINTS NOMS DE JÉSUS ET DE MARIE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi constituant la communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent à Hochelaga.

L'honorable **M. Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—En proposant la deuxième lecture, je prendrai la liberté de faire quelques courtes observations. Les bonnes Sœurs de cette communauté, qui fait un si grand bien à Montréal, demandent par ce projet de loi le pouvoir de posséder des immeubles pour une valeur de \$25,000, au lieu de \$2,000 comme le veut la loi aujourd'hui, ainsi que d'emprunter et d'hypothéquer tous ou aucun de ses immeubles. Cette institution a grandi considérablement et vaut de \$300,000 à \$400,000. La propriété sur laquelle est bâti le couvent d'Hochelaga a été donnée aux Sœurs en vertu d'une donation de feu Simon Valois. Vu que cette donation n'a pas été enregistrée du vivant du dit donateur, mais qu'elle l'a été depuis son décès, la donatrice étant encore vivante, les sœurs s'adressent à la Législature pour la faire confirmer ou valider.

M. l'abbé Etienne Avila Valois, qui est le seul hérier et par conséquent le seul propriétaire, a ratifié la donation et l'a confirmée par un acte notarié. Les Sœurs veulent donc tout simplement faire légaliser leur titre de possession.

L'honorable **M. Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Une donation qui n'a pas été enregistrée est nulle ; les héritiers et les créanciers peuvent la faire annuler. Il est bien vrai que M. l'abbé Valois a ratifié la donation en question, mais il faut qu'il soit prouvé qu'il n'y a pas d'autres héritiers.

*Plusieurs voix.*—Mais c'est bien facile à constater, il doit y avoir un testament.

Le projet est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI.

L'honorable M. Ross dépose un projet de loi pour modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

La séance est levée.

---

**CONSEIL LEGISLATIF.**

---

*Séance du mardi, le 14 avril 1885.*

SOMMAIRE : — Dépôt d'une pétition et de rapports de comité. — Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de l'honorable M. P. Garneau et autres, demandant des modifications au code civil et au code de procédure civile, est déposée sur le bureau de la Chambre.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose divers rapports du comité d'intérêt local, sur les projets de loi suivants :

Pour constituer la congrégation du Très-Saint-Rédempteur.

Pour constituer la société des marchands-détailleurs de nouveautés de la province de Québec.

Pour constituer la communauté connu sous le nom de l'Hôtel-Dieu Saint-Valier à Chicoutimi.

Pour constituer l'union St-Joseph de St-Jean-Baptiste de Québec.

Pour constituer l'association connue sous le nom de : Le club de raquettes le Canadien de Montréal.

Pour constituer l'union Saint-Joseph de Saint-Charles Borromée de Charlesbourg.

Ce dernier projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour faciliter la formation en cette province de clubs pour la protection du poisson et du gibier.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, il n'est pas nécessaire de donner de longs développements sur cette mesure. Cette institution sera tout à fait inoffensive, puisqu'il s'agit de la protection du poisson et du gibier. Au reste, le projet de loi s'explique par lui-même.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la " New-England Paper Company. "

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, cette législation est demandée par une puissante compagnie, fabricant du papier, etc. Cette compagnie demande que son capital-actions soit fixé à \$100,000, avec le privilège de le porter à \$200,000, à la demande de la majorité des actionnaires. Les personnes qui forment cette compagnie, ont des moyens considérables à leur disposition. Il est donc dans l'intérêt de la province d'encourager cette manufacture en accordant ce qu'elle demande.

L'honorable M. **LaBue**—*conseiller pour LaSalle*.—Je désire connaître la raison pour laquelle cette compagnie a pris un nom américain : " New England. " Ce nom là me taquine.

L'honorable M. **Starnes**.—Tous les fabricants, à l'exception d'un seul qui est de Portneuf, sont de Boston, et je pense qu'ils ont choisi ce nom comme étant un moyen plus facile de se procurer les fonds à Boston même.

Le projet est adopté en deuxième délibération

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour autoriser le club Victoria des patineurs de Montréal à augmenter son capital-actions.

Pour constituer la société St-Jean-Baptiste de St-Césaire.

Pour constituer les religieuses sœurs hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville.

Pour modifier les statuts relatifs à l'église de St-Jean l'Evangeliste, Montréal.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du mercredi, le 15 avril 1885.*

SOMMAIRE : — Dépôt de pétitions et d'un rapport de comité. — Délibération et adoption définitive de divers projets de loi : Les honorables MM. Ross et Archambeault.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUVÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De Jacques Rousseau, et autres, de Leeds-Est, demandant certains amendements au code municipal.

De A. Hutchison et autres, demandant que la " Mount Royal and Island Railway Company," soit constituée.

La pétition déposée à la dernière séance est lue et reçue.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des projets de loi d'intérêt local, sur le projet de loi pour constituer le chapitre de la cathédrale de Trois-Rivières.

Les projets suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la congrégation du Très-Saint Rédempteur.

Pour constituer la société des marchands-détailliers de nouveautés de la province de Québec.

Pour constituer l'Hôtel-Dieu St. Valier à Chicoutimi.

Pour constituer l'Union St. Joseph de St. Jean-Baptiste de Québec.

Pour constituer l'association connue sous le nom de : Le club de raquettes le Canadien de Montréal.

Le projet de loi pour autoriser le club Victoria des patineurs de Montréal à augmenter son capital-actions, est adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, je dois déclarer à cette Chambre que les promoteurs de ce projet de loi, n'ont aucune spéculation en vue. Ce club fut fondé en 1862 dans le but de procurer de l'amusement aux jeunes gens de Montréal. Son capital-actions était de \$20,000 divisé en quatre cents actions de cinquante piastres chacune.

**Une voix**.—Un capital souscrit ?

L'honorable M. **Starnes**.—C'est un capital souscrit et payé. Le terrain sur lequel s'élève la bâtisse du Club a coûté \$6,000 et se trouve dans une des plus belles parties de la ville. Cette propriété a augmenté considérablement en valeur depuis quelques années et est évaluée aujourd'hui à cinquante mille piastres. Les membres de ce club veulent augmenter leur capital-actions à quarante mille piastres et obtenir l'autorisation d'émettre et de répartir les nouvelles actions aux membres qui sont actuellement porteurs des actions de la compagnie, dans la proportion d'une action pour chaque action possédée par les actionnaires. Je le répète, il n'y a pas ici de spéculation, et les actionnaires demandent tous cette législation.

L'honorable M. **Beaudry**—*conseiller pour Alma*.—Honorables messieurs, dans les premières années, la bâtisse de ce Club menaçait ruine. On a été obligé de faire des dépenses considérables pour l'améliorer. Tout cela a été cause que tout le revenu passait pour les réparations. Les actionnaires ont cru, pendant un temps, perdre leur \$50 de part. Mais aujourd'hui que la propriété a été améliorée, elle a pris

une valeur considérable et voilà pour quelle raison les actionnaires demandent d'augmenter leur capital-actions.

Le projet est renvoyé au comité d'intérêt local.

PROJET DE LOI CONCERNANT LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DES TRAVAUX PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet pour modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, avant de demander l'adoption du projet de loi en question, la Chambre me permettra sans doute de donner quelques explications sur la nature et le résultat des amendements projetés. Ces amendements peuvent paraître de peu d'importance, et ils le sont en effet ; mais ils auront des résultats avantageux pour l'agriculture et pour l'intérêt de la province toute entière.

Le premier amendement ou paragraphe de la loi projetée a trait aux expositions provinciales et régionales. Depuis un grand nombre d'années, tout le monde a pu constater que ces expositions avaient produit de bons résultats parmi la classe agricole, mais en même temps un résultat désastreux sous le rapport financier. On a remarqué à chaque exposition un déficit de plusieurs milliers de piastres.

Nous nous proposons par la loi actuelle de faire disparaître le règne des déficits, tout en procurant de grands avantages à la classe agricole. Ce n'est pas une innovation que nous voulons inaugurer ; si le système projeté est nouveau pour la province, il ne l'est pas pour le Canada. Car ce système existe dans la province d'Ontario et a obtenu le succès le plus complet. En consultant le projet de loi soumis à cette Chambre, on voit qu'il s'agit de fonder des compagnies à fonds social et de leur donner le pouvoir d'organiser et de gérer les expositions à leurs propres frais. Nous obtiendrons par ce moyen les plus heureux résultats sans imposer de nouvelles dépenses au gouvernement. Dans le cas d'insuccès, le gouvernement aura le pouvoir d'organiser un comité permanent d'expositions agricoles et industrielles provinciales. Le comité actuel a donné sa démission, mais le commissaire de l'agriculture a cru devoir la refuser et le maintenir en existence, afin d'avoir une organisation toute prête si une compagnie à fonds social échouait dans son entreprise

ou ne donnait pas les résultats voulus. Le comité permanent d'exposition a passé une résolution dans laquelle il déclare que la meilleure méthode pour réussir dans les expositions serait de créer une association industrielle et agricole sur le même pied que celles que nous remarquons dans les autres villes du Canada, comme à Toronto par exemple.

Le comité se prononce en faveur de ce système après cinq ans d'expérience et quatre expositions provinciales.

A cette opinion, je puis ajouter la suggestion faite par M. Stevenson, qui a été envoyé aux Etats-Unis, avec M. E. A. Barnard, pour étudier le meilleur moyen de faire des expositions agricoles. Ce monsieur a fait rapport que "d'après l'expérience acquise aux Etats-Unis, les meilleures expositions sont celles qui sont contrôlées par une compagnie à fonds social."

Ces informations prises à bonne source suffisent pour convaincre cette honorable Chambre que nous devons adopter ce nouveau système et sortir *instantanément* de la routine désastreuse dans laquelle nous avons vécu jusqu'à ce jour. Il s'agit tout simplement de prendre des arrangements avec des compagnies pour nos expositions provinciales, qui, comme je l'ai dit plus haut, n'entraîneront aucune nouvelle dépense pour le gouvernement. Il s'agirait aussi de transférer à ces compagnies l'usufruit et la jouissance des terrains et édifices publics affectés à l'usage des expositions. Cette législation est du ressort de l'Assemblée législative, puis qu'elle comporte une question de denier public.

Le deuxième paragraphe pourvoit à l'établissement de livres de généalogie pour les différentes races d'animaux, mais plus particulièrement pour la race canadienne.

Le projet de fonder des livres de généalogie me paraît très-avantageux. En effet il est très important de connaître les meilleures races, de prendre des mesures, comme le dit la loi projetée, pour découvrir et faire connaître les meilleures vaches laitières de la province, soit au moyen de concours généraux, soit au moyen d'épreuves individuelles. Il est constaté par des hommes compétents qu'on a créé des races dans différents pays. Je ne vois pas pourquoi la race canadienne ne prendrait pas rang parmi les autres races. D'après ma connaissance personnelle, je n'hésite pas à dire que, si la race canadienne recevait les soins voulus, elle serait bien supérieure aux autres races. Je ne demande pour cette race que ce que l'on fait pour les autres, et je suis convaincu qu'elle nous dédommagera amplement des sacrifices que nous ferons en sa faveur.

Dans le deuxième paragraphe, nous voyons qu'il est question d'un "livre d'or." Ce n'est pas de l'or en barre, mais ça viendra. Ce livre servira à nous faire distinguer non-seulement les races ; car dans ce registre spécial, on entrera les produits en lait et en beurre et tous les résultats obtenus. Cette clause de la loi nous mettra en demeure de faire un choix judicieux.

Lorsqu'un fermier aura une vache ou des vaches—c'est encore mieux—qu'il considère de qualité supérieure, et s'il veut faire valoir tous les avantages de son animal, il recourra aux moyens que lui suggère cette loi. Avec l'aide du livre d'or il prouvera que sa vache a donné telle quantité et telle qualité de lait pendant tel temps. On appréciera les descendants de cet animal à leur juste valeur, et l'on créera une nouvelle race qui donnera beaucoup de profits. Ce livre est destiné à faire beaucoup de bien. C'est un petit moyen qui aura de grands résultats.

Le troisième paragraphe prescrit aux membres des sociétés d'agriculture de tenir, au moins deux fois par année, des assemblées de paroisse ou de canton convoquées et présidées par le plus ancien directeur. Mon intention est de favoriser ces réunions. Dans chaque paroisse où il existe des sociétés d'agriculture, il y a au moins un directeur. Nous obligerons donc les sociétaires à se réunir deux fois par année et nous soumettrons à leur examen des questions qui seront préparées par le département d'agriculture, sur des sujets pratiques et intéressant au plus haut degré le cultivateur. Nous espérons retirer de ces réunions d'excellents résultats.

D'après le quatrième paragraphe du projet, une somme annuelle de cinquante mille piastres sera affectée à même le fonds consolidé du revenu au paiement de cette *allocation*. Actuellement le montant n'est pas défini par la loi. Nous payons telle somme à telle société et telle somme à telle autre société suivant qu'elle a ou n'a pas rempli les engagements voulus. La somme annuelle atteindrait bien le chiffre de \$50,000 ; mais plusieurs sociétés ne sont pas parfaitement organisées ou elles ne se conforment pas aux règlements. Alors les sommes qui leur étaient allouées retombent dans le trésor public—cela n'a pas fait de dommage au trésor depuis quelques années ; mais les crédits accordés sous le titre d'agriculture n'obtiennent pas tout de même le but que l'on veut atteindre.

En même temps, le projet de loi affecte un crédit à l'enseignement agricole. Il sera fait une retenue de dix-huit pour cent sur le crédit total de \$50,000, que ce crédit soit réclamé en entier ou non. Je pro-

pose donc que ce pourcentage soit pris sur la somme votée, mais non sur la somme dépensée ; car nous avons vu, il y a un instant, que plusieurs sociétés d'agriculture n'étaient pas toujours en état de réclamer leurs subventions. Il existe des comtés qui, faute d'organisation suffisante, ne réclament pas de subside, tandis qu'il y a des sociétés qui ne se conforment pas aux règlements du conseil de l'agriculture ; et nous avons observé, dans ce dernier cas, que les octrois ont été refusés pendant un laps de temps assez considérable. Le département de l'agriculture n'a pas agi en général avec rigueur à l'égard des sociétés d'agriculture, et il ne se propose pas de se montrer d'une trop grande sévérité ; mais il est arrivé et il peut arriver encore que le commissaire d'agriculture donne l'ordre de retrancher les crédits aux infracteurs.

Ces sommes retenues retournaient au trésor public d'après l'ancien système, mais à l'avenir ce montant sera distribué en parts égales entre les sociétés qui se seront conformées aux règlements. Nous punirons par ce moyen les sociétés rebelles et nous récompenserons celles qui montrent de la bonne volonté et de l'énergie pour le développement de l'agriculture.

Voilà, aussi brièvement que possible, la portée de la loi qui est soumise à la considération de cette honorable Chambre. Ce ne sont pas des changements radicaux que je propose. Il est admis et reconnu que, dans le pays, le peuple est essentiellement conservateur. Nous devons par conséquent procéder graduellement et nous borner à des améliorations qui finiront par détruire le règne de la routine. La mesure ne semble pas être d'une très grande importance, mais elle produira d'heureux résultats dans toute la province.

Le gouvernement est déterminé à favoriser de toutes ses forces les fabriques de beurre et de fromage et les écoles d'agriculture. Nos écoles d'agriculture, surtout deux, ne sont pas assez fréquentées. Pour augmenter le nombre des élèves, je me propose de demander, pendant cette session, un crédit qui sera consacré à rémunérer le travail des élèves. Le gouvernement se propose aussi d'ajouter une fabrique de beurre et de fromage à chaque école. C'est encore un moyen d'augmenter le nombre des élèves de nos écoles d'agriculture. Un crédit à cet effet sera voté, je l'espère, pendant la session actuelle. On a ri des beurreries et des fromageries, mais on comprend aujourd'hui que cette industrie est une des meilleures, sinon la meilleure dans toute la province de Québec.

Outre le montant affecté pour cette amélioration dans nos écoles d'agriculture, je demanderai au parlement une certaine somme pour

encourager les conférences agricoles. Je n'ai pas l'intention d'imposer des conférenciers dans les localités qui n'en voudront pas—car il n'est jamais bon de mener un chien à la chasse à coups de bâton—mais j'enverrai des conférenciers où l'on m'en demandera. Je veux être en position de répondre aux besoins des différentes paroisses qui désirent s'instruire en fait d'agriculture.

Voilà, honorables messieurs, ce que le gouvernement actuel veut faire pour encourager l'agriculture. J'ai l'espoir que la Chambre donnera son plus ferme appui à cette mesure et qu'elle aidera le gouvernement dans l'entreprise, je pourrais dire nationale, qu'il se propose de conduire à bonne fin.

Je demande donc que le projet de loi soit adopté en deuxième délibération.

L'honorable M. **Arthambault** —*conseiller pour Repentigny*.— J'ai écouté avec plaisir les remarques qui viennent d'être faites, et je félicite cordialement l'honorable premier ministre. Il a fait un exposé clair et détaillé, et celui qui n'aurait pas lu le projet de loi auparavant serait maintenant parfaitement au fait de la question. L'honorable premier ministre dit que ce projet ne renferme aucun changement radical, je ne suis pas tout à fait de son opinion. Cette formation de compagnies à fonds social est un changement radical qui tend à détruire notre conseil d'agriculture.

Ces compagnies seront composées de spéculateurs. On dit qu'il en existe dans les autres provinces et qu'elles produisent de bons résultats. Je ne suis pas prêt à me prononcer là-dessus, car je n'ai pas eu le temps de prendre suffisamment connaissance du projet de loi qui vient d'être distribué à cette Chambre ; et comme il y a plusieurs articles qui demandent une sérieuse considération, je prierais le premier ministre de remettre la seconde lecture à demain. De la sorte, les honorables conseillers auront le temps d'étudier cette loi.

M. le **Premier ministre**.—Je remercie l'honorable conseiller des bonnes paroles qu'il vient de m'adresser, et je consens avec plaisir à remettre la deuxième lecture à demain.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 16 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et de divers rapports de comité.—Délibération sur le projet de loi pour modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics : Les honorables messieurs Archambeault, Ross, Rémillard, Champagne, LaRue et Methot.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de Sterry Hunt et autres, demandant la constitution du "Jardin botanique" est déposé sur le bureau de la Chambre.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault, dépose divers rapports du comité d'intérêt local.

Le premier, exposant que ce comité a examiné huit pétitions, dont aucune ne demandant de législation particulière.

Les autres rapports sont sur les projets de loi suivants :

Pour constituer les religieuses Sœurs hospitalières de St. Joseph de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaskaville.

Pour constituer la Société St. Jean-Baptiste de St. Césaire.

Pour modifier les statuts relatifs à l'église St. Jean l'Evangéliste, Montréal.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre après examen, Henri Arsène Germain, au nombre de ses membres.

Pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des Sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal.

### TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour substituer la licitation volontaire à la licitation forcée quant à

certains biens dépendant des successions de feu Damase Masson et son épouse.

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer le chapitre de la cathédrale de Trois-Rivières.

Pour faciliter la formation en cette province de clubs pour la protection du poisson et du gibier.

SUITE DE LA DÉLIBÉRATION SUR LE PROJET DE LOI CONCERNANT  
LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES  
TRAVAUX PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi ayant pour objet de modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Honorables messieurs, c'est à ma demande que l'honorable premier ministre a bien voulu remettre la deuxième lecture de ce projet de loi, et cela, parce que je n'avais pas eu le temps de le lire. Depuis hier, j'ai pu lire cette loi et réfléchir sur la position que je devais prendre. J'en suis arrivé à la conclusion que je pouvais l'adopter sans amendement. Il y a bien des modifications qui peuvent soulever des doutes, mais, comme dans toute chose, les amendements projetés doivent être essayés ; l'essai nous démontrera s'ils nous donneront les résultats désirés.

Je me permettrai cependant de demander quelques courtes explications à l'honorable premier ministre. Je vois que, par cette mesure, on accorde au lieutenant gouverneur en conseil le pouvoir de suspendre le comité permanent des expositions pour le remplacer par des compagnies à fonds social. Je désirerais savoir si le conseil d'agriculture ou le comité des expositions aura le droit de fixer les primes qui seront accordées aux concurrents. C'est une question importante ; car si ce pouvoir est laissé aux compagnies, il pourra surgir de nombreuses récriminations dans le public. Il n'y a pas de doute que ces compagnies chargées de tenir des expositions voudront faire des profits, autrement elles ne se lanceraient pas dans une semblable entreprise. Si les primes sont fixées par le gouvernement, il me semble qu'il y aura moins de mécontentements et que les compagnies ne seront pas exposées à faire des économies au préjudice de l'agriculture.

En résumé, je suis satisfait de ce projet de loi. Le gouvernement en rend la responsabilité, et l'on sait que son but est de faire progresser l'agriculture. D'ailleurs le premier ministre ne voudrait pas tromper la Chambre, j'en ai la conviction. Il sera toujours temps de revenir sur nos pas, si les amendements soumis à cette Chambre ne donnent pas tous les avantages qu'on en attend.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Champlain, premier-ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, je me fais un plaisir de répondre à la question posée par l'honorable représentant pour Repentigny.

Le minimum des prix qui seront accordés aux concurrents sera décidé par le gouvernement dans les arrangements qu'il prendra avec les compagnies. Ce sont les compagnies qui paieront et qui réaliseront les bénéfices, ce sont elles aussi qui devront supporter toutes les charges. Le minimum des primes sera une des conditions posées entre le gouvernement et les compagnies.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye.*—Honorables messieurs, je ne me lève pas pour critiquer le projet de loi soumis à cette Chambre, mais pour mieux le faire apprécier. L'honorable premier ministre, en proposant une mesure dans l'intérêt de la classe agricole, devait s'attendre à l'appui unanime de la députation. L'honorable premier, par son expérience personnelle et le rôle qu'il a joué comme président du conseil d'agriculture, était plus que personne en état de présenter une loi semblable. Je crois comprendre par la loi projetée, que des compagnies à fonds social remplaceront le comité permanent des expositions. . . .

M. le **Premier ministre.**—Ce comité continuera d'exister. Si les compagnies à fonds social ne donnent pas les résultats voulus, le comité sera prêt à fonctionner et à réaliser ce que le gouvernement se propose de faire.

L'honorable M. **Rémillard.**—Je suis satisfait des explications que vient de donner le premier ministre. Je n'ai pas fait une étude spéciale de la loi existante, mais je comprends parfaitement le but du gouvernement. Celui-ci, par mesure d'économie, a cru pouvoir continuer l'ancien système des expositions en se servant de compagnies à fonds social au lieu de recourir à un comité permanent.

L'honorable premier ministre a déclaré hier que le gouvernement se proposait de transporter l'usufruit de ses propriétés à ces compagnies

dont je viens de parler ; il nous a nommé en particulier la ville de Montréal. Comme représentant d'une division du district de Québec, j'aime à croire que Québec ne sera pas oublié et qu'une fois ses édifices terminés, notre ville aura les mêmes avantages que Montréal.

La clause deuxième est d'une très grande importance. Le gouvernement a été bien inspiré en proposant la fondation d'un livre de généalogie. L'expérience a prouvé que ce livre est ce qu'il y a de mieux pour l'amélioration des races canadiennes, surtout pour les vaches et les chevaux. Quant aux cochons, c'est une autre question. Les races importées ont contribué à améliorer la race canadienne, et, au moyen de croisements, on a rendu notre race bien plus productive.

On ne peut pas dire la même chose des vaches ; l'importation a causé souvent un grand désappointement. Ces vaches ont donné beaucoup de viande et même beaucoup de lait au commencement, mais elles ont dégénéré bientôt et donné moins que nos vaches canadiennes. En faisant un choix judicieux, une sélection intelligente, on peut créer avec la vache canadienne la meilleure race de l'Amérique. C'est la même chose pour les chevaux.

On a importé à grands frais des percherons, des Clyde, etc., et je sais d'après mon expérience personnelle, que ces chevaux n'ont pas donné les résultats désirés. On n'a pas pu s'en servir dans bien des cas. Il vaut mieux s'en tenir à la race canadienne en l'améliorant par tous les moyens possibles.

J'approuve entièrement le mode suggéré pour constater la production en lait et en beurre de nos vaches. Nous arriverons certainement à ce but en nous servant du "livre d'or." Nos bons habitants vont être surpris en entendant ce nom-là : le livre d'or. Il serait peut-être préférable d'employer une autre expression, comme *le livre du cultivateur*, par exemple, ou autre équivalent. Mais ce point est peu important.

Quant à la question d'encourager les conférences agricoles, je suis d'opinion que nous obtiendrons un excellent résultat. Il y a déjà dans nos paroisses un grand nombre de cercles agricoles, et ces cercles seront heureux d'entendre des conférenciers compétents. Ce qu'il faut dans ces conférenciers, outre la théorie qu'ils doivent posséder, c'est surtout la pratique. Nos cultivateurs aiment à entendre des hommes qui parlent leur langage. Le gouvernement ferait bien aussi de mettre à la disposition des sociétés d'agriculture des hommes connaissant parfaitement l'art agricole. Ces hommes se rendraient sur une ferme ; et là, ils

donneraient des renseignements précieux sur la manière de construire les étables, de cultiver un champ, de choisir les semences, et sur tout ce qui se rapporte au travail quotidien d'un cultivateur. Cette question est plus importante qu'on ne le pense ; car il y a beaucoup de cultivateurs qui sont bien disposés à faire toutes les améliorations désirables mais ils n'ont pas assez d'expérience pour les mettre en pratique. Eh bien ! un petit conseil donné par un homme qualifié pourrait produire beaucoup de bien.

Outre le crédit affecté à l'enseignement agricole, je prierai le gouvernement de ne pas oublier dans la distribution des subsides les journaux agricoles, et en particulier la *Gazette des campagnes*, qui s'intéresse si vivement au progrès de la classe agricole. Je connais depuis un grand nombre d'années le propriétaire-éditeur de ce journal avec qui j'ai toujours eu d'excellents rapports, et je dois déclarer à cette Chambre que cet homme n'a pas cessé de travailler un instant avec la plus grande énergie au développement de l'agriculture en cette province, et qu'il a contribué pour une bonne part au succès que nous avons obtenu sous ce rapport depuis quelques années. J'ai donc l'espoir que le gouvernement saura reconnaître les services d'un homme aussi bien qualifié, en encourageant généreusement le journal qu'il rédige avec tant d'habileté.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. — Honorables messieurs, en me levant pour faire quelques remarques sur le projet de loi qui nous est soumis, je crois de mon devoir de féliciter cordialement le gouvernement, et en particulier l'honorable premier ministre, des efforts généreux qu'il fait pour promouvoir les intérêts de l'art agricole. Il ne faut pas oublier que si l'agriculture progresse dans un pays, tout le pays deviendra prospère, car l'agriculture est la base de la richesse nationale. Tout en adressant mes félicitations au premier ministre, il me sera bien permis de faire connaître à cette Chambre les impressions premières que j'ai ressenties à la lecture de ce projet de loi. Je soumettrai donc les remarques que je crois de mon devoir de faire. Il faut bien se préparer à ce qui peut arriver dans une autre Chambre.

Je vois, par le projet en question, qu'on veut adopter un mode nouveau pour tenir les expositions provinciales. Aujourd'hui c'est le comité permanent des expositions qui est chargé de ce soin : ce comité se compose de 10 membres, dont 5 choisis dans le conseil d'agriculture et 5 dans le conseil des arts et manufactures ; et ce comité est sous les ordres du commissaire d'agriculture. C'est l'intention du gouvernement de remplacer ce comité par des compagnies à fonds social. Je me per-

mettrai de demander au gouvernement en quoi le comité actuel, qui se compose de personnes aussi bien qualifiées, pêche-t-il ? et quelles sont les causes qui empêchent ce système de réussir et de donner satisfaction ?

Je suis convaincu que les membres de ce comité sont des hommes dévoués aux intérêts agricoles. Je ne crois pas que le manque de succès vienne de ce côté. Serait-ce que les expositions sont trop dispendieuses ? Mais alors n'y avait-il pas moyen de diminuer ces dépenses ? Si l'on confie le soin des expositions à des compagnies à fonds social, ces compagnies auront des intérêts personnels à ménager, avant même les intérêts agricoles. Il ne faut pas que ces compagnies fassent des économies au dépens de l'agriculture. Les dépenses seraient, dans ce cas, tout à fait inutiles pour l'agriculture.

On nous dit que ce système réussit très bien dans la province d'Ontario et aux Etats-Unis. Il ne faut pas oublier que la population est bien plus nombreuse dans la province sœur que dans notre province, que le nombre des exposants est plus considérable et que les contributions atteignent un chiffre plus élevé. Les profits sont par conséquent plus satisfaisants. Nous ne sommes pas dans des conditions aussi avantageuses pour tenter l'essai de ce nouveau système. Je ne crois pas qu'en adoptant ce mode de tenir des expositions, on puisse suppléer au manque de population suffisante pour arriver au but que l'on a en vue.

Je remarque encore que ce projet de loi ordonnera de tenir des expositions provinciales tous les deux ou trois ans. J'approuve cette décision, et c'est un moyen de diminuer les dépenses. Aujourd'hui les expositions sont trop fréquentes. Les cultivateurs qui exposent des animaux, par exemple, n'exposeront pas deux fois de suite, et les visiteurs ne retourneront pas sur le terrain une autre année ; ils disent : J'ai déjà vu cela. Avec des expositions fréquentes, nos cultivateurs se découragent ; il faut un soin plus particulier du bétail qu'ils veulent exposer, et ils ne sont pas toujours en état de faire ces dépenses. En ne tenant nos expositions provinciales que tous les deux ou trois ans, on trouverait le moyen de mettre fin aux déficits qu'on a remarqués jusqu'à ce jour.

Quant au deuxième paragraphe, j'approuve entièrement l'idée nouvelle qu'on y exprime. C'est un immense avantage pour nos cultivateurs que de conserver la généalogie de la race de leurs animaux. La mise en pratique de ce système aura pour effet d'augmenter la valeur du bétail de 20 pour cent.

Il m'est impossible de passer sous silence le "livre d'or." C'est un beau nom et je ne demande pas qu'on le change. L'idée est excellente ; car tout ce qui tend à améliorer notre agriculture contribue à la richesse et à la force de la nation. Ici j'ose demander au gouvernement s'il accordera une prime comme mode d'encouragement à celui qui aura la meilleure vache. Je ne suis pas prêt à dire que le gouvernement devrait donner un prix dans tous les cas ; mais il y a les mentions honorables, qui restent dans la famille et se transmettent de génération en génération ; tandis que l'argent se dépense.

L'idée de réunir les directeurs des sociétés d'agriculture dans chaque paroisse ou chaque canton est aussi excellente. On voit tous les corps qui composent la société se réunir pour parler de leurs intérêts, pourquoi les cultivateurs ne feraient-ils pas la même chose ? On éprouvera d'abord des difficultés pour tenir ces réunions, mais en démontrant aux cultivateurs tous les avantages qu'ils en retireront, on finira par réussir et obtenir les plus heureux résultats.

Je parle plus longtemps que je ne me proposais de le faire ; mais l'absence de l'honorable chef de l'opposition (rires sur tous les bancs) me force, à son défaut, de faire connaître toutes les idées que ce projet de loi fait naître en moi. La Chambre me permettra de continuer.

*Plusieurs voix.*—Continuez, continuez.

L'honorable M. **Champagne**.—On a parlé aussi d'encouragement à donner à nos écoles d'agriculture. Je suis en faveur de ces écoles ; mais les résultats jusqu'à présent n'ont pas été ce qu'ils devaient être. Bien loin de moi l'idée de blâmer ce qui se fait pour le progrès agricole ; mais je me permettrai de faire la remarque suivante :

Je crains que le crédit que le gouvernement se propose d'accorder pour attacher une beurrerie et une fromagerie à nos écoles d'agriculture n'ait pour effet de faire tort aux entreprises privées. Les beurreries et les fromageries subventionnées par le gouvernement seront plus en état de vendre leur produit à meilleur marché, et cette concurrence pourra nuire à l'initiative privée.

Je parle de bonne foi. Si je possédais la langue anglaise, je dirais que je suis *open to conviction*. En terminant, je souhaite que ce projet ne rencontre pas ailleurs plus d'opposition qu'il vient d'en rencontrer de ma part.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour LaSalle*.—Honorables messieurs, depuis bien des années, le public demande des changements

dans notre rouage agricole. Je dois féliciter le premier ministre des efforts qu'il fait pour faire progresser notre agriculture.

J'ai écouté attentivement le discours qu'il a prononcé hier, et j'ai été très satisfait de ses explications lucides et détaillées. J'ai aimé en particulier les déclarations verbales qu'il a faites au sujet de nos beurreries, de nos fromageries et de nos écoles d'agriculture. Je ne partage pas les opinions de l'honorable représentant de Milles-Isles à propos des beurreries et des fromageries attachées aux écoles d'agriculture. Je crois que ce système sera un élément puissant pour attirer un plus grand nombre d'élèves à nos écoles. Nous créerons ainsi une pépinière, une espèce d'écoles normales d'où partiront des hommes instruits qui répandront dans tout le pays l'amour de l'agriculture et les connaissances les plus utiles. L'idée de rémunérer le travail des élèves est aussi un bon moyen d'en augmenter le nombre ; car on a déjà constaté que là où les élèves sont payés, l'école est plus fréquentée.

Quant au système de fonder des compagnies à fonds social, je n'y vois aucun danger. Ailleurs l'expérience a prouvé qu'on avait obtenu les plus grands résultats, et pour nous en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur la province d'Ontario, où les expositions obtiennent toujours le succès le plus complet.

Le livre de généalogie était désiré depuis longtemps. A l'aide de ce livre, nous parviendrons à créer une race canadienne. Je connais des gens qui ne sont pas prêts à admettre la véritable valeur des vaches canadiennes. D'après ma propre expérience, je n'hésite pas à dire que ces vaches sont supérieures aux autres sous tous les rapports, sans compter qu'elles sont d'un entretien bien plus facile.

Le troisième paragraphe fait allusion aux réunions de paroisse ou de canton convoquées et présidées par des directeurs d'agriculture. Ces réunions ressembleront à nos cercles agricoles, qui font aujourd'hui un si grand bien dans toutes les paroisses où ils existent. Je suis heureux de voir que le gouvernement se propose de faire donner des conférences agricoles dans les localités qui les demanderont et qui voudront s'instruire. Ces conférences serviront à propager les connaissances agricoles dans toutes les parties du pays et à faire disparaître la routine, qui a causé et cause encore tant de désastres dans nos campagnes.

Je constate avec plaisir que l'argent qui ne sera pas réclamé par les sociétés d'agriculture, parce que celles-ci ne se seront pas conformées aux règles prescrites par le département, sera consacré à l'enseignement

agricole pour une bonne partie. C'est l'agriculture qui bénéficiera de cet argent.

Je dois déclarer que la position prise par le premier ministre est digne de tout éloge. Cependant j'avouerai en toute sincérité qu'on s'attendait encore à d'autres changements, surtout par rapport aux sociétés d'agriculture qui n'ont pas donné les résultats désirés. Il s'est glissé des abus considérables dans ces sociétés et l'on a pris toutes sortes de moyens pour tromper les gens et obtenir de l'argent. Je pourrais citer à l'appui de cette énonciation un fait qui est arrivé à ma connaissance personnelle.

On attendait aussi des changements dans la formation du conseil d'agriculture ; car il y a souvent collision ou conflit de pouvoir entre le gouvernement et ce conseil. Une nouvelle organisation aurait donné plus de satisfaction au public. Mais il faut croire que des circonstances, que je ne connais pas, ont empêché le gouvernement d'opérer les changements que je viens d'énumérer.

Telles sont, en quelques mots, les remarques que j'avais à faire sur le projet de loi important qui est soumis à la considération de cette honorable Chambre.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour La Vallière*.—Honorables messieurs, je me réjouis de tout cœur des éloges et des compliments flatteurs qui ont été adressés à l'honorable premier ministre, dont le dévouement à la cause agricole est hautement apprécié par le public. Il est aussi de mon devoir de féliciter les honorables conseillers qui viennent d'être désignés sous le nom de membres de la loyale opposition, et je m'empresse de me joindre à cette opposition, en ce sens que j'aurais voulu avoir des changements plus radicaux.

Je partage l'opinion de l'honorable représentant de la division de La Salle au sujet des sociétés d'agriculture. On a constaté des abus énormes dans certaines localités. J'avais espéré des modifications plus tranchées sous ce rapport. Des circonstances incontrôlables ont, sans aucun doute, empêché l'honorable premier ministre de nous donner ce que nous attendions. Toutefois nous pouvons considérer ce projet de loi comme un avant coureur d'autres mesures plus radicales.

Nos cultivateurs sont essentiellement conservateurs, comme l'a fait remarquer l'honorable premier ministre, mais ils sont aussi routiniers dans toute la force du mot ; et ce défaut déteint sur un comité des deux Chambres, mais surtout d'une Chambre. Il est difficile de propo-

ser des amendements dans ce comité, sans que les représentants du peuple s'y opposent à chaque fois.

Je diffère d'opinion avec l'honorable conseiller représentant la division de Mille-Iles quant au changement proposé pour tenir nos expositions provinciales. Cet honorable conseiller demande en quoi pêche le mode actuel. Ce mode pêche en ce qu'il nous donne toujours des déficits, tandis qu'ailleurs nous constatons des profits considérables avec des compagnies à fonds social chargées du soin des expositions. Mais on dit que ces compagnies voudront faire de l'argent et ne pourront pas donner des primes assez élevées. Oui, ces compagnies chercheront à faire de l'argent, c'est évident ; mais pour atteindre cette fin, elles prendront les moyens d'attirer les concurrents et les visiteurs ; elles devront tenir à ce que leurs expositions se composent des meilleurs produits du pays et des instruments agricoles les plus perfectionnés. Ce sont là des moyens de faire de l'argent, mais aussi de tenir des expositions qui contribueront puissamment au progrès de l'agriculture dans notre province. L'expérience aux Etats-Unis et dans la province d'Ontario a prouvé que ces expositions sont les plus belles et que les compagnies font en même temps de bonnes affaires. Si l'on fait de l'argent on donne aussi un grand élan à l'agriculture ; cet argent produit d'excellents résultats.

Il existe dans notre province un défaut que je ne puis passer sous silence ; les expositions sont trop fréquentes. J'approuve entièrement les remarques de l'honorable représentant de Mille-Isles à ce sujet. Ces expositions si souvent répétées ne donnent pas les avantages que nous devrions en attendre.

Le deuxième paragraphe du projet de loi ne laisse rien à désirer. Je ne donnerai pas de plus longues explications sur cette question ; je ne parlerai pas de l'importance des races canadiennes ; car il est reconnu qu'elles sont supérieures à celles qu'on se plaît à vanter le plus.

Le troisième paragraphe est moins long que le deuxième, mais il est, suivant moi, bien plus important quant aux résultats immédiats. Tout le monde admet que nos cercles agricoles rendent de très grands services au pays. Eh bien ! la nouvelle loi nous donnera des cercles tout formés dans les réunions des directeurs des sociétés d'agriculture dans chaque paroisse ou chaque canton. Dans un comté, il y a vingt, trente et même quarante directeurs de sociétés d'agriculture, et en général le président est choisi parmi nos meilleurs agriculteurs. Le dimanche, supposons, le président réunira les sociétaires et leur soumettra les questions posées

par le département de l'agriculture. Chacun fera connaître ses vues sur les sujets soumis par le gouvernement ; dans ces réunions, les sociétaires s'accoutumeront à parler d'agriculture et à discuter les questions qui intéressent les cultivateurs. Ces assemblées seront une source de renseignements les plus précieux pour le cultivateur. Ce moyen suggéré par le gouvernement pour faire progresser l'art agricole sera un acheminement vers les cercles.

• L'honorable premier ministre a déclaré, dans son admirable discours, qu'il se propose d'envoyer des conférenciers dans les localités qui les demanderont. Je me permettrai de faire ici une suggestion qui, dans mon humble opinion, est destinée à produire un bien incalculable. Je désirerais que ces conférenciers fussent accompagnés par des cultivateurs pratiques et dont l'expérience fait pour ainsi dire autorité. C'est d'après mon expérience personnelle que je prends la liberté de faire cette remarque. Ces cultivateurs intelligents se mêleront aux assistants et leur démontreront qu'il faut procéder graduellement pour arriver à un succès complet.

Je suis tout à fait en faveur du projet d'encourager nos écoles d'agriculture en rémunérant le travail des élèves ; c'est un moyen infailible d'en augmenter le nombre. Nous voyons souvent des cultivateurs qui aimeraient à faire des améliorations sur leurs fermes, mais qui ne peuvent les réaliser faute de connaissances suffisantes ; ces cultivateurs aimeraient aussi envoyer leurs enfants à une école, mais leurs moyens ne leur permettent pas de s'imposer ces sacrifices. Le crédit affecté à encourager les élèves sera un facteur puissant pour répandre l'instruction agricole dans notre province, et je félicite le gouvernement sur ce point.

Je dois aussi à lresser mes félicitations au gouvernement à cause de la sage décision qu'il a prise de dépenser entièrement les argents votés pour l'agriculture. Jusqu'à ce jour un montant élevé des deniers publics retournait au trésor provincial, parce que les sociétés d'agriculture ne se conformaient pas aux règlements. A l'avenir, les sommes retenues aux infracteurs seront distribuées en parts égales aux sociétés qui auront rempli les obligations voulues. De cette manière, nous suivrons le meilleur chemin : c'est-à-dire récompenser ceux qui font bien et punir ceux qui font mal.

Avec l'espoir de voir bientôt d'autres changements plus considérables, je reprendrai mon siège en félicitant le gouvernement, et l'honorable premier ministre en particulier, d'avoir ouvert une nouvelle voie de progrès à l'agriculture en cette province.

**M. le Premier ministre.**—Honorables messieurs, je m'élève pour faire face à l'opposition d'un nouveau genre qui vient de voir le jour en cette Cham<sup>b</sup>re. Cette opposition me paraît désireuse d'aider le gouvernement dans l'adoption des mesures qu'il propose pour le développement de notre agriculture. Je félicite les honorables membres de la loyale opposition, et en particulier celui qui a pris le titre de chef de cette opposition, des paroles sympathiques qu'ils ont prononcées à mon adresse.

Je répondrai brièvement au reproche de ne pas avoir introduit dans la législation des mesures plus radicales, des changements plus considérables. Je crois que le temps n'est pas encore arrivé de présenter ces mesures radicales, de faire ces changements considérables. En agriculture, il faut procéder graduellement et même avec tâtonnement—qu'on me pardonne cette expression ; car notre peuple n'est pas disposé à rompre entièrement avec la routine.

Il n'y a pas longtemps, nous avons entendu dire sur tous les tons et crier sur tous les toits que les sociétés d'agriculture étaient mauvaises, qu'elles ne produisaient aucun bon résultat et qu'elles avaient ouvert la porte à une foule d'abus. Bientôt après, la chanson a changé : on disait partout qu'il n'y avait rien de mieux que nos sociétés d'agriculture. Je suis d'opinion qu'il faut des réformes dans ces sortes de société ; car pour m'enquérir des abus qu'on voyait partout, j'ai fait faire une inspection minutieuse par une personne compétente. Cet inspecteur a visité toutes les sociétés et a préparé un rapport fait avec beaucoup de zèle et d'intelligence. Ce rapport fera partie du rapport du département de l'agriculture. Vous verrez qu'il s'est glissé une foule d'abus dans nos sociétés d'agriculture. Connaître ces abus, c'est déjà un pas de fait dans la voie du progrès. Nous travaillerons maintenant à les faire disparaître.

Le conseil d'agriculture a peut-être ses petits défauts, mais il ne faut pas oublier qu'il rend de grands services à la province. Ce conseil est peut-être nécessaire, mais nous devons y introduire des réformes avant longtemps.

L'honorable représentant de Mille-Isles a parlé du changement de mode de tenir les expositions provinciales. Je dois dire que l'ancien système n'a produit aucun résultat satisfaisant, et l'on a fini par tomber dans la routine sous ce rapport comme sous les autres. Les expositions sont devenues de moins en moins intéressantes et de plus en plus dispendieuses.

Le changement projeté n'a pas seulement pour but de faire dispa-

raire les déficits, — car le gouvernement aurait été disposé à supporter de plus grandes dépenses encore, s'il avait obtenu de meilleurs résultats, mais encore d'arriver à un moyen pratique, plus satisfaisant et dont les conséquences seront plus sensibles. Voilà pourquoi nous demandons ce changement.

Dans la province d'Ontario, on a fait disparaître les déficits et l'on a obtenu en même temps de meilleurs résultats. Le gouvernement ne considère pas si la population est plus nombreuse là-bas qu'ici, mais ce qu'il constate d'abord, c'est que nos voisins obtiennent de plus grands avantages du système actuellement en vigueur. Du reste, c'est un essai que le gouvernement veut faire, et s'il ne répond pas à notre attente, il sera encore temps de revenir sur nos pas. Nous ne voulons pas d'engagements qui puissent être préjudiciables à la population agricole.

L'honorable représentant de Mille-Isles a suggéré, comme moyen de faire réussir le "livre d'or," d'accorder des mentions honorables aux heureux concurrents. Le gouvernement en ordonnant des concours généraux, fera distribuer des prix et accordera des mentions honorables aux exposants qui se distingueront le plus. Ce dernier système est très économique, et comme le gouvernement pratique la plus stricte économie, il ne manquera pas de le mettre en vigueur.

L'honorable conseiller pour La Durantaye mérite aussi mes remerciements les plus sincères pour les remarques élogieuses qu'il a faites sur le projet de loi que j'ai eu l'honneur de vous soumettre. Quant aux inquiétudes qu'il a exprimées au sujet de Québec, je puis le consoler en lui disant que le district de Québec sera mis sur le même pied que celui de Montréal. Le gouvernement prendra des arrangements avec une compagnie à fonds social, pour que les expositions aient lieu à Québec, à Montréal et dans d'autres villes.

L'honorable chef de l'opposition, le représentant de la division de Mille-Isles, a exprimé, lui aussi, des inquiétudes sur le projet du gouvernement d'ajouter une beurrerie et une fromagerie à chaque école d'agriculture ; il redoute la concurrence dans la vente des produits. Je lui répondrai d'abord que ces fabriques ne seront pas nombreuses, puisque nous n'avons que trois écoles d'agriculture ; par conséquent la concurrence ne peut pas être bien terrible, car les produits ne seront pas très-abondants.

Le gouvernement veut, par ce moyen, se procurer les services de professeurs habiles et parfaitement qualifiés, et nos écoles d'agriculture nous fourniront les hommes qu'il nous faut pour répandre les connaissances

agricoles. Je compte beaucoup sur le résultat de ces établissements qui ne porteront aucun préjudice aux entreprises privées. Au contraire, nous serons plus en état de favoriser ces sortes d'industries quand nous aurons à notre disposition un plus grand nombre de personnes qualifiées pour diriger ces fabriques.

Je compte aussi sur ce changement comme moyen d'augmenter le nombre des élèves dans les collèges agricoles. Ces écoles ne sont pas assez fréquentées, il faut de toute nécessité les encourager dans le sens que j'ai indiqué.

L'honorable M. **Méthot**.—Ne serait-il pas à propos d'amender le projet ou de proposer une loi spéciale pour permettre à l'assistant-commissaire d'agriculture de faire partie du conseil d'agriculture. Bien souvent le commissaire ne peut pas assister aux réunions du conseil, et dans ce cas, le gouvernement ne se trouve pas représenté.

M. le **Premier ministre**. L'honorable conseiller pourra faire cette suggestion quand la Chambre se formera en comité. Je n'ai pas d'objection à ce que l'assistant-commissaire fasse partie du conseil d'agriculture ; il pourra rendre là de grands services ; mais on a dit bien souvent que le conseil était trop nombreux, et c'est pour cette raison que je n'ai pas cru devoir faire cette proposition moi-même.

Le projet de loi est adopté en deuxième délibération, et renvoyé au comité général, ainsi que le projet de loi pour modifier l'article 96 de la loi des licences de Québec, 1878.

La séance est levée.

.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF

---

*Séance du vendredi, le 17 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—Delibération, en comité général, sur le projet de loi pour modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics : Les honorables MM. Boucher de La Bruère et Ross.

PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité des ordres permanents, informant le Conseil que trois pétitions ont été examinées, dont aucune ne demandant de la législation particulière.

Ce rapport est adopté.

L'honorable M. Boucher de La Bruère, dépose le premier rapport du comité général de la bibliothèque.

Ce rapport expose que le comité a nommé l'honorable M. Boucher de La Bruère, président, que le quorum a été fixé à cinq membres et qu'un sous-comité a été nommé pour vérifier les comptes et qu'il s'est mis à l'œuvre sur le champ.

Ce rapport est adopté.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour étendre, définir et confirmer les pouvoirs de la communauté des sœurs de la congrégation de Notre-Dame de Montréal.

Pour constituer les religieuses sœurs hospitalières de St. Joseph de l'hôtel-Dieu d'Arthabaskaville.

Pour constituer la société St. Jean-Baptiste de Saint-Césaire.

Pour modifier les statuts relatifs à l'église de St. Jean l'Evangeliste, Montréal.

Pour autoriser le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Henri Arsène Germain au nombre de ses membres.

Le projet de loi pour substituer la licitation volontaire à la licitation

forcée quant à certains biens dévoluant des successions de feu Damase Masson et son épouse, est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

DÉLIBÉRATION, EN COMITÉ GÉNÉRAL, SUR LE PROJET DE LOI CONCERNANT LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

L'ordre du jour appelle la délibération, en comité général, sur les articles du projet de loi à l'effet de modifier les lois concernant le ministère de l'agriculture et des travaux publics.

La Chambre siège en comité.

L'honorable M. **Boucher de LaBruère**—*conseiller pour Rougemont, président du Conseil législatif*. Honorables messieurs, je profiterai de l'occasion que la Chambre siège en comité pour faire quelques réflexions sur le projet de loi soumis à notre considération. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans de longs détails, car la discussion qui a eu lieu hier a jeté une lumière suffisante sur cette mesure.

Le premier paragraphe du projet de loi se rapporte à une question d'administration. Je vois que les expositions provinciales n'auront lieu que tous les deux ou trois ans. J'approuve entièrement cette proposition ; car nous avons jusqu'à présent des expositions trop fréquentes, et elles ne rendaient pas les services que nous devons en attendre. Je me permettrai de faire à ce sujet une suggestion qui me paraît excellente. Nous pourrions diviser les expositions en trois catégories : les expositions de comté, les expositions régionales et enfin les expositions provinciales. Chacune de ces expositions se ferait tour à tour, de sorte qu'elles ne reviendraient que tous les trois ans. J'ai eu l'avantage d'assister l'été dernier à deux expositions de comté, l'une dans le comté de St-Hyacinthe et l'autre dans le comté de Bagot, et à ces deux expositions, j'ai entendu exprimer le désir d'établir le système des expositions régionales. Il est reconnu que les expositions de comté n'ont pas toujours un résultat satisfaisant. Plusieurs causes contribuent à produire ces conséquences désastreuses, vous les connaissez honorables messieurs. Un des grands désavantages que présentent les expositions de comté, c'est la distance que quelques-uns des exposants ont à parcourir.

Un cultivateur est quelquefois obligé de parcourir douze lieues pour venir exposer une vache, un cheval ou un autre animal. Et si l'animal qu'il expose est supérieur aux autres, il remportera un prix de 5 à 6

maîtres et plus. On se figure facilement que, dans de telles circonstances, les cultivateurs ne sont pas très disposés à faire une si longue marche pour gagner une prime aussi peu élevée. Si nous avions des expositions régionales, nous pourrions augmenter la valeur des primes et la porter jusqu'à \$25 pour une vache. Cette prime serait un puissant encouragement pour les exposants, qui n'hésiteraient pas à s'imposer des sacrifices lorsqu'ils seraient sûrs que leurs efforts seraient généreusement récompensés. Avec des expositions régionales, comprenant trois comtés, par exemple, il nous serait facile de donner des prix plus élevés, car le maximum des crédits que chaque comté reçoit aujourd'hui est d'environ \$850 ; et si, à cette somme, nous ajoutons la valeur des entrées, etc., nous arrivons à un total de plus de \$3,000 pour trois comtés, c'est à-dire pour une exposition régionale. Ce système présente des avantages réels et contribuerait à stimuler le zèle de nos cultivateurs.

Le deuxième paragraphe nous parle du livre de généalogie. Je suis heureux de voir que le gouvernement se propose d'introduire cet excellent système dans le pays. Ce n'est pas cependant une innovation, car la société laitière de la province de Québec, dont j'ai l'honneur d'être le président, a établi un livre de généalogie.

L'année dernière, nous avons eu un concours pour nos meilleures vaches laitières. Une prime de \$100 était offerte pour une vache qui donnerait 12 livres de beurre par semaine. Un seul exposant a répondu à l'appel de la société laitière : c'est le révérend M. Gérin, curé de St-Justin, qui nous est connu à tous pour le zèle qu'il porte à la cause agricole. Mais malheureusement cette vache tomba malade au milieu du concours et ne put donner la quantité de beurre fixée pour remporter le prix. Cependant la société accorda un prix à M. l'abbé Gérin, parce qu'il était le seul exposant et qu'on devait tenir compte aussi de la maladie de l'animal causée sans aucun doute par la fatigue éprouvée pendant son transport. Si nous accordons des prix pour telle ou telle quantité de beurre que donne une vache par semaine ou par jour, il faut un moyen sûr de constater cette quantité. Ce moyen, vous l'avez dans le livre de généalogie. C'est dans ce livre que nous inscrirons les meilleures vaches canadiennes. Je dis les meilleures vaches canadiennes, parce que cette race peut rivaliser avec les autres. Avec de bons soins, la vache canadienne ne le cède pas à la Jersey : et je suis en mesure de vous citer un fait qui vous prouvera la grande valeur de la vache canadienne ; je tiens ce fait de M. Couture, médecin vétérinaire chargé de la surveillance de la Quarantaine de Lévis.

Un éleveur de l'Etat de New-York avait mis un certain nombre de vaches en quarantaine. Comme elles n'avaient pas assez de lait pour nourrir les veaux, le propriétaire acheta une vache canadienne. La quarantaine terminée, l'éleveur amena ses animaux; la vache canadienne prit le même chemin. Quelque temps après, M. Couture ne fut pas peu surpris de recevoir une lettre de l'éleveur en question qui priait M. Couture de vouloir bien lui procurer 100 vaches comme celle qu'il avait achetée à Lévis. Avec des soins attentifs, cette vache était devenue supérieure aux autres et donnait une bien plus grande quantité de lait, sans compter que les dépenses d'entretien étaient bien moins considérables. Je n'ai aucun doute que la mesure projetée, l'établissement d'un livre d'or, est propre à développer davantage la race canadienne.

Je crois cependant que le troisième paragraphe est le plus important de tous. Nous avons reproché à nos sociétés d'agriculture d'être routinières. Eh bien ! le système qu'on propose d'adopter dans ce paragraphe aura pour effet de faire disparaître la routine petit à petit; car ces réunions convoquées et présidées par les directeurs des sociétés d'agriculture seront de véritables cercles tout à fait propres à développer le progrès agricole. Ces réunions produiront un bien incalculable. Nous en avons une preuve à St. Hyacinthe depuis que la société laitière est établie.

Il s'est donné dans ces conventions industrielles des conférences des plus instructives et préparées avec le plus grand soin. Je ne crains pas de dire que plusieurs de ces conférences sont supérieures à celles qu'on donne dans la province d'Ontario. Nos réunions étaient fréquentées par un grand nombre d'hommes appartenant à toutes les classes de la société, et les questions que les personnes les plus compétentes discutaient avec un talent admirable jetaient beaucoup de lumière sur l'art agricole. Il en sera de même des réunions que le gouvernement propose d'établir dans les paroisses.

Les conférenciers qui seront chargés d'instruire le peuple, seront choisis avec un soin jaloux, je n'en doute pas. On s'empressera alors de venir entendre des personnes aussi bien qualifiées, et le résultat sera un nouvel élan donné à l'agriculture dans toute la province.

Je suis heureux de constater que, depuis quelques années, le pays marche de progrès en progrès sous le rapport agricole et que le gouvernement actuel est tout à fait disposé à encourager l'agriculture dans la plus grande mesure de ses forces.

Je dois dire ici que la société laitière de la province de Québec — on me pardonnera si je parle d'une société dont je suis le président, mais il me faut faire connaître la vérité — je dois dire que cette association a contribué pour une bonne part au développement des ressources agricoles de notre province.

En reprenant mon siège je déclare, sans hésitation aucune, que j'approuve entièrement le projet de loi qui est soumis actuellement à l'examen de cette honorable Chambre.

L'honorable M. **Ross** — *conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*. — L'honorable représentant de Lavallière a fait hier une excellente suggestion en disant que le sous-commissaire d'agriculture devrait faire partie du conseil d'agriculture. J'avais conçu moi-même ce projet de jadis longtemps. Mais comme nous sommes sur le point de faire des réformes dans le conseil, il sera mieux d'attendre et de ne pas procéder par des réformes partielles.

M. le président du conseil vient de faire des remarques qui sont d'une très grande importance. Cet honorable conseiller, comme tout le monde a pu le constater, s'occupe depuis plusieurs années du progrès de l'art agricole en cette province, et en sa qualité de président de la " Société laitière de la province de Québec ", il est en état de rendre des services signalés à cette source de richesse, que tout habitant doit s'efforcer de promouvoir. La société que je viens de nommer, mérite d'être encouragée, car elle fait un grand bien. Dernièrement cette association s'est réunie à Québec, et il nous a été donné de constater que l'assistance était nombreuse et choisie. C'est mon opinion que la prochaine convention sera encore plus nombreuse. J'ai rencontré un grand nombre de personnes qui m'ont parlé en termes flatteurs de cette société et des heureux résultats que produisaient les conventions agricoles.

M. le président nous a parlé de trois sortes d'expositions : expositions de comté ; expositions régionales et expositions provinciales. Je suis de son opinion quant aux conséquences de ces expositions.

Mais je m'empresse d'ajouter qu'il ne faut pas faire trop. Aujourd'hui nous tenons des expositions provinciales trop fréquemment, et c'est là une des causes de notre insuccès. En multipliant le nombre des expositions, il nous faudra prendre les crédits accordés pour telle exposition, une exposition de comté par exemple, pour tenir une autre sorte d'exposition, une exposition régionale. De cette manière, nous favoriserons une exposition pour nuire à une autre. Dans les circonstances où nous

sommes placés, nous devons tenir compte des sommes d'argent dont nous pouvons disposer.

Le conseil d'agriculture a inauguré depuis quelques années, le système des concours pour les fermes les mieux tenues. C'est un excellent moyen de développer le goût de l'agriculture. Le gouvernement se propose de donner encore une plus grande surveillance à ces concours et de nommer pour juges des personnes parfaitement qualifiées. Je dois le déclarer, l'établissement des fermes-modèles n'a pas eu tout le succès que nous en attendions. Le moyen suggéré par le conseil d'agriculture peut contribuer puissamment à amener les cultivateurs à améliorer leurs terres. Aujourd'hui, ils se disent en voyant les fermes-modèles : " Ah ! si nous recevions de l'argent du coffre public, nous pourrions en faire autant. " Eh bien, il faut que les cultivateurs en fassent autant sans recevoir de l'argent du coffre public, et c'est avec les moyens ordinaires que le gouvernement se propose de faire faire des progrès réels à l'agriculture. C'est à l'aide des concours pour les fermes les mieux tenues que nous arriverons à ce résultat.

L'intention du conseil d'agriculture est de consacrer une grande partie de l'argent accordé aux sociétés d'agriculture à ces concours annuels. Si après examen, on trouve une ferme très bien tenue, on lui donnera un prix et on la désignera sous le nom de ferme-modèle. Les cultivateurs qui voudront s'inspirer et améliorer ensuite leurs terres, viendront visiter cette ferme et s'appliqueront à mettre en pratique ce qu'ils auront vu. De la sorte, le goût de l'agriculture se propagera. Mais pour empêcher ce fermier-modèle de tomber dans la négligence, voir même dans la routine, et de dormir sur les lauriers qu'il aura cueillis, nous ferons une autre exposition au bout de deux ou trois ans, et si notre fermier-modèle rencontre un autre cultivateur qui lui soit supérieur, il perdra son titre et sa prime.

Voilà ce que le gouvernement se propose de faire pour améliorer et développer les ressources agricoles de la province.

Je le répète, j'approuve le projet de tenir des expositions régionales ; mais si nous voulons tout encourager à la fois, nous ne le pourrions pas, et en entreprenant trop, nous ne réussirons pas. Je sais que M. le président de cette Chambre porte beaucoup d'intérêt à l'agriculture, et l'appréciation favorable qu'il vient d'exprimer touchant les changements annoncés par le gouvernement, me fait espérer que cette mesure renferme des réformes qui produiront de bons résultats.

En terminant ces courtes observations, je puis assurer à cette Chambre que le gouvernement est disposé à faire tout en son pouvoir pour favoriser l'agriculture en cette province.

Le projet est examiné en comité, puis définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi pour modifier l'article 96 de la loi des licences de Québec 1878, est examiné en comité général.

La prochaine séance est fixée à mardi, le 21 courant.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du mardi, le 21 avril 1885.*

SOMMAIRE : Dépôt d'une pétition et de divers rapports de comité.—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DU LABRIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de T. Dugas, M. P., et autres, est déposée sur le bureau du Conseil.

La pétition déposée à la séance du 17 courant, est lue et reçue.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose divers rapports du comité d'intérêt local, sur les projets de loi suivants :

Pour modifier la loi constituant la communauté des Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent à Hochelaga.

A l'effet de substituer la licitation volontaire à la licitation forcée

quant à certains biens dépendant des successions de feu Damase Masson et son épouse.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour constituer le synode de l'église d'Angleterre du diocèse de Québec et pour d'autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette église.

Pour conférer certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix.

Le projet de loi pour modifier l'article 96 de la loi des licences de Québec de 1878 est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

LE RAPPORT DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, je me permettrai d'attirer votre attention sur le rapport du commissaire d'agriculture qui vient d'être soumis aux deux Chambres. Ce rapport est incomplet. A la demande des membres des deux Chambres, j'ai dû hâter la publication de ce rapport. Comme vous le verrez en le parcourant, il manque la partie concernant l'immigration et le conseil des arts et manufactures. Le rapport complet sera distribué dans quelques jours.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF

---

*Séance du mercredi le 22 avril 1885.*

SOMMAIRE : Dépôt de rapports de comité. Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose deux rapports, dont l'un sur une pétition et l'autre sur le projet de loi pour constituer la " New England Paper Company. "

Les deux projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la loi constituant la communauté des sœurs des saints noms de Jésus et de Marie, et pour confirmer le titre de la dite communauté à la propriété sur laquelle est construit son couvent à Hochelaga.

A l'effet de substituer la licitation volontaire à la licitation forcée quant à certains biens dépendant des successions de feu Damase Masson et son épouse.

Le projet de loi suivant est adopté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local :

Pour constituer le synode de l'église d'Angleterre du diocèse de Québec, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette église.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 23 avril 1885*

SOMMAIRE :—Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de lois suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Pour fusionner la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et la compagnie de filature Ste-Anne, Hochelaga, sous le nom de “ La compagnie de filature de coton d'Hochelaga. ”

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

Pour constituer la compagnie de l'Union des abattoirs de Montréal.

Pour autoriser le recteur de l'église de St-Etienne et le diocèse de Montréal, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Le projet de loi pour constituer la “ New England Paper Company ” est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du vendredi, le 24 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions et d'un rapport de comité. —Transmission de projets de loi.—Délibération sur le projet de loi autorisant le paiement des dépenses d'une enquête sur le chemin de fer Québec, Montreal, Ottawa et Occidental : Les honorables MM. Ross et Starnes.—Délibération sur le projet de loi concernant la compagnie de filature de coton d'Hochelega : L'honorable M. Archambeault.—Délibération sur le projet de loi concernant la compagnie des abattoirs de Montréal : L'honorable M. Champagne.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les deux pétitions suivantes sont déposées sur le bureau de la Chambre :

De James Brown et autres, de St-Anicet, demandant que la pétition concernant la paroisse de Ste-Barbe ne soit pas accordée.

De A. G. Charlebois et autres, demandant que des amendements soient faits à l'article 1061 du code de procédure civile.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité d'intérêt local sur le projet de loi pour constituer le synode de l'église d'Angleterre du diocèse de Québec, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette église.

### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer urbain St-Jean.

Pour modifier les lois concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi.

Pour constituer la ligne de tempérance du comté d'Arthabaska

L'ENQUÊTE SUR LE CHEMIN DE FER Q. M. O. & O.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, ce projet de loi a pour objet de permettre de payer les dépenses nécessitées par l'enquête qui doit être faite. Je ne crois pas nécessaire de donner de plus amples détails car le projet s'explique par lui-même.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, je ne me lève pas pour faire de l'opposition à ce projet de loi. Je veux simplement réitérer mon opinion sur le résultat de semblables enquêtes. Nous avons eu l'été dernier deux enquêtes : l'enquête Mousseau et l'enquête Mercier. Les enquêtes en général entraînent des dépenses énormes, et n'ont aucun résultat satisfaisant. Et pour établir l'équilibre dans les finances provinciales, il faut que le gouvernement continue de pratiquer la plus stricte économie. Pour faire connaître toute ma pensée, je dis que le résultat des enquêtes ne compense pas les dépenses encourues.

Dans la première enquête dont je viens de parler, l'honorable M. Mousseau a été déclaré innocent ; les accusations portées contre lui n'étaient nullement fondées. Personne n'avait ajouté foi à ces accusations. Dans la seconde enquête, nous voyons qu'il a été prouvé que M. Mercier avait reçu \$5,000 au sujet de la contestation de l'élection de Jacques-Cartier ; c'est ce que tout le monde connaissait ; tout le monde savait que ces \$5,000 avaient été reçues pour discontinuer la contestation. Ces enquêtes ne nous ont donc appris rien de nouveau.

Dans le cas actuel, j'avoue que l'enquête me paraît de la plus haute importance, et il ne faut pas oublier qu'elle est demandée par les membres des deux partis. Tous les députés sont unanimes à la demander ; ils ne diffèrent que dans les questions de détails. L'opposition prétend que le pouvoir accordé au commissaire n'est pas assez étendu ou ne va pas assez loin. Dans mon humble opinion, je crois que ce pouvoir est suffisant. Une des principales raisons qui m'engagent à appuyer la mesure soumise à cette Chambre, c'est le choix du commissaire fait par le gouvernement. Je ne vois personne plus qualifié que le juge Routhier pour tenir cette enquête, je n'ai aucun doute que cet honorable

commissaire fera son devoir et qu'il donnera satisfaction au public en général.

Comme je l'ai dit plus haut, ces enquêtes occasionnent toujours des dépenses considérables. Mais le choix que le gouvernement a fait dans la personne de l'honorable juge Routhier me porte à conclure que, dans cette circonstance, les frais seront peu élevés. Cet honorable juge reçoit déjà \$4,000 par année, je crois ; il ne sera pas exigeant par conséquent sous le rapport des honoraires. Nous avons à payer un secrétaire et à rencontrer d'autres dépenses peu considérables, et voilà tout. En présence de tels faits et des accusations graves qui ont été portées, il est de mon devoir de donner un loyal appui à cette mesure, parce que c'est le seul moyen de connaître ce qui est droit et juste. Si la commission chargée de tenir cette enquête eût été composée de cinq membres, je me serais probablement prononcé contre l'enquête, mais avec une commission composée d'un seul juge aussi bien qualifié que l'est M. Routhier, je n'hésite pas à voter en faveur du projet de loi, qui a pour but de pourvoir aux frais de l'enquête, qui, je l'espère, atteindra le but désiré.

M. le **Premier ministre**.—Je ne partage pas entièrement l'opinion de mon honorable ami sur le résultat des enquêtes qui viennent d'avoir lieu. Il peut se faire que nous n'ayons pas obtenu tout le résultat désiré. Mais je crois que les demandes réitérées de la Législature et du public de tenir une enquête sur les sujets énoncés nécessitaient, de la part du gouvernement, une action décisive et son consentement à ces enquêtes. Si celles-ci n'ont pas élucidé toutes les questions, elles sont cependant de nature à produire de l'effet sur l'opinion publique, qui avait été si violemment agitée par toutes sortes d'accusations. Des sommes dépensées, quand bien même elles seraient élevées, pour dissiper les doutes de l'opinion du peuple, ne sont pas une pure perte.

Pour revenir au sujet qui nous occupe, je dois dire que les remarques de l'honorable représentant de Salaberry sur le choix d'un commissaire sont tout à fait flatteuses pour le gouvernement. Je l'avoue en toute sincérité, le gouvernement a mis dans ce choix toute la prudence et la bonne volonté possibles afin de donner satisfaction au public. Par cette enquête, le gouvernement veut rendre justice à ceux qui sont accusés, leur donner l'occasion de prouver leur innocence, s'ils sont innocents, et tranquilliser l'opinion publique sur toutes les accusations qui ont circulé dans le pays à propos de la vente du chemin de fer du Nord. Le choix du commissaire nous est une garantie que le gouvernement veut

arriver au but qu'il se propose ; oui nous avons cette garantie dans la personne de l'honorable juge Routhier, dont les qualités et la compétence sont reconnues par tout le monde. Nous n'avons aucune appréhension à redouter de ce côté et nous sommes convaincus que tout le monde est satisfait de ce choix.

Sous le rapport de l'économie, le gouvernement a mis tout le soin possible pour diminuer les dépenses, tout en donnant la plus entière satisfaction.

Je n'ai aucun doute que cette enquête se fera avec honnêteté et impartialité ; car le commissaire a tout le pouvoir nécessaire de faire une enquête des plus minutieuses, pouvant éclaircir tous les points obscurs, et capable, je le répète, de donner satisfaction pleine et entière à tous ceux qui sont concernés dans cette affaire. •

Le gouvernement n'a pas cru devoir spécifier aucune des accusations qui ont été formulées, en si grand nombre, dans la presse, dans la Législature et dans le public. Si le gouvernement eut attiré l'attention sur telle ou telle accusation, aussitôt ceux qui aiment à tout critiquer et à voir en blanc ce qui est en noir, auraient dit : Voyez-vous, le gouvernement s'efforce de détourner l'attention du commissaire de certaines accusations, c'est dans le but de laisser dans l'ombre d'autres points qui auraient besoin d'être éclaircis. Voilà pourquoi le gouvernement a cru devoir laisser la plus grande latitude possible au commissaire et ne pas spécifier les accusations qui doivent faire le sujet de cette enquête. Les pouvoirs donnés aux commissaires sont généraux et de nature à embrasser toutes les accusations. Le gouvernement est convaincu qu'en agissant ainsi, il a fourni au commissaire tous les moyens, toutes les facilités et tous les pouvoirs de faire l'enquête la plus minutieuse et de nature à satisfaire les plus exigeants.

Je suis persuadé que cette Chambre ne s'opposera pas à cette mesure, car il est de l'intérêt du parlement, des personnes accusées et du public de connaître toute la vérité. Il faut en finir une bonne fois avec cette question du chemin de fer du Nord. Il faut qu'on sache que les accusations sont fondées ou non fondées, et rendre justice à ceux qui pourraient être accusés à tort.

Je propose, honorables messieurs, que ce projet de loi, soit adopté en deuxième délibération.

Cette proposition est adoptée

LA COMPAGNIE DE FILATURE DE COTON D'HOCHELAGA.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi a l'effet de fusionner la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et la compagnie de filature Ste-Anne, Hochelaga, sous le nom de " La compagnie de filature de coton d'Hochelaga. "

L'honorable M. **Archaambeault** *conseiller pour Repentigny*.  
Honorables messieurs, il n'est pas nécessaire de donner de longues explications sur ce projet de loi. Ce sont deux compagnies de filatures de coton qui veulent se fusionner : celle de Hudon et celle de Ste-Anne.

Le capital actions de la compagnie fusionnée sera de deux millions de piastres, et réparti aux actionnaires dans la proportion d'une action pour chaque action possédée dans le capital-actions de la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et d'une action pour deux actions possédées dans le capital-actions de la compagnie de filature Ste-Anne, Hochelaga.

La nouvelle compagnie prendra le nom de " La compagnie de filature de coton d'Hochelaga. "

Je propose que le projet soit voté en deuxième délibération.

Cette proposition est adoptée.

LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie des abattoirs de Montréal.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. —  
Honorables messieurs, l'objet que les membres de cette compagnie ont en vue se trouve expliquée dans le préambule.

Cette compagnie a obtenu des lettres patentes émises conformément aux dispositions de l'acte concernant les compagnies à fonds social, elle se compose de bouchers, de marchands de graisse, de suif, etc. Cette compagnie demande aujourd'hui des pouvoirs plus étendus, et ces nouveaux pouvoirs sont mentionnés dans la deuxième clause. Le capital-actions est de cinquante mille piastres.

Cette association demande l'autorisation d'acquérir les propriétés immobilières qu'elle jugera nécessaires pour les fins de son exploitation. Les propriétés immobilières qu'elle se propose d'acquérir sont les abat-

toirs construits à l'est et à l'ouest de Montréal. Un nouveau projet de loi amendant la charte de la cité de Montréal sera soumis prochainement à cette Chambre ; les deux projets de loi ne sont pas identiques, mais ils se complètent pour ainsi dire l'un l'autre. Je ne crois pas que le projet actuel soulève aucune objection ; c'est tout simplement une compagnie ordinaire à fonds social qui demande à être constituée légalement.

Je propose que ce projet soit voté en deuxième délibération.

Cette proposition est adoptée.

Ces deux projets de loi sont renvoyés au comité d'intérêt local.

Les projets suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

Pour conférer certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du lundi, le 27 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de pétitions.—Transmission de projets de loi.—Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE PÉTITIONS.

Les pétitions suivantes sont déposées sur le bureau du Conseil :

De certains contribuables du comté de Dorchester, demandant que l'article 1061 du code de procédure civile soit modifié.

De Antoine Hébert et autres, du comté de Châteauguay, demandant que l'article 1061 du code de procédure civile soit modifié.

TRANSMISSION DES PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour constituer " l'Orphelinat de Farham."

Pour constituer l'association agricole des cantons de l'Est.

Pour modifier les statuts relatifs à la cité de Sherbrooke.

Pour modifier les lois concernant la compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel.

Les divers projets de loi qui suivent sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer urbain St-Jean.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi.

Pour constituer la ligue de tempérance du comté d'Arthabaska.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

La séance est levée.

---

**CONSEIL LEGISLATIF.**

---

*Séance du mardi, le 28 avril 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—3e délibération sur le projet de loi concernant l'enquête sur les affaires du chemin de fer Q. M. O. & O : Les honorables Messieurs Larue, Champagne, Méthot, Rémillard et Ross. —Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRULLE.

La séance est ouverte à trois heures.

Les pétitions déposées durant les deux dernières séances, sont lues et reçus.

M. le président dépose le deuxième rapport du comité général de la bibliothèque.

Voici le texte de ce rapport .

Le comité de la bibliothèque a l'honneur de présenter le rapport suivant :

Il a examiné les comptes de la bibliothèque, les a trouvés bien tenus, et se déclare satisfait.

Il a constaté que pour éviter toute dépense inutile, nul compte n'est payé à moins qu'il n'ait été certifié par le bibliothécaire et approuvé par les deux présidents.

Votre comité croit cependant devoir appeler l'attention de la Législature sur l'état peu satisfaisant dans lequel se trouve la bibliothèque depuis l'incendie du Palais législatif. Il est vrai qu'il avait recommandé au bibliothécaire de ne rien acheter, sauf les publications canadiennes, tant que le local ne serait point terminé et que les ouvrages fournis par M. Dansereau ne seraient pas connus. Mais aujourd'hui que l'on prévoit que tout sera terminé pour la prochaine session, il est de la plus haute importance de se pourvoir des ouvrages nécessaires aux législateurs.

Un bon nombre de ces ouvrages se trouvent dans les envois de M. Dansereau, mais il faudra en acheter beaucoup d'autres, et pour cela l'allocation ordinaire ne saurait suffire.

Cette allocation ne saurait suffire surtout, parce que depuis plusieurs années, il y a un déficit dans les comptes de la bibliothèque, et ce déficit arrive parce que les dépenses courantes de reliure, de souscriptions aux revues, aux publications régulières de droit, etc., etc., absorbent la plus grande partie de cette allocation.

Les dettes s'élèvent à une somme de \$2,000, et votre comité croit de son devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur l'opportunité qu'il y aurait pour les éteindre, d'accorder une égale somme de \$2,000 en sus de l'allocation annuelle, afin de mettre le bibliothécaire à même de commencer l'année fiscale avec l'allocation entière de \$3,000.

Il soumet avec confiance ces observations qu'il croit opportunes.

BOUCHER DE LA BRUÈRE,  
Président.

Québec, 22 avril 1885.

Ce rapport est adopté.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport de comité d'intérêt local, sur le projet de loi pour constituer le synode de l'Eglise d'Angleterre du diocèse de Québec, et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette église.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour autoriser la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu Léon Robert.

Pour modifier la charte de la ville de Lachine et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

Concernant la substitution créée par le testament de feu Jean-Baptiste Bruyère.

Pour autoriser la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de demoiselle Catherine Poitras en faveur des enfants de Ludger Plessis Bélair et autres.

Pour modifier la charte de la cité de Montréal.

Pour modifier la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Pour modifier la charte de la cité de Hull.

Pour modifier l'article 116 du code du notariat.

L'ENQUÊTE SUR LE CHEMIN DE FER Q. M. O. & O.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi relatif aux dépenses de la commission chargée de faire une enquête concernant le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*— J'ai l'honneur de proposer l'adoption de ce projet de loi en troisième délibération.

L'honorable M. **LaRue** — *conseiller pour LaSalle.* — Honorables messieurs, avant de voter ce projet de loi en troisième lecture, la Chambre me permettra sans doute de faire connaître mon humble opinion sur le résultat des enquêtes en général. Ces enquêtes ayant rapport à des accusations non formulées et sans responsabilité aucune, devraient être

refusées ; car nous arrivons presque toujours à un résultat nul. Dans le cours de ma vie parlementaire, j'ai constaté que ces sortes d'enquêtes avaient toujours été refusées ; si j'en excepte toutefois la célèbre enquête sur le prétendu scandale des Tanneries. Trois grands tribunaux se sont prononcés dans cette affaire : les tribunaux judiciaires, le parlement et le peuple. Ces trois tribunaux ont repoussé les accusations portées contre nos hommes publics.

Il peut arriver que, dans certaines circonstances, le gouvernement soit obligé d'accorder des enquêtes pour démontrer au peuple la fautilité des accusations. Je crois que l'enquête actuelle doit être classée dans cette catégorie. Le choix du magistrat qui va présider cette commission et la latitude qu'on lui accorde, me portent à conclure que le gouvernement a bien fait de se rendre au désir de la Législature. Dans toutes ces investigations le gouvernement doit donner carte blanche aux personnes chargées de conduire les procédures. De la sorte nous obtiendrons un résultat satisfaisant.

On se rappelle que, lors de la vente du chemin de fer du Nord, on a soulevé des doutes sur la légalité de cette vente. Je me permettrai—s'il n'y a pas d'indiscrétion de ma part—de demander à l'honorable premier ministre si le commissaire sera chargé d'élucider cette question.

Le commissaire devrait, il me semble, éclairer l'opinion publique sur cette partie importante, la plus importante d'après moi.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Milles-Isles*. — Honorables messieurs, avant l'adoption du projet de loi, je demanderai à cette Chambre la permission de faire quelques observations sur ce sujet important. Je suis d'avis qu'il ne faut pas acquiescer trop facilement aux demandes d'enquêtes. J'ai pensé et j'ai toujours compris que le seul genre d'accusations que la Chambre devait écouter, est celui où les accusations sont précisées par un député, qui prend toute la responsabilité de ses actes, et qui est prêt à renoncer à son siège s'il ne peut prouver les accusations qu'il porte. De cette manière, la Chambre connaîtrait l'accusateur et l'accusé ou les accusés. C'est le seul mode de procéder sûrement dans les enquêtes. L'accusateur agirait toujours avec la plus grande prudence, sachant que son siège est en jeu.

Je suis d'opinion que, dans cette province, on est trop porté à vilipender nos hommes publics, à interpréter faussement leurs intentions et à dénaturer leurs actes. Il ne faut pas oublier qu'en attaquant ainsi les hommes publics, on attaque par cela même notre pays. Par ce

système de dénigrement, on fausse l'éducation du peuple, et l'on finit par croire que la position d'homme public est incompatible avec celle d'honnête homme. Et puis, quel effet désastreux ce système ne produit-il pas à l'étranger ! Toutes ces fausses accusations et cette politique de criaileries affectent nécessairement le crédit de la province. C'est là mon humble opinion.

J'arrive maintenant à la question qui occupe l'attention de cette Chambre. Nous n'avons pas à décider si nous devons accorder une enquête, oui ou non. Cette enquête est ordonnée et les travaux sont même commencés. La Chambre des députés en a pris la responsabilité. Il ne nous appartient pas, bien que nous en ayons le droit, de nous opposer à cette mesure : il n'est pas opportun, ajouterai-je, de rejeter le projet de loi demandant une enquête sur des actes administratifs qui sont du ressort de la Chambre populaire. Si nous le rejetons, on accuserait le gouvernement d'avoir sollicité ses amis—et le gouvernement compte un grand nombre d'amis en cette Chambre—à repousser cette mesure demandée presque unanimement par l'autre Chambre. Je craindrais qu'en agissant ainsi, on ne donnât l'occasion de porter une nouvelle accusation contre nos hommes publics. Il y a des gens qui sont toujours prêts à accuser.

Je dois féliciter le gouvernement du choix qu'il a fait du commissaire chargé de cette enquête. Ce magistrat distingué, intègre et possédant des connaissances approfondies, saura, je n'en ai aucun doute, conduire cette investigation d'une manière juste, impartiale et équitable pour tout le monde, accusateurs et accusés. Il faut que cette enquête se fasse dans l'intérêt du pays, et qu'elle se fasse dans toutes ses parties.

Je ne suis pas de l'avis de ceux qui prétendent que nous devrions décider certaines accusations. Non, l'enquête doit se faire sur tout ce qui a rapport au chemin de fer du Nord, depuis que le gouvernement s'est chargé de la construction de cette voie, c'est-à-dire depuis l'année 1875.

J'ai oublié de dire pour quelles raisons je préfère les instructions données au commissaire au pouvoir de restreindre l'enquête à certaines accusations. Ces instructions, d'après moi, embrassent tous les griefs qui ont été formulés dans les amendements proposés dans l'autre Chambre. La majorité de la Chambre ne pouvait pas répondre autrement à ces amendements qu'en les rejetant ; car je le dis encore une fois, il faut que l'enquête soit complète et entière et qu'on ne répète pas plus tard les accusations qui sont soumises à l'étude du commissaire. J'ai toujours

cru et j'espère que toutes les accusations de corruption, de fraudes portées contre certains hommes publics ne sont pas fondées. Je l'espère, non pas tant pour l'honneur de nos hommes publics que pour l'honneur du pays.

L'honorable préopinant a demandé si le commissaire aurait le pouvoir de décider la question de légalité que comporte la vente du chemin de fer du Nord. Je me permettrai d'émettre mon opinion à ce sujet, mais ce n'est pas comme avocat que je parle. Je suis d'avis qu'il n'y a pas lieu de croire et de douter un instant que cette vente puisse être mise de côté après un laps de temps aussi considérable. L'enquête ordonnée doit se rapporter aux accusations de corruption qui ont agité si violemment l'opinion publique lors de la vente et depuis cette époque, et c'est à cette agitation, à ces accusations que le gouvernement veut mettre fin. Nous ne pourrions réussir à calmer l'opinion publique que par une enquête pleine et entière sur toutes ces accusations.

Il serait juste que, dans le cours de l'enquête, si quelqu'un se trouve impliqué, avis lui soit donné à l'instant même pour qu'il puisse se défendre des accusations qu'on porte contre lui. C'est une suggestion que je fais, et je la crois de la plus haute importance. En terminant, je déclare à cette honorable Chambre que je n'ai aucune objection à soulever contre le projet de loi.

L'honorable M. **Méthot**—*conseiller pour Lavallière*.—Honorables messieurs, je n'avais pas l'intention de prendre la parole sur ce projet de loi, mais l'honorable représentant de LaSalle a émis, au sujet des enquêtes, des opinions que je ne partage pas. Il nous a dit que le résultat des enquêtes, et entre autres celle des Tanneries, avait toujours été nul. En accordant ces sortes d'enquêtes avec la plus grande circonspection, nous arrivons à des résultats tout à fait satisfaisants.

L'honorable M. **LaRue**.—J'ai fait des exceptions.

L'honorable M. **Méthot**.—Oui, mais vous avez mentionné celle des Tanneries. Je ne partage pas l'opinion de l'honorable conseiller sur le résultat de cette enquête, qui était tout à fait nécessaire, à cause de la surexcitation qui régnait dans l'opinion publique. Trois grands tribunaux se sont déjà prononcés sur cette affaire; mais je suis convaincu que le verdict du peuple n'aurait pas été conforme à celui des deux autres tribunaux, si l'enquête n'avait pas eu lieu. Voilà un des résultats de l'enquête des Tanneries, et je pense que nous devons en tenir compte.

L'enquête que nous proposons de faire est de même nature. On a dit et crié sur tous les toits que la vente du chemin de fer du Nord avait été entachée de corruption et de malversations. Pour sauver l'honneur du pays et de nos hommes publics, le gouvernement a bien fait d'accorder cette enquête, et je l'en félicite de tout cœur. Le mode choisi pour tenir cette enquête me paraît excellent. L'honorable juge chargé de présider la commission est à l'abri de tout soupçon ; ce tribunal ne sera pas sujet aux accusations qu'on pourrait sans doute porter contre un comité de la Chambre, comité qui serait inévitablement taxé de partialité par les personnes qui se trouveraient impliquées. Le choix du commissaire satisfait tout le monde, même les plus exigeants. Malheureusement, nonobstant toutes les précautions prises par le gouvernement, celui-ci n'empêchera pas les railleries des gens qui ne sont jamais satisfaits, de ceux-là qui ont voulu spécifier les accusations, de ceux qui montent sur les hustings pour blaguer le peuple—pour me servir d'une expression un peu vulgaire. Je félicite le gouvernement d'avoir adopté ce mode de tenir l'enquête en question comme étant le plus économique et le plus efficace.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*. — Honorables messieurs, je ne me proposais pas de prendre la parole sur cette question ; mais je crois de mon devoir de faire quelques remarques. D'après moi, ce projet de loi ne demande qu'une chose : voter un salaire pour le commissaire et le secrétaire de la commission chargée de l'enquête. Si j'ai bien compris les remarques qui ont été faites par les honorables conseillers qui ont parlé avant moi, le but de cette enquête serait de justifier tous ceux qui ont pris part à la vente du chemin de fer du Nord. On a dit qu'une somme considérable était perdue pour la province, qu'une certaine violence avait été exercée dans cette Chambre et dans l'autre et que l'on avait eu recours à des procédés extraordinaires pour opérer cette transaction. Il n'y a pas de doute que plusieurs membres de la Législature ont voté de bonne foi pour la vente, comme ceux qui s'y sont opposés ont agi de bonne foi. Je n'hésite pas à dire que je suis de ce nombre. Je suis heureux qu'on ait accordé cette enquête, car je suis convaincu qu'elle justifiera la conduite de ceux qui ont voté contre la vente du chemin de fer du Nord.

Je félicite le gouvernement du choix qu'il a fait dans la personne de l'honorable juge chargé de conduire l'enquête. Je lui reconnais toute la compétence voulue. Mais je ne partage pas entièrement les opinions des honorables conseillers qui ont prétendu que l'honorable juge choisi par le gouvernement était le seul capable de tenir cette enquête. Tous

les juges de la cour supérieure de Québec me paraissent aussi bien qualifiés que le juge Routhier pour remplir cette charge.

M. le **Premier ministre**.—Honorables messieurs, je répondrai d'abord aux remarques de l'honorable conseiller représentant la division de La Durantaye, qui n'a certainement pas l'habitude de montrer autant de susceptibilités qu'aujourd'hui. Il croit que cette enquête a été ordonnée pour justifier ceux qui ont pris part à la vente du chemin de fer du Nord. Je dois lui affirmer que tel n'est pas le cas. Tous ceux qui partagent les vues du gouvernement sur cette question, sont convaincus que l'enquête demandée aura pour effet de rendre justice à tout le monde, de connaître la valeur des accusations et de prouver l'innocence des accusés s'ils ne sont pas coupables. Voilà le but de l'enquête.

Je n'ai jamais compris que les honorables conseillers qui ont parlé sur le sujet qui nous occupe, avaient émis l'opinion que l'honorable juge Routhier était la seule personne compétente, la seule personne qualifiée pour conduire l'enquête ordonnée par la Législature. Mon honorable ami fait erreur en leur faisant tenir ce langage ; car toute la députation sait que les autres juges auraient pu faire la besogne aussi bien que le commissaire choisi par le gouvernement. Mais tout le monde a été unanime à déclarer que le choix de l'honorable juge Routhier était excellent, puisqu'il a toutes les qualités requises pour conduire à bonne fin une investigation de cette importance.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les explications que j'ai déjà données, mais il me semble utile d'ajouter de plus longs développements : 1<sup>o</sup> sur l'opportunité de cette enquête ; 2<sup>o</sup> sur le choix du commissaire et le mode de procéder, et 3<sup>o</sup> sur la valeur des pouvoirs accordés au commissaire.

Je répondrai d'abord à la première question que je viens de poser : l'opportunité de cette enquête. L'honorable représentant de Mille-Isles a très-bien traité cette question et l'a placée sous son véritable point de vue. On ne devrait accorder des enquêtes qu'à ceux qui en prennent la responsabilité. Voilà la règle générale. Mais il est des circonstances extraordinaires qui rendent ces enquêtes tout-à-fait nécessaires, comme dans le cas qui nous occupe. Des accusations pleuvaient de toutes parts ; on b'âmat le gouvernement de ne pas accorder d'enquête ; et l'opinion publique était sous le poids d'un grand malaise.

Le gouvernement a cru devoir mettre fin à cette agitation en se ren-

dant aux vœux du public. Maintenant est-ce que l'enquête aura l'effet de signaler les accusés à la vindicte publique? Je ne suis pas prêt à l'établir. Mais ce que je sais, c'est que l'enquête rendra justice aux accusateurs, rendra justice aux accusés et rendra justice à tout le public. Quand il s'agit d'accusations aussi graves que celles qui font le sujet de cette enquête et que l'opinion publique est inquiète et mal à l'aise, le gouvernement ne doit pas craindre de faire des dépenses, même considérables, pour tenir une enquête propre à dissiper tout doute. Il faut que les accusés reçoivent un châtiment s'ils sont coupables; il faut aussi leur procurer l'opportunité de prouver leur innocence, si les accusations sont fausses.

La seconde question que je dois traiter maintenant, c'est de montrer si la commission est bien constituée, si elle n'entraîne pas des dépenses inutiles, et si ceux qui sont chargés de conduire cette enquête sont suffisamment qualifiés. J'ai constaté que, sur ce point, il y a unanimité. Il était impossible au gouvernement de choisir un mode plus économique et de mieux organiser une commission. Je mets la Chambre et le pays au défi de prouver le contraire. Le choix du magistrat a été unanimement approuvé. Le gouvernement ne pouvait pas recourir à une personne plus compétente et mieux qualifiée.

Il me reste à parler de la troisième question, à savoir : si les pouvoirs accordés au commissaire sont assez étendus et couvrent toutes les accusations qui ont été portées. J'ai déjà eu occasion de m'expliquer sur ce sujet, mais je n'ai fait alors que quelques courtes considérations. Je désire parler plus longuement des instructions que le gouvernement a données au commissaire.

Il est vrai que dans une autre Chambre, un certain nombre de députés n'ont pas été satisfaits de ces instructions. J'avoue qu'il est toujours difficile de satisfaire tout le monde, et dans le cas actuel, il se rencontre des gens qui ont pour mission de ne pas être satisfaits. On a donc proposé plusieurs amendements pour modifier les instructions données. Pour faire connaître la valeur de ces amendements, je dirai qu'ils étaient calculées sur le nombre des partisans plutôt que sur le besoin de la cause. Si le nombre des partisans eût été plus élevé, les amendements auraient été encore plus nombreux. On a voulu tout au plus préparer un petit bagage politique, faire du capital politique pour les prochaines élections.

Je ne puis pas interpréter le but de ces amendements d'une autre manière; et c'est la seule conclusion que nous puissions tirer.

Je l'ai déjà dit, tout ce que nous aurions fait pour restreindre l'enquête à certaines accusations, aurait été une source de reproches et de blâmes contre le gouvernement et contre ceux qui veulent que toute la vérité soit connue. La commission a tous les pouvoirs voulus pour faire une enquête complète ; c'est ce que je puis démontrer en donnant lecture des instructions elles-mêmes.

Il était donc impossible au gouvernement de donner des pouvoirs plus explicites et plus étendus. Toute modification tendant à borner l'enquête à des cas particuliers aurait eu pour effet de diminuer la valeur de ces instructions et la portée de l'enquête elle-même.

D'après les remarques que je viens de faire et pour toutes les raisons que j'ai alléguées, je conclus premièrement : qu'il était opportun d'accorder cette enquête ; deuxièmement, que la commission est organisée de la manière la plus judicieuse et la plus économique ; et troisièmement, que cette enquête sera conduite de manière à satisfaire l'opinion publique de cette province et à rendre justice aux accusateurs et aux accusés. Je crois de plus que toute modification apportée aux instructions données au commissaire aurait porté préjudice à l'organisation et à l'objet de la commission.

L'organisation de cette commission a été modelée sur celle du Pacifique. Les commissaires dans cette enquête ont pu s'enquérir de tous les détails voulus. C'est une nouvelle preuve que l'enquête que nous proposons aura tous les résultats désirés.

L'honorable représentant de LaSalle a demandé si le commissaire aurait le pouvoir de s'enquérir de la légalité de la vente du chemin. Dans mon humble opinion et celle du gouvernement, le commissaire est muni de ce pouvoir. Mais je l'avoue en toute sincérité, je ne comprends pas l'opportunité de cette dernière investigation. J'ai signé le protêt contre la légalité de la vente. Je croyais que cette vente était illégale et je le crois encore, et j'ai obtenu sur ce point l'opinion des légistes les plus distingués. Mais que voulez-vous faire maintenant ? Le chemin de fer a été vendu et revendu, et s'il faut en croire la rumeur, une nouvelle transaction vient d'avoir lieu. Je ne vois pas ce que le gouvernement gagnerait en chargeant le commissaire de se prononcer sur ce point. D'après mon opinion personnelle, le gouvernement ne serait pas plus avancé après qu'avant cette décision judiciaire. Je ne fais pas cette déclaration pour influencer le commissaire en quoi que ce soit ; il a le droit indubitable de se prononcer sur la légalité de cette vente, il fera par conséquent ce que bon lui semblera.

Je puis affirmer que l'intention du gouvernement, en accordant cette enquête et en lui donnant l'organisation que vous connaissez, est de rendre justice la plus entière à tous ceux qui sont intéressés. Je déclare de plus, pour que cette Chambre le sache et pour que tout le pays le sache, que le gouvernement travaillera de toutes ses forces à aider le commissaire à obtenir toutes les informations et tous les renseignements nécessaires pour faire une enquête la plus impartiale et la plus minutieuse.

Le projet de loi est adopté définitivement dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité d'intérêt local :

Pour constituer l'orphelinat de Farnham.

Pour constituer l'association agricole des cantons de l'est.

Pour modifier la charte de la cité de Sherbrooke.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel.

Pour autoriser le recteur de l'église de St-Etienne, dans la paroisse de St-Etienne et le diocèse de Montréal, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du mercredi, le 29 avril 1885.*

SOMMAIRE --Dépôt de rapports de comités.--Incident.--Explications de l'honorable M. Boucher de La Bruère, sur une accusation portée par M. Stephens, député de Montréal-centre.--Délibération sur divers projets de loi : Les honorables messieurs Champagne, Ross, Prudhomme, Rémillard, Archambeault et Beaudry.--Transmission de projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité d'intérêt

local sur le projet de loi pour constituer la ligue de tranquillité du comté d'Arthabaska.

Ce projet est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Webb dépose un rapport du comité des chemins de fer sur le projet de loi conférant certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix.

#### L'ACCESSION DE M. STEPHENS.

L'honorable M. **Boucher de LaBruère** *conseiller pour Richmond, président du Conseil*. Honorables messieurs, je lis qu'hier une proposition de non-confiance a été faite par M. Stephens dans l'Assemblée législative, dans les termes suivants :

“ L'honorable M. Robertson propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

“ M. Stephens propose en amendement :

“ Que cette Chambre est prête à voter les subsides, mais regrette que, contrairement aux dispositions du statut concernant l'indépendance du Parlement, il a été payé à MM. Lacoste, Globensky et Bisailon, pour services professionnels pendant les trois dernières années, la somme de \$29,645 55 ; que la majeure partie de cette somme a été payée à la dite société pendant que l'honorable M. Lacoste était membre de la dite société et en même temps du Conseil législatif de cette province, notamment pendant les années 1882 et 1883 ; que l'honorable M. Lacoste a été nommé conseiller législatif le 4 mars 1882, et a résigné cet office le 7 décembre 1883.

“ Que certaines sommes ont aussi été payées pendant la même période, et en violation à la même loi, à l'honorable M. Boucher de La Bruère, l'un des conseillers législatifs et président du Conseil.

“ Que cette Chambre constate avec alarme une tendance croissante à violer le principe de l'indépendance du parlement et regrette que des violations aussi flagrantes aient été tolérées. ”

On me permettra de donner quelques explications à cette Chambre. Je ferai remarquer à mes honorables collègues que la proposition de censure ne spécifie point les sommes qu'on dit m'avoir été payées. Cette omission est évidemment faite à dessein et dans le but de laisser planer des doutes sur moi, et de mieux persuader l'électorat que j'ai violé intentionnellement le principe de l'indépendance du parlement. C'est

une tâtignie poltronne qui ne pourra guère, résister à ceux qui ont cru devoir l'insulser.

Quelles sont donc les sommes dont il s'agit ? Il appert par les comptes publics que le *Courrier de St-Hyacinthe*, dont je suis propriétaire, a reçu une somme totale de \$42.00, dont \$36.00 pour abonnement des divers départements à mon journal, et \$6 pour une annonce qu'aurait fait publier le ministère de l'instruction publique.

On n'a, je crois, jamais considéré en pratique qu'un abonnement à un journal appartenant à un membre de la Législature constituait une violation de la loi concernant l'indépendance du parlement. Tous les journaux, indistinctement, sont reçus au siège du gouvernement, non pas précisément pour l'avantage du propriétaire du journal, mais bien plutôt pour l'avantage des ministres, des députés, des employés du service civil, qui ont intérêt à connaître l'opinion des journalistes dont les écrits sont censés représenter les différentes nuances de l'opinion publique. Les cabinets qui se sont succédés comme la Législature elle-même, ont considéré ainsi la chose, et le gouvernement de l'honorable M. Ross n'a pas plus contribué à la violation de l'indépendance des membres des deux Chambres que le gouvernement de l'honorable M. Joly, qui, lui aussi, a payé des abonnements à des propriétaires de journaux membres de la Législature.

On me croira, j'espère, facilement sur parole, quand je dirai que les abonnements qui m'ont été payés cette année n'ont pas plus influencé mon vote en Chambre que ceux qui m'ont été payés en 1879, par le gouvernement de l'honorable M. Joly.

Il n'y aurait donc en jeu, à proprement parler, qu'une somme de \$6 que le *Courrier de St-Hyacinthe* aurait reçue pour une annonce publiée par le département de l'instruction publique. Je ne me rappelle pas que ce département ait envoyé une annonce à mon journal ni je n'ai eu connaissance quand elle a été publiée.

L'accusation en elle-même est si futile que j'aurais pu me dispenser d'y faire allusion, et je demande pardon à cette Chambre d'avoir suspendu pour quelques instants ses procédés.

SUBSTITUTION CRÉÉE PAR UN ACTE DE DONATION DE FEU LÉON ROBERT.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour autoriser la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu Léon Robert.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. — Le promoteur de cette loi allègue, dans la pétition, plusieurs raisons à l'appui de sa demande, entre autres, qu'il est pauvre, malade ; qu'il ne peut maintenir sa propriété en bon ordre et que les revenus ne suffisent pas pour faire face aux taxes et autres dépenses. Si cette propriété était vendue par autorité de justice, elle n'atteindrait qu'un prix très minime. Rodolphe Robert demande donc la permission de vendre cette propriété, qui appartient à ses enfants, et d'en appliquer les produits suivant la loi.

L'honorable M. **Ross** — *conseiller pour Chouiniguine, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*. — La Chambre a déjà exprimé sa répugnance sur de pareilles mesures, et cette répugnance est bien motivée ; car on veut changer les volontés du testateur. Dans le cas actuel, on allègue d'excellentes raisons. Mais il faut prendre garde aux abus, et le comité doit voir à ce que tous les allégués soient appuyés sur des faits véritables et agir avec toute la prudence possible pour ne pas créer d'antécédents dangereux.

Le projet est voté en deuxième délibération.

#### LA VILLE DE LACHINE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la charte de la ville de Lachine et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

L'honorable M. **Prudhomme** — *conseiller pour Rigaud*. — Je propose que ce projet soit voté en deuxième délibération.

Ce projet de loi ne demande pas de longues explications ; il suffit de le lire pour en connaître le but. La corporation de Lachine veut tout simplement se mettre en état de se procurer de l'argent pour construire un aqueduc et des égoûts. On dira peut-être que Lachine ne manque pas d'eau. C'est vrai, mais elle trouve qu'un aqueduc est encore plus commode. Ainsi ce projet de loi demande ce que tous les autres projets de loi de ce genre demandent. Si la Chambre l'exige, je donnerai de plus longues explications devant le comité.

La proposition est adoptée.

SUBSTITUTION CRÉÉE PAR LE TESTAMENT DE FEU J. B. BRUYÈRE.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi concernant la substitution créée par le testament de feu Jean-Baptiste Bruyère.

L'honorable M. **Champagne**. — Ce projet a pour objet de vendre certains biens substitués. Les raisons ne sont pas les mêmes que pour la mesure précédente. Les faits sont ceux-ci :

En 1850, M. Bruyère, riche marchand de Montréal, fit un testament. Les grevés de substitution ont obtenu en 1874, de la cour supérieure de Montréal, l'autorisation de vendre tous les immeubles mentionnés dans le projet de loi. En vertu de cette autorisation, un grand nombre d'immeubles furent vendus ; mais on n'avait pas pourvu au mode de placer les fonds résultants des produits de la vente. C'est le mode du placement des fonds qu'il s'agit de déterminer ; autrement, les acquéreurs refusent de payer. On a pris toutes les précautions possibles pour protéger tous les intéressés. Les grevés de substitution et les appelés donnent leur appui à cette mesure.

M. le **Premier ministre**. — Je constate que l'honorable conseiller a pris sous sa protection les riches et les pauvres et que la cause doit être bonne, puisqu'il s'en est chargé. Mais je désire savoir pourquoi le tribunal qui a autorisé la vente, n'a-t-il pas déterminé le mode du placement des fonds.

L'honorable M. **Rémillard** — *conseiller pour La Durantaye*. — Je suis sous l'impression qu'un juge n'avait pas le droit d'autoriser la vente de biens-substitués. Je n'ai pas le code sous la main, mais cette décision judiciaire me paraît douteuse sous le rapport de la légalité.

L'honorable M. **Champagne**. — L'honorable conseiller pour La Durantaye a répondu pour lui à la question du premier ministre, mais il a oublié de dire que le projet de loi aura pour effet de légaliser les ventes et de pourvoir au mode du placement des fonds.

L'honorable M. **Archambeault** — *conseiller pour Repentigny*. — Je suis d'opinion que la Chambre doit agir avec la plus grande prudence au sujet de semblables mesures. On ne doit pas permettre la vente des biens substitués. Le juge qui a autorisé cette vente a manqué de prudence. Le testament est un acte sacré et la cour ne doit pas y toucher. Il y a des abus à ce sujet ; souvent on agit contre la volonté du testateur

L'honorable M. **Gérin** *parleur pour l'opposition*. J'ai des doutes sur le pouvoir de la Législature de légiférer dans le cas actuel, parce que les appels à la substitution n'ont pu donner leur consentement à cette législation, n'étant pas encore majeurs.

Le projet est adopté en deuxième délibération.

#### LA CHARTE DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. **Champagne**. Honorables messieurs, je ne ferai pas ici l'histoire de l'établissement des abattoirs de Montréal et des procès sans nombre qui ont eu lieu à ce sujet, procès qui ont eu des effets dommageables pour la corporation, les bouchers et les compagnies d'abattoirs. La conséquence en a été que ces compagnies n'ayant pas d'ouvrage par suite de toutes ces difficultés, elles ont failli. Le conseil de ville est alors intervenu et a passé une résolution pour l'achat des abattoirs au prix de \$300,000. Par cette même résolution, le conseil a décidé de revendre ces abattoirs à une compagnie composée d'hommes du métier pouvant donner une garantie suffisante pour l'exécution du contrat ; le prix est fixé à \$250,000 ; mais la corporation garde 10 arpents de terrain à chaque abattoir pour établir un marché aux animaux. La corporation demande des amendements à sa charte pour mettre la résolution à exécution et vendre les abattoirs aux conditions spécifiées dans le projet de loi.

Elle demande aussi l'autorisation d'emprunter \$300.00 et d'imposer certaines taxes pour faire face à cet emprunt. Ce projet de loi est l'expression du sentiment des citoyens de Montréal, puisqu'il est demandé par les membres du conseil de ville. Aucune pétition n'a été présentée contre cette mesure. Toutes les parties intéressées : la corporation, l'union des abattoirs et les créanciers, donnent leur consentement à ce projet de loi.

L'honorable M. **Beaudry** *conseiller pour l'opposition*.—Je proteste et je profite de cette circonstance favorable pour le faire, contre tout ce qui a été fait en rapport avec cette question des abattoirs à Montréal. Chacun à Montréal connaît les règlements indéfendables du conseil de ville et les conditions onéreuses imposées surtout par la compagnie des abattoirs de l'est. Je maintiens que les bouchers et les commerçants de viande ont toujours été opposés à l'établissement des abattoirs et qu'ils sont défavorables à la loi qu'on demande.

L'honorable M. **Archeambeault**.—Je suis en faveur de ce projet, parce qu'il semble être l'expression du sentiment de tous les citoyens de Montréal et qu'il y a entente entre les bouchers et les compagnies des abattoirs. Il n'y a aucune raison de s'opposer à cette législation.

Le projet est voté.

Ces divers projets sont renvoyés au comité d'intérêt local.

Le projet de loi suivant est voté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local :

Pour modifier la charte de la cité de Hull.

Les deux projets de loi suivants sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés au comité général :

Pour modifier la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Pour modifier l'article 116 du code du notariat.

Le projet de loi pour constituer le synode de l'église d'Angleterre du diocèse de Québec et pour autres fins en rapport avec les revenus temporels de cette église, est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

#### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour autoriser Tancrède Rodolphe Barbeau à vendre un certain immeuble substitué.

Pour constituer la compagnie des mines d'or de Léry.

Pour modifier et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la province de Québec, et la vente des drogues et des poisons.

Pour modifier l'article 573 du code de procédure civile du Bas-Canada.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 30 avril 1885.*

**SOMMAIRE** :—Dépôt de rapports de comités.— Interpellation au sujet de la vente du chemin de fer du Nord et des réclamations de la province : les honorables messieurs Larue, Starnes, Rémillard et Ross.—Transmission de projets de loi.— Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport de comité des ordres permanents.

Ce rapport expose que le comité a examiné quatre pétitions, dont aucune demandant de la législation particulière.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau de la Chambre des rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi suivants :

Pour constituer l'association agricole des cantons de l'Est.

Pour constituer l' " orphelinat de Farnham."

Pour autoriser le recteur de l'église de St. Etienne, dans la paroisse de St. Etienne, et le diocèse de Montréal, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

L'honorable M. Webb dépose sur le bureau du Conseil, des rapports du comité des chemins de fer, sur les projets de loi suivants :

Pour constituer la compagnie du chemin de fer urbain St. Jean.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer St. Jean et Sorel.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour constituer la ville de Lachute.

Pour modifier la loi 42-43 Victoria, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du village de la côte Saint-Antoine.

Pour modifier la loi concernant les magistrats de district dans cette province.

INTERPELLATION.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour LaSalle*.—Le gouvernement a-t-il été informé officiellement de la vente du chemin de fer du Nord, en tout ou en partie, à la compagnie du Pacifique canadien, et aussi des intentions du gouvernement fédéral relativement à la balance des \$12,000 par mille réclamée par cette province pour la construction du chemin de fer depuis St. Martin à Québec ?

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Le gouvernement n'a reçu aucune information officielle au sujet de la vente du chemin de fer du Nord, en tout ou en partie, à la compagnie du Pacifique, et quant à ce qui regarde les réclamations de la province de Québec, le gouvernement n'a pas eu d'autre réponse qu'un accusé de réception.

L'honorable M. **LaRue**.—Je sais parfaitement que les règles de la Chambre ne permettent pas de discussion sur une interpellation. Toutefois, si la Chambre le permet, pour éviter les frais qu'entraînerait la production de documents officiels demandés dans une adresse à Son Excellence le lieutenant gouverneur, je prendrai la liberté d'ajouter qu'à défaut de réponse et de documents officiels je conserve toujours l'espoir, la conviction intime que nos droits seront respectés. Ces droits sont parfaitement établis ; les promesses sont solennelles. Il ne m'est pas permis de suspecter la bonne foi du gouvernement fédéral.

Le fait de la construction du chemin de fer du Nord au prix des plus grands sacrifices par la province de Québec, et le fait qu'il est la continuation du Pacifique, ne me laissent pas l'ombre d'un doute que justice nous sera rendue, quels que soient les retards apportés, mais qui peuvent être justifiés.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Saaberry*.—Je ne me lève pas pour discuter cette grave question ni pour violer les règlements de cette Chambre. Cette question a déjà été discutée longuement. Mais si la Chambre me le permet . . .

*Plusieurs voix*.—Oui ! oui ! continuez.

L'honorable M. **Starnes**.—Si la Chambre me permet, j'ajouterai quelques considérations aux remarques qui viennent d'être faites par l'honorable préopinant. Je ne puis m'empêcher d'exprimer le regret le plus sincère que j'éprouve en voyant que le gouvernement de cette province n'a reçu encore qu'un simple accusé de réception de la part des autorités fédérales. Ce retard me surprend un peu. Mais je dois ajouter que je n'ai pas l'intention de blâmer le gouvernement fédéral ; car je sais, et tout le monde le sait, qu'il traverse aujourd'hui des difficultés d'une gravité exceptionnelle pour ne pas dire alarmante même. J'ai raison de croire que si le gouvernement fédéral a négligé ou oublié de répondre d'une manière plus satisfaisante, c'est aux circonstances critiques que je viens de mentionner, que nous devons attribuer cet oubli.

Je l'ai déjà déclaré en cette Chambre, et je le répète, le mémoire envoyé à Ottawa a été préparé avec soin et intelligence et expose clairement nos justes réclamations. Je ne doute pas que tôt ou tard nous obtiendrons justice. En reconnaissant le chemin de fer du Nord comme une entreprise nationale, et comme un chaînon du Pacifique, le gouvernement fédéral a admis les droits de la province de Québec. Si la province n'eût pas construit cette voie ferrée, le gouvernement fédéral aurait été obligé de le faire ou d'aider la compagnie du Pacifique comme il l'a aidée dans l'ouest. Je ne crains pas de le dire, le gouvernement fédéral aurait alors encouru de bien plus fortes dépenses qu'en remboursant la province de Québec à raison de \$12,000 par mille.

Il y a quelques jours, on a fait allusion à des arrangements conclus entre la compagnie du Pacifique et celle du chemin de fer du Nord. J'avoue que je ne suis pas dans les secrets des dieux ; mais quoique montréalais, je suis convaincu que ces arrangements sont de nature à assurer le terminus d'été à Québec.

\* Les avantages que Québec offre au commerce me font entrevoir un avenir brillant pour cette ville. Avant longtemps le transit de l'ouest se dirigera vers Québec, dont le port peut contenir les plus gros bâtiments. Ces vaisseaux se rendraient sans doute à Montréal, la grande ville commerciale du Canada ; mais ils ne le peuvent à cause du peu de profondeur du fleuve en certains endroits. Aujourd'hui, il n'y a que les

vaisseaux d'un certain tonnage qui peuvent naviguer entre Québec et la métropole commerciale. Si les habitants de Québec montrent de l'énergie et de l'activité, ils retiendront un plus grand nombre de bâtiments dans leur port ; s'ils offrent aux commerçants de grains tous les avantages possibles pour l'expédition des grains, ils attireront vers leur ville une grande partie du commerce de l'ouest. Si le terminus d'été est fixé à Québec, le commerce de Montréal n'en sera nullement affecté, je n'ai aucun doute à ce sujet ; car le commerce est plus que suffisant pour alimenter ces deux villes.

J'exprime de nouveau mon regret de voir que nous ne soyons pas plus avancés au sujet de nos réclamations. Je n'accuse pas le gouvernement de Québec, car il a fait son devoir, et je le félicite du zèle et du courage qu'il a déployés dans cette occasion. Je crois que le gouvernement fédéral finira, après réflexion, par nous rendre justice. Je le dis en toute sincérité, si l'on me prouvait à l'évidence que la province n'a pas droit à ses \$12,000 par mille pour le chemin de fer du Nord, je serais le premier à m'opposer à cette réclamation ; mais le gouvernement fédéral ayant admis lui-même que cette voie était une entreprise nationale c'est notre devoir de demander ce qui nous est dû. Mais encore une fois, il faut tenir compte des difficultés dans lesquelles se trouvent les autorités fédérales. Nous devons prouver notre loyauté envers la couronne en aidant le gouvernement fédéral à apaiser cette malheureuse rébellion qui a éclaté dernièrement dans le Nord-Ouest. Nous devons l'aider dans cette œuvre de pacification ; car ces troubles causent un grand tort à la construction du Pacifique, à l'immigration et à tout le pays.

En terminant, je demande pardon à cette honorable Chambre d'avoir pris la liberté de m'écarter du règlement, et j'exprime l'espoir que le gouvernement de Québec continuera de travailler avec ardeur au succès de sa cause.

L'honorable M. **Rémillard**—*conseiller pour La Durantaye*.—Honorables messieurs, mon honorable ami, représentant la division de Salaberry, nous a parlé il y a un instant de la future prospérité de la ville de Québec, si les citoyens montrent de l'énergie et de l'activité. Je suis d'avis que le gouvernement et les citoyens de Québec ont fait tous les efforts possibles mais qu'ils n'ont pas eu de succès. Pour que cette ville devienne prospère, il faut que le gouvernement fédéral nous rende justice. L'honorable conseiller pour Salaberry n'a pas cru devoir blâmer les autorités fédérales ; mais moi, je trouve qu'elles mettent trop de

lenteur à régler notre réclamation. Nos droits sont incontestables. Il me semble que nous méritons plus qu'un accusé de réception. On ne nous rend pas justice ; on ne s'occupe pas de nous ; on n'écoute pas la province de Québec. Et pourtant on devrait savoir que ces retards dans le règlement de justes réclamations peuvent créer des difficultés qu'il n'est pas toujours facile de surmonter. Le gouvernement de la province de Québec mérite d'être mieux traité par les autorités fédérales.

M. le **Premier ministre**.—Honorables messieurs, j'ai déjà répondu à mon honorable ami, le conseiller pour LaSalle, et à la Chambre, que le gouvernement n'avait reçu aucune information officielle au sujet de certains arrangements concernant la vente du chemin de fer du Nord. J'ai appris par les journaux que les deux compagnies, celle du Pacifique et celle du chemin de fer du Nord, en étaient venues à une entente, mais ces journaux ne nous donnent pas l'arrangement dans tous ses détails. Nous n'avons par conséquent rien de positif. Je ne puis donc pas me prononcer sur les mérites de cet arrangement. Cependant je dirai qu'à première vue, cet arrangement me paraît assez avantageux à la politique que nous suivons, assez avantageux aux vues de Québec et assez avantageux aux intérêts de cette province. J'ajouterai que cet arrangement est de nature à assurer le terminus du Pacifique à Québec. Mais je ne parle que par supposition, puisque nous n'avons rien d'officiel. Une fois que nous aurons tous les documents voulus, nous pourrions mieux juger de la valeur de ce marché.

Je m'empresse d'ajouter que cet arrangement tout avantageux qu'il puisse être pour la ville de Québec, ne doit pas absorber les \$6,000 par mille réclamées par le gouvernement de Québec.

Qu'il comporte tous les avantages qu'on voudra, on ne peut alléguer aucune raison ni faire prévaloir le moindre prétexte pour nous retenir ces \$6,000. Si cet arrangement est bon, à qui doit-on en attribuer le mérite ? N'est-ce pas à la province de Québec qui a doté le pays d'une si belle voie, de ce grand chaînon du Pacifique ? N'est-ce pas la province de Québec seule qui a le droit de réclamer l'honneur, au prix d'énormes sacrifices, d'avoir exécuté cette grande entreprise nationale qui doit bénéficier à tout le pays ?

La province de Québec a droit de dire au gouvernement fédéral : Voici un arrangement satisfaisant pour la ville de Québec, mais auriez-vous pu le faire si la province n'eut pas mis l'épaule à la roue et vidé son trésor pour construire cette voie ferrée. Je dis donc qu'il n'y a pas

l'ombre d'un prétexte à alléguer pour que cet arrangement enlève à la province les \$6,000 que le gouvernement réclame.

J'irai plus loin : Je viens de dire que l'arrangement annoncé ne peut pas engager le gouvernement fédéral à nous retenir les \$6,000 réclamées par la province. Quand bien même on ferait un autre arrangement encore bien plus avantageux ou que le gouvernement fédéral déciderait d'acheter ou de construire une voie, ce dernier ne serait pas justifiable de ne pas donner ce qui nous est dû ; car la province de Québec s'est imposé trop de sacrifices pour renoncer à ses droits. Si l'on employait la balance des douze milles piastres pour d'autres fins que celles voulues par le gouvernement de Québec, on demanderait par cela même de nouveaux sacrifices à la province et l'on voudrait la forcer à faire plus que les autres provinces pour la construction de notre chemin national.

Quant à la question du terminus à Québec, nous en avons posé pour ainsi dire les bases en construisant le chemin de fer du Nord. Qu'on ne vienne donc pas aujourd'hui nous demander de travailler de nouveau à cette œuvre en sacrifiant nos deniers publics.

Le retard apporté au règlement de nos réclamations peut-être justifié par les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouve le gouvernement fédéral, par les difficultés d'une gravité extraordinaire qui viennent de surgir tout à coup. On peut avoir raison de différer, mais quant à vouloir ignorer nos justes demandes ou à les laisser dans l'oubli, ce serait un deni de justice envers cette province.

Les deux projets de loi suivants, sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour conférer certains pouvoirs à la compagnie du chemin de fer Québec Montmorency et Charlevoix.

Pour modifier l'article 116 du code du notariat.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du vendredi, le 1<sup>er</sup> mai 1885.*

SOMMAIRE : Dépôt d'un rapport de comité. — Transmission de projets de loi. — Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau du Conseil un rapport du comité d'intérêt local sur le projet de loi pour modifier la charte de la cité de Sherbrooke.

### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour définir les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu George H. Frothingham, écuier, et pour autres fins en rapport avec ce testament.

Pour constituer l'association du jardin botanique de Montréal.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer l'association agricole des cantons de l'est.

Pour constituer " l'Orphelinat de Farnham. "

Pour autoriser le recteur de l'église de St. Etienne, dans la paroisse de St. Etienne et le diocèse de Montréal, à vendre un lopin de terre sur lequel le presbytère est érigé ainsi que la bâtisse du presbytère et les dépendances.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer urbain St Jean.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de St. Jean et Sorel.

Pour constituer la compagnie du chemin de fer du parc et de l'île de Montréal.

Pour modifier la loi concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Les projets de loi qui suivent sont adoptés en deuxième délibération et renvoyés : les deux premiers au comité d'intérêt local, les deux derniers, au comité général de la Chambre :

Pour constituer la ville de Lachute.

Pour modifier la loi 42-43 Victoria, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du village de la Côte St. Antoine.

Pour modifier et refondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la province de Québec, et la vente des drogues et des poisons.

Pour modifier l'article 573 du code de procédure civile du Bas-Canada.

#### LA COMPAGNIE DES MINES D'OR DE LÉRY.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour constituer la compagnie des mines d'or de Léry.

L'honorable M. **LaRue**—*conseiller pour La Salle*.—Je propose que ce projet soit voté en deuxième délibération.

Honorables messieurs, cette compagnie a été fondée en 1865. Les débuts ont été brillants et promettaient les plus belles espérances. Mais bientôt les succès se changèrent en vicissitudes. La validité de ces lettres-patentes fut plusieurs fois contestée, mais finalement elle fut reconnue et affirmée par un jugement de la cour supérieure. L'ancien capital de cette compagnie était de 10 millions ; elle demande de le réduire à cinq cent mille piastres, et il faudra que ceux des porteurs d'actions du capital ordinaire, qui ne sont pas porteurs d'actions du capital garanti, reçoivent pour chaque cent actions du capital ordinaire par eux possédées une compensation n'excédant pas une action libérée du capital garanti.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Tout en ne voulant pas m'immiscer dans les affaires de cette compagnie et sans m'opposer à l'adoption du projet de loi, je suis surpris de cette grande réduction du capital-actions. Il faudra faire connaître au comité toutes les raisons qui militent en faveur de cette réduction.

L'honorable M. **LaRue**.—Ce capital de 10 millions reposait sur

des espérances. La compagnie possédait une étendue considérable de terrains et pensait réaliser des profits considérables de cette exploitation.

Le projet de loi est voté en deuxième délibération et renvoyé au comité d'intérêt local.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du lundi, le 4 mai 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comités.—Transmission de projets de loi.—  
Délibération sur divers projets de loi.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau de la Chambre, des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour modifier la charte de la cité de Montréal.

Pour constituer la compagnie des mines d'or de Léry.

Pour constituer la compagnie de l'union des abattoirs de Montréal.

Pour modifier la charte de la cité de Hull.

Pour fusionner la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et la compagnie de filature de Ste-Anne, Hochelaga, sous le nom de la compagnie de filature de coton d'Hochelaga.

Pour autoriser la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu Léon Robert.

L'honorable M. Dionne dépose un rapport du comité de la chambre de lecture et de la publication des débats du Conseil législatif.

Québec, 4 mai 1885.

Le comité de la chambre de lecture et de la publication des débats

du Conseil législatif a l'honneur de vous présenter ce qui suit comme son second rapport :

Votre comité recommande que la somme de \$500.00 soit payé à M. Desjardins, pour la publication des débats de cette Chambre pendant la présente session ; M. Desjardins s'engage à livrer au Conseil législatif cinquante copies de son ouvrage.

Votre comité recommande aussi que la somme de \$3.00 par jour soit allouée à M. Rouleau pour ses services, pendant la présente session, comme rapporteur des débats journaliers de cette Chambre dans les journaux de Québec.

E. DIONNE,  
Président.

Ce rapport est adopté.

#### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants sont déposés sur le bureau du Conseil, après avoir été précédemment adoptés par l'Assemblée législative :

Pour étendre certaines dispositions de la loi concernant le cadastre.

Pour modifier l'article 494 du code de procédure civile du Bas-Canada.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier la charte de la ville de Sherbrooke.

Pour modifier la charte de la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi.

Les deux projets de loi suivants sont votés en deuxième délibération et renvoyés : le premier, au comité d'intérêt local, le second au comité général :

Pour constituer l'association du jardin botanique de Montréal ;

Pour modifier la loi concernant les magistrats de district dans cette province.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF

---

*Séance du mardi, le 5 mai 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt de rapports de comité.—Délibération sur divers projets de loi : Observations des honorables messieurs Starnes, Laviolette, Archambeault, Ross, Gérin et Champagne sur le projet de loi concernant la charte de Montréal.—Observations des honorables messieurs Champagne et Ross sur l'administration de la justice à Terrebonne.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau du conseil des rapports du comité d'intérêt local sur les projets de loi suivants :

Concernant la substitution créée par le testament de feu Jean-Baptiste Bruyère.

Pour modifier la loi 42-43, Victoria, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du village de la Côte Saint-Antoine.

Pour modifier la charte de la ville de Lachine et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

Pour constituer la ville de Lachute.

### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier l'article 1323 du code de procédure civile, relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec.

### LA CHARTE DE MONTRÉAL.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi pour modifier la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—J'ai l'honneur de proposer que ce projet soit voté en 3<sup>e</sup> délibération.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Sa'aberry*.—Honorables

messieurs, je ne me lève pas pour m'opposer à l'adoption du projet de loi. Je veux tout simplement faire connaître la position que j'ai prise devant le comité d'intérêt local au sujet d'un amendement que l'on a adopté. Cet amendement permet l'ouverture des saïles de billards et d'autres jeux le dimanche après-midi. Je me suis opposé à cet amendement ; parce que je considère que c'est un danger pour la morale, et j'ai demandé que ces maisons fussent fermées les dimanches pendant tout le jour. Je suis convaincu qu'un grand nombre de citoyens de Montréal partagent mon opinion. Cette loi aura pour effet de fermer des hôtels tenus sur un haut pied, comme le Windsor et le St. Lawrence, et d'ouvrir la porte à une foule d'autres petits hôtels où l'on tient des tables de billard et autres jeux ; c'est aussi un encouragement donné à ce qu'on appelle en anglais *the gambling*. La ville de Montréal désirait qu'aucun hôtel où l'on voit des billards ou autres jeux ne fût ouvert le dimanche. Mais la majorité du comité en a décidé autrement, je dois accepter sa décision et me conformer à son désir, tout en faisant connaître mes vues à ce sujet.

L'honorable M. **Laviolette**—*conseiller pour de Lorimier*.—L'honorable représentant de Salaberry aurait pu se passer de faire de semblables remarques. Il veut jeter du blâme sur la conduite de certains membres du comité. Son but est de faire parler de lui, de faire ce qu'on appelle de la *populacerie*.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Sans discuter la question de savoir si nous suivons une marche régulière en faisant allusion à ce qui s'est passé dans le comité, je suis d'opinion que l'honorable représentant de Salaberry a parfaitement le droit de faire des remarques sur cette mesure, mais je crois aussi qu'il fait du zèle. Voici les faits : A Montréal les hôteliers paient des taxes très élevées, et pour les mettre en état de faire face à ces dépenses, on leur permet de tenir en même temps des tables de billard, des trous-madame et autres jeux. Ces sortes de jeux sont très honnêtes et même hygiéniques. Je suis certain que l'honorable représentant de Salaberry, malgré son âge avancé, aime quelquefois à faire sa partie de billard.

L'honorable M. **Starnes**.—Monsieur le président, je rappelle l'orateur à l'ordre ; il n'a pas le droit de faire allusion à mon âge. (Rires)

L'honorable M. **Archambeault**.—D'après le projet de loi, les jeux de tillard et autres sont défendus le dimanche avant midi, mais permis l'après-midi. Il n'y a pas d'amusement plus attrayant pour les

pensionnaires d'un grand hôtel. Autrement comment voulez-vous qu'ils passent l'après-midi ?

*Plusieurs voix.*—Qu'ils aillent aux vêpres.

L'honorable M. **Archambeault**. — Oui, pour les catholiques, mais les protestants n'ont pas de vêpres, et c'est un peu fort que de les condamner à lire la bible toute une après-midi.

La majorité du comité a donc cru bien faire en permettant l'ouverture des salles de billard le dimanche.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier-ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, je n'ai pas bien saisi toutes les difficultés que présente le cas actuel. Si j'ai bien compris, l'honorable représentant de Salaberry a insinué que cet amendement avait pris naissance au Conseil, contrairement au désir de la corporation de Montréal. Si telle est la question, nous ne devons pas priver la corporation du pouvoir de passer les règlements qu'il lui plaira pour le maintien du bon ordre. Mais si, d'un autre côté, cet amendement a été adopté par l'Assemblée législative conformément aux vues de la corporation de Montréal, je suis disposé à appuyer l'amendement proposé.

L'honorable M. **Gérin**—*conseiller pour Kennébec*.—Vu que je suis l'auteur de l'amendement en question, je crois de mon devoir de donner des explications. Dans le projet de loi tel que soumis au comité, il y avait un article qui défendait complètement l'existence des billards dans les hôtels. On admettra avec moi que c'était un peu sévère. Dans la province de Québec l'opinion publique est en faveur des jeux honnêtes en général. Si les protestants se croient obligés à la plus stricte réclusion les jours de dimanches et de fêtes, il n'en est pas ainsi des catholiques. Après avoir rempli leurs devoirs religieux, les catholiques pensent bien faire en prenant quelques instants de récréations honnêtes et des exercices qui profitent à la santé du corps sans nuire à l'âme.

Nous avons donc décidé de faire disparaître cet article et de le remplacer par un amendement permettant l'ouverture des salles de billard le dimanche après-midi seulement, mais non les salles de jeux de hasard comme l'a insinué l'honorable représentant de Salaberry. Le comité a cru sage de permettre ces jeux le dimanche, et pour ma part, je ne veux pas priver mes compatriotes du plaisir de s'amuser honnêtement.

L'honorable M. **Starnes**.—L'honorable conseiller pour de Lorimier

a cru qu'en faisant des observations sur l'amendement, je voulais faire parler de moi ou faire encore de la *populacerie*. Je puis assurer à l'honorable conseiller que je suis parfaitement sincère et que je n'ai fait qu'exprimer les vues de la grande majorité des citoyens de Montréal. On prétend que cet amendement n'ouvre pas la porte aux jeux de hasard ; mais nous voyons dans le projet que les jeux de billard, de trousse-madame, et autres sont permis. On pourra aussi bien jouer aux cartes. Les jeunes gens, au lieu d'aller à l'église, se rendront dans ces sortes de maisons.

La ville de Montréal avait demandé le pouvoir de fermer le dimanche tous ces établissements. Je le répète, je n'ai fait qu'exprimer les vues de la majorité des citoyens de cette ville, car si c'est mal d'ouvrir ces maisons le dimanche avant-midi, ça doit être mal pareillement de les tenir ouvertes l'après-midi.

Si j'ai pris la parole dans cette circonstance, c'est qu'à Montréal on nous blâme d'avoir adopté cet amendement. M. l'échevin Grenier voulait que ces sortes d'établissements fussent fermés le dimanche ; c'est ce qui me porte à conclure que c'est aussi le désir de la corporation qu'il représentait devant le comité. Je le dis encore une fois, j'ai cru bien agir en m'opposant à cet amendement, et je l'ai fait avec sincérité.

L'honorable M. **Champagne**—*conseiller pour Mille-Isles*.—Honorables messieurs, en ma qualité de promoteur de ce projet de loi en cette Chambre, il me sera permis de donner quelques courtes explications. Il y avait dans le projet un règlement ayant pour effet de faire disparaître les jeux de billard et autres dans toutes les maisons où l'on vend de la boisson. Une députation de Montréal est descendue et a démontré au comité que cette mesure affecterait grandement le commerce de ces sortes d'établissements, et que les propriétaires ayant fait des dépenses considérables pour se mettre sur un haut pied et faire l'acquisition des jeux en question, il en résulterait des dommages sérieux pour ces propriétaires.

J'ai parlé au maire de Montréal et à l'avocat de la corporation, et ils m'ont dit qu'ils ne tenaient pas à cette clause. Au comité, quelques membres voulaient retrancher cette clause ; d'autres désiraient l'amender. M. Grenier lui-même tenait à la clause en question, mais à la fin il a été d'opinion de limiter la défense au dimanche.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer la compagnie des mines d'or de Léry.

Pour constituer la compagnie de l'union des abattoirs de Montréal.

Pour modifier la charte de la cité de Hull.

Pour fusionner la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, et la compagnie de filature Ste-Anne, Hochelaga, sous le nom de la compagnie de filature de coton, d'Hochelaga.

Pour autoriser la vente d'une propriété substituée en vertu d'un acte de donation de feu Léon Robert.

Les projets de loi suivants sont votés en deuxième délibération et renvoyés : les deux premiers au comité d'intérêt local, les deux autres au comité général de la Chambre :

Pour autoriser Tancred Rodolphe Barbeau, à vendre un certain immeuble substitué.

Pour définir les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu George H. Frothingham, écuier et pour autres fins en rapport avec ce testament.

Pour étendre certaines dispositions de la loi concernant le cadastre.

Pour modifier l'article 494 du code de procédure civile du Bas-Canada.

#### PROJET DE LOI CONCERNANT LES MAGISTRATS DE DISTRICT.

L'ordre du jour appelle l'examen, en comité général, des articles du projet de loi pour modifier la loi concernant les magistrats de district dans cette province.

L'examen a lieu en comité général et rapport est fait à la Chambre.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. — Honorables messieurs, avant l'adoption du rapport du comité, je me permettrai de faire quelques observations sur l'administration de la justice dans le district de Terrebonne. Je ne m'oppose pas au projet de loi soumis à cette Chambre. Au contraire, j'en reconnais toute la sagesse et la portée. Mais je profiterai de cette circonstance pour parler d'une question qui intéresse grandement toute la division que je représente.

Il y a quelques années, le gouvernement avait cru sage de nommer

des magistrats de district. Les pouvoirs accordés aux magistrats ont rendu des services signalés dans certains districts, et surtout dans les grands districts. En 1878, le gouvernement a aboli les magistrats de district par mesure d'économie. On a observé, et j'ai constaté que dans le district de Terrebonne, cette politique, au lieu de produire le résultat voulu, a augmenté considérablement les dépenses, surtout pour l'administration de la justice au criminel. Le magistrat de ce district était un homme tout à fait compétent et remplissant sa charge à la satisfaction générale ; il était réellement à la hauteur de sa position. Cette cour empêchait un grand nombre de procès au criminel. Sa juridiction lui permettait d'établir d'autres cours qui faisaient un bien incalculable. A l'époque dont je parle, il y avait des paroisses qui se trouvaient à 30 et même 40 milles du chef-lieu. On peut se figurer aisément les dépenses et les difficultés qu'entraînaient les transports des témoins et des intéressés. Depuis, les difficultés ont encore augmenté ; six ou huit paroisses nouvelles ont surgi sous le souffle puissant de celui qu'on appelle l'apôtre de la colonisation. L'éloignement du chef-lieu est donc encore plus considérable.

Ce n'est pas mon intention de demander au gouvernement la nomination d'un magistrat de district. Mais si la chose se faisait, je dis que cela rendrait un grand service à ce district et diminuerait de beaucoup les frais de la justice criminelle.

J'irai plus loin dans mes remarques. Nous avons aujourd'hui d'autres officiers dont les fonctions sont importantes et indispensables. Je veux parler des shérifs. Mais la charge de shérif devient presque impossible à remplir à cause de leurs faibles honoraires. Il leur est impossible de vivre avec un semblable salaire. Des plaintes ont été formulées à ce sujet, et je constate avec plaisir que le gouvernement s'est occupé de ces plaintes. Je me permettrai de faire une suggestion. Ne pourrait-on pas donner aux shérifs les pouvoirs de magistrats de district, avec les honoraires de magistrats bien entendu. Je suis convaincu que cette combinaison aurait pour effet de favoriser l'administration de la justice dans le district de Terrebonne.

Comme je l'ai dit plus haut, le district de Terrebonne fait des progrès rapides sous le rapport de la colonisation ; et je crois que c'est le seul district où il n'y ait pas de juge résident. D'après la statistique, ce district occupe le quatrième rang sous le rapport des causes contestées. Il aurait donc droit à un juge. Je ne doute pas que le gouvernement de cette province aidera le district de Terrebonne à obtenir du gouver-

nement fédéral la nomination d'un juge. Il y a plusieurs années que j'aurais fait cette demande, mais j'ai différé parce qu'on a mis à l'étude différents projets de loi, dont l'un serait un remède à nos maux. Le changement projeté dans le système judiciaire rencontre mon approbation et procurerait à Terrebonne l'avantage d'avoir un juge résident.

L'honorable M. **ROSS**—*conseiller pour Chaouini, anc, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Je remercie l'honorable conseiller des suggestions pleines d'apropos qu'il vient de faire. Je partage les opinions qu'il a émises au sujet des magistrats stipendiaires. Les frais de justice sont aujourd'hui plus élevés que les salaires que le gouvernement payait à ces magistrats.

Quant à la nomination d'un juge à Terrebonne, je puis assurer à mon honorable ami que lorsqu'on aura parfaitement démontré au gouvernement la nécessité de cette nomination, le gouvernement fera tout en son pouvoir pour que les autorités fédérales se rendent au désir de ce district et que l'honorable conseiller pourra alors compter sur la nomination d'un juge à Terrebonne.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du mercredi, le 6 mai 1885.*

SOMMAIRE:—Dépôt d'une pttion et d'un rapport de comité.—Délibération sur le projet de loi concernant les asiles d'aliénés : Les honorables messieurs Ross, Archambeault, Hearn et Champagne.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRÛÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de dame Caroline H. Lloyd est déposée sur le bureau du Conseil.

DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose sur le bureau du Conseil un

rapport sur le projet de loi pour constituer l'association du jardin botanique de Montréal.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Concernant la substitution créée par le testament de feu Jean-Baptiste Bruyère.

Pour modifier la loi 42-43 Victoria, chapitre 43, et accordant de nouveaux pouvoirs à la corporation du village de la Côte St-Antoine.

Pour modifier la charte de la ville de Lachine, et pour mieux définir et étendre les pouvoirs de la corporation de cette ville.

Pour constituer la ville de Lachute.

Pour modifier la loi concernant les magistrats de district dans cette province.

Le projet de loi pour modifier l'article 1323 du code de procédure civile est voté en deuxième délibération et renvoyé au comité général.

#### LES ASILES D'ALIÉNÉS.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, avant de proposer la deuxième lecture de ce projet de loi, je crois de mon devoir de donner à cette honorable Chambre quelques explications sur la nature et le but de cette mesure. Je ferai connaître en peu de mots l'objet de ce projet de loi. L'objet de cette législation est de mettre sous le contrôle médical le traitement des aliénés de cette province. Le projet de loi ne renferme pas autre chose.

Il a été mentionné, ailleurs que dans cette Chambre, que le gouvernement avait cédé aux criailleries d'un certain individu ou certains individus. Je dois affirmer que tel n'est pas le cas. Le gouvernement a cru de son devoir de proposer certaines réformes dans le traitement médical des malades non pour plaire à M. Tuke et autres personnes qui ont tonné contre les asiles dans la presse et ailleurs ; mais il l'a fait dans l'intérêt des patients et dans l'intérêt public. Voilà les motifs qui ont engagé le gouvernement à faire ces réformes dans le traitement médical seulement. La mesure ne comporte pas autre chose, je le répète.

Jusqu'à présent, les inspecteurs pouvaient donner des ordres aux surintendants des asiles, en particulier, l'asile de Beauport, et ceux-ci devaient les faire exécuter suivant la lettre du contrat même. Le gouvernement ne fait qu'exercer ses pouvoirs en établissant un contrôle médical plus direct. Il n'y a donc pas de changement proprement dit. Nous rendons par cette réforme l'application de la loi plus facile, et pour arriver plus sûrement à ce but, le gouvernement a suggéré l'établissement d'un bureau médical qui portera son attention sur les remèdes et prescriptions, la contrainte, la classification, la ventilation des édifices le régime et la diète, le vêtement et l'exercice. Le gouvernement a cru qu'il était de son devoir de surveiller de plus près cette partie importante du traitement des aliénés ; les patients exigent tous les soins possibles, et le gouvernement désire exercer plus directement sa surveillance à l'égard des patients. Je ne sache pas que le projet de loi ait une autre portée, et le gouvernement n'a pas d'autre but en proposant l'adoption de cette loi.

Quant aux municipalités qui sont obligées de contribuer aux frais d'entretien des aliénés dans les asiles, il existe une clause pour protéger les pauvres contre les vexations et les persécutions de certaines municipalités.

Le gouvernement prétend qu'en exerçant directement le contrôle médical qu'il a droit d'exercer, il agit dans l'intérêt des patients et dans l'intérêt public et qu'il rassurera l'opinion qu'on a surexcitée depuis quelque temps.

Je déclare que le gouvernement n'a pas d'autre but que de rendre justice aux propriétaires eux-mêmes des asiles et qu'il ne veut en aucune manière empiéter sur leurs droits. Le gouvernement n'a pas l'intention de leur porter préjudice. En proposant ces réformes, il est persuadé qu'elles sont une garantie pour les propriétaires et les malades.

Lorsque la Chambre se formera en comité, je proposerai quelques amendements à l'effet de mieux définir l'intention du gouvernement en ce qui regarde la nomination d'un troisième médecin par les propriétaires des asiles, et le traitement médical dont il est parlé à la première et à la troisième section de la troisième clause. Ces amendements ne laisseront aucun doute sur l'intention du gouvernement, et les clauses amendées ne donneront plus prise à une double interprétation.

Je le répète, l'intention du gouvernement est de rendre justice aux propriétaires et de ne leur causer aucun tort. Si le traitement médical entraîne des dépenses non mentionnées dans les contrats avec les asiles,

le gouvernement a introduit une clause permettant aux propriétaires de porter leurs réclamations devant des arbitres ou un tribunal.

Quant à s'imaginer que le gouvernement a voulu s'immiscer dans les immunités religieuses, dans les affaires religieuses de l'asile de la Longue-Pointe, cette prétention est tellement absurde, tellement ridicule que je ne crois pas devoir relever cette accusation ou même d'y répondre. Le gouvernement n'a pas d'autre but que de donner aux patients tous les soins voulus. Le gouvernement n'a pas d'autre intention, et je défie qui que ce soit de trouver autre chose dans le projet de loi soumis à cette Chambre.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—Honorables messieurs, je regrette que cette mesure ait été présentée à une époque aussi avancée de la session et qu'on n'ait pas eu le temps de l'étudier plus longuement. Le gouvernement a un contrat de passé avec les asiles. Ce contrat devrait être mis sur le bureau de cette Chambre afin qu'on puisse le comparer avec la loi actuelle. Je n'ai pas l'intention de faire un discours sur le mérite du projet de loi ; mais je prierai le premier ministre de remettre la deuxième lecture à demain. Les membres de cette Chambre n'ont pas eu le temps suffisant pour prendre connaissance de cette législation. Il me semble qu'il serait juste d'entendre les intéressés. La Chambre devrait prendre connaissance du mémoire adressé par les propriétaires de l'asile de Beauport au premier ministre et des contrats passés avec les asiles. Nous constituons ici un tribunal pour juger les intérêts de la province ; les entrepreneurs ont des intérêts à protéger et dont nous devons tenir compte. J'ai beaucoup de sympathie pour le gouvernement actuel, mais cette sympathie ne doit pas m'empêcher de faire mon devoir. Nous ne sommes pas liés au gouvernement ; si celui-ci va trop loin, nous devons l'arrêter.

J'ai l'espoir que l'honorable premier ministre se rendra à mon désir, et qu'il remettra en conséquence la deuxième lecture de ce projet de loi.

M. le **Premier ministre**.—Je dois dire que demander de remettre la deuxième lecture de ce projet de loi, c'est se montrer un peu exigeant. Cette mesure est connue depuis longtemps de la Chambre et du pays. On a donc pu en connaître la nature et la portée. Je n'ai pas d'objection à ce que la Chambre entende les intéressés, mais pour cela, il faut que l'honorable conseiller donne un avis de proposition dans ce sens,

Je ne vois aucune raison à apporter contre la deuxième lecture du projet de loi. Cette mesure ne renferme aucun principe faux ni rien d'arbitraire. Si l'honorable conseiller désire voir les contrats, il peut les voir d'ici à demain ; il pourra se procurer tous les renseignements désirables, et le gouvernement est prêt à lui fournir toutes les informations voulues.

L'honorable M. **Hearn**.—*conseiller pour Stadacona*.—Honorables messieurs, je concours pleinement dans les remarques de l'honorable représentant de Répentigny. Cette mesure nous est soumise à une époque trop avancée de la session. Je suis heureux d'avoir entendu le premier ministre faire la déclaration que le gouvernement n'a pas été influencé par les criailleries de certains individus. Mais il m'est bien permis de poser à la Chambre la question suivante : Pourquoi demande-t-on des réformes aujourd'hui dans l'administration des asiles d'aliénés ? Est-il arrivé quelque chose pour justifier le gouvernement de faire les changements projetés ? S'il n'y a rien d'extraordinaire, pourquoi se montrer aussi sévère à l'égard des propriétaires des asiles ? Si des faits extraordinaires ont eu lieu, les membres de cette Chambre doivent en être informés avant même de voter cette nouvelle loi. Nous devons connaître le pour et le contre afin de mieux former notre opinion sur les amendements proposés.

Tout Québec se rappelle encore et se rappellera longtemps le nom et les belles qualités de l'ancien propriétaire de l'asile de Beauport, le très regretté docteur Landry. Cet homme jouissait de la plus haute respectabilité et tout le monde a pu admirer la rectitude de son jugement et ses principes si profondément religieux. Les propriétaires actuels ont hérité des excellentes qualités de leur prédécesseur et méritent pleinement la confiance du public. On se demande naturellement pourquoi le gouvernement a cru devoir faire des réformes. Le premier ministre a déclaré, il n'y a qu'un instant, que le gouvernement n'avait pas cédé aux vilenies du Dr Tuke et aux criailleries de certains journalistes. Alors qui pourrait engager le gouvernement à faire des changements ?

Comme je l'ai dit plus haut, les propriétaires sont des hommes parfaitement honorables et méritant la confiance publique. En adoptant cette nouvelle législation, on met en doute leur honorabilité, et cette intervention de la Législature dans les contrats passés avec les propriétaires des asiles doit paraître au moins étonnante. Si l'on fournissait à la Chambre des statistiques démontrant que nos asiles sont inférieurs à ceux des autres provinces, nous serions peut-être excusables de faire des

réformes ; mais les statistiques nous prouvent le contraire et nous montrent à l'évidence que nos asiles sont supérieurs à ceux des autres pays. Le gouvernement lui-même a été parfaitement satisfait de nos asiles et il n'a pas hésité, l'année dernière encore, à renouveler son contrat avec l'asile de Beauport pour une période de plusieurs années. Les rapports des inspecteurs ont toujours été favorables aux asiles. Je ne vois rien qui puisse motiver cette nouvelle législation. À part les crailleries du Dr Tuke, et de quelques journalistes, je sais que les propriétaires des asiles méritent la confiance du public en général.

L'honorable premier ministre devrait, dans tous les cas, remettre la deuxième lecture de son projet de loi à demain, afin de nous permettre de faire une étude plus approfondie et d'obtenir toutes les informations nécessaires pour que nous puissions juger avec connaissance de cause. De son côté si le gouvernement a des informations que nous n'avons pas, il devrait les faire connaître à cette Chambre.

L'honorable M. **Champagne** — *conseiller pour Mille-Isles*. — Si j'ai bien compris l'honorable conseiller qui a parlé avant moi, et je crois avoir compris, il désire remettre la deuxième lecture du projet de loi à demain. Je n'ai pas d'objection à cela ; parce que la mesure est extrêmement importante à cause des changements qu'on propose de faire dans les deux asiles de la province, celui de la Longue-Pointe et celui de Beauport. Si l'on décide de remettre la deuxième lecture, je ferai les remarques que je désire faire un autre jour.

*Plusieurs voix.*—Continuez ! Continuez.

L'honorable M. **Champagne**.—Je dirai en toute franchise que, lorsque j'ai vu ce projet de loi pour la première fois, j'ai éprouvé une certaine surprise. Je l'ai étudié avec soin à cause de sa teneur et des appréciations différentes qu'on en faisait, et j'y ai observé deux choses que je vais traiter.

D'abord, il ne faut pas oublier l'existence des contrats passés avec les propriétaires des asiles. Eh bien ! ce projet de loi intervient-il dans les droits acquis et change-t-il la position des propriétaires ?

En second lieu, je me suis demandé à propos de l'asile de la Longue-Pointe si le gouvernement voulait s'immiscer dans les immunités religieuses ; si l'on voulait mettre en doute les bons soins et les égards des sœurs chargées de la direction de cet asile. Je me disais qu'on devait mieux connaître l'esprit de dévouement et de charité de ces bonnes

sœurs. Si le gouvernement eut proposé de faire une législation dans ce sens, j'avoue que cette action n'aurait pas été justifiable.

J'ai examiné ce projet de loi à ces deux points de vue.

J'ai constaté que le gouvernement a l'intention de contrôler le traitement médical. Personnellement, je ne connais rien contre les asiles. J'ai entendu l'honorable préopinant dire : si le gouvernement connaît quelque chose, qu'il le soumette à cette Chambre et le dise au public. Ce n'est pas la conduite que j'ai tenue jusqu'à présent à l'égard du gouvernement. Lorsque j'ai confiance dans un gouvernement—comme dans celui-ci—je lui donne de la marge ; et lorsque le gouvernement vient nous déclarer que c'est dans l'intérêt public qu'il veut opérer certaines réformes, je ne crois pas devoir lui demander davantage.

J'ai examiné les deux contrats. Dans celui de l'asile de Beauport, daté le 9 avril 1883, je trouve la clause suivante :

“ Que les dits propriétaires seront tenus de se conformer à toutes les recommandations, suggestions et ordonnances qui leur seront faites et données par le ou les médecins visiteurs nommés par le lieutenant gouverneur en conseil, et aussi à tous les ordres qui pourront leur être donnés par le secrétaire ou par le gouvernement de cette province.”

Au point de vue légal—j'exprime ici mon humble opinion—les propriétaires de cet asile, en accomplissant les conditions du contrat, donnaient au gouvernement le pouvoir de nommer des médecins et de faire des règlements touchant le traitement médical. Après avoir consenti à ce contrat, les propriétaires de l'asile confèrent-ils au gouvernement, par le projet actuel, des droits et des pouvoirs qu'il n'avait pas auparavant ? Non, le gouvernement s'était réservé tous ces droits, et il vient nous dire aujourd'hui qu'il va les exercer et s'efforcer de restreindre le nombre des patients internés dans les asiles, nombre qui, suivant la statistique va toujours en augmentant. Je suis convaincu que le gouvernement n'a pas été influencé par le Dr. Tuke ni par certains écrits marqués au coin de la malveillance. Le gouvernement a cru, par ce contrôle médical, diminuer le nombre des infortunés dans les asiles, et voilà pourquoi il propose certains changements dans le traitement médical.

J'ai en mains une copie du contrat passé en 1875 avec les Sœurs de l'asile de la Providence, Longue-Pointe. Voici une clause qui confère certains pouvoirs au gouvernement. Je lis :

“ . . . Les Sœurs devront fournir les soins médicaux, sauf les hono-

raires des médecins qui seront payés par le gouvernement ” et plus loin. “ Les personnes ainsi confiées aux dites Sœurs, seront soumises à la surveillance, inspection et direction des médecins et inspecteurs des prisons que le dit gouvernement pourra nommer à cette fin, et les dites Sœurs s’engagent à donner à ces médecins et inspecteurs toutes les facilités nécessaires pour faire leurs visites et à leur fournir tous les renseignements dont ils pourront avoir besoin. ”

Je suis d’opinion que le gouvernement a le pouvoir de faire cette législation au point de vue des contrats. Mais je m’empresse d’ajouter que si les propriétaires des asiles étaient forcés par cette législation d’encourir des dépenses plus considérables que le veulent les contrats, le gouvernement de la province devrait supporter cette augmentation de frais. Une clause dans le projet actuel pourvoit à cette augmentation de dépenses et autorise les propriétaires à faire valoir leurs justes réclamations.

J’arrive maintenant à la seconde question que je me suis posé en commençant mes remarques. Je regrette d’avoir à faire allusion à ce sujet. Je regrette sincèrement qu’une partie importante et même puissante de la presse ait cru voir dans cette mesure une atteinte contre les immunités religieuses. Ces accusations ont été portées à la légère. On a profité de la circonstance pour dire tout ce qui est possible de dire contre un ministre. On a insinué que ce projet provenait du secrétaire seul et on l’a accablé d’injures. On a voulu faire croire au public que le chef du gouvernement n’était pas responsable et qu’il n’avait pris connaissance de la mesure que lorsqu’elle a été discutée dans la presse et dans la Chambre. Si le premier ministre agissait de la sorte, je déclare qu’il ne mériterait pas ma confiance.

On disait aussi que l’état voulait s’immiscer dans les immunités religieuses de l’asile de la Longue-Pointe. Je suis d’opinion que nous ne devons pas intervenir dans les affaires religieuses ; mais lorsque des religieux ou des religieuses font des contrats, il faut bien qu’ils les exécutent. Avait-on raison de crier si fort contre ceux qui ont préparé cette loi ? La clause du contrat de 1875 que j’ai lue, il y a un moment, ne donne-t-elle pas ce pouvoir au gouvernement ? A-t-on pensé que c’était s’immiscer dans les immunités religieuses, et a-t-on jeté l’injure à la face de l’honorable M. de Boucherville pour avoir fait ce contrat ? Non, et il n’y a pas plus de raison de s’alarmer aujourd’hui. Le principe de nommer des médecins existe dans les contrats.

Avant de terminer, je répète ce que j’ai déjà dit dans une autre

circonstance, il est infiniment regrettable de voir nos hommes publics accusés à tour de rôle de vouloir leur faire faire des choses auxquelles ils n'ont pas même pensé. Ces accusations ont pour conséquences de ruiner la réputation de ces hommes qui sont bien disposés ou de les détourner de la vie publique, et cela au profit de gens qui crient bien fort, mais qui entretiennent des opinions contraires à la grande majorité du peuple de cette province.

Je me permettrai d'attirer l'attention du gouvernement sur la section 41 du projet de loi pourvoyant au paiement des frais des pauvres par les municipalités.

Est-ce que le gouvernement ne trouverait pas qu'il serait préférable de mettre ces frais à la charge de chaque comté, au lieu de chaque municipalité. Voici pourquoi je fais cette observation. Bien souvent il se rencontre des municipalités qui sont trop pauvres pour payer ces frais. Et puis les frais de perception seraient moins élevés ; cette perception pourrait se faire par un officier du gouvernement. C'est une simple suggestion que je fais.

Je termine mes remarques. J'ai pu commettre des erreurs ; mais je dois déclarer que j'ai parlé de bonne foi et que je n'ai voulu dire que la vérité.

M. le **Premier ministre**.—Après le discours de l'honorable représentant de Milles-Isles, qui a traité la question d'une manière si éloquente, si claire et si intelligente, il me reste bien peu de chose à dire sur le sujet ; car mon honorable ami a expliqué le projet de loi bien mieux que je n'aurais pu le faire. J'ajouterai cependant quelques mots sur l'appréciation de certains écrits et sur la part que j'ai prise dans cette mesure.

On a dit quelque part—et si l'on a voulu me faire un compliment on s'est grandement trompé—que je ne connaissais rien de cette mesure avant qu'elle eût été soumise à la Chambre et qu'elle fut discutée dans la presse. Cette prétention est ridicule.

On a voulu jeter du blâme sur quelques-uns de nos hommes publics, et quant à ces injures, je partage l'opinion de mon honorable ami sur les conséquences qu'elles peuvent avoir. Mais quant à la responsabilité de cette mesure, je dois déclarer qu'elle a été soumise à mon su et connu et avec toute mon approbation. J'en prends toute la responsabilité, comme je prends la responsabilité de tous les actes de mes collègues, qu'ils soient bons ou mauvais—je suis convaincu qu'ils sont

tous bons. Nous avons voulu faire, dans le cas actuel, une loi aussi parfaite que possible. Nous avons déjà adopté des amendements pour la rendre plus efficace, et je me propose de faire encore de nouvelles modifications tout en conservant intact le principe du projet de loi.

L'honorable représentant de Mille-Isles a prouvé clairement que nous ne voulons pas affecter les contrats existants. Nous avons, par ces contrats, le pouvoir de demander plus que nous n'exigeons aujourd'hui pour soulager l'infortune et faire disparaître le malaise qui agite l'opinion publique ; nous exerçons ce pouvoir, et voilà tout, en faisant les réformes que nous croyons nécessaires.

Quand bien même les contrats ne nous donneraient pas les droits que nous avons, le gouvernement devrait faire des réformes qui seraient dans l'intérêt des patients et du public en général. Dans ce cas, si ces changements entraînaient des dépenses non prévues par les contrats, nous devrions en justice indemniser les propriétaires. Qu'est-ce qui pourrait en effet empêcher le gouvernement de donner plus de bien être et plus de soulagement aux malades ?

Je veux pour les propriétaires toute la protection désirable ; je ne veux leur causer aucune peine, aucun sacrifice et aucune dépense extraordinaire. Ce projet de loi n'occasionnera pas de nouvelles charges aux propriétaires ; mais dans tous les cas, s'il survient des dépenses non prévues par les contrats, le gouvernement est prêt à indemniser les propriétaires.

Quant aux immunités religieuses, je suis de l'avis de l'honorable représentant de Mille-Isles. On a porté des accusations à tort et à travers. Je ne crains pas de dire que ceux qu'on vilipende ainsi portent autant de respect aux immunités religieuses que les accusateurs eux-mêmes. Sans vouloir faire mon éloge, je déclare en toute sincérité qu'il n'y a pas, dans cette province, un homme qui respecte plus que moi ces immunités, et aussi longtemps que j'aurai voix au chapitre, je puis assurer à cette honorable Chambre et au pays qu'elles seront respectées.

Ce n'est pas la première fois qu'on voit des hommes publics accablés d'injures. Il paraît qu'il n'y a pas de remède à ces maux dont les conséquences peuvent être désastreuses, comme l'a fait remarquer l'honorable préopinant. Mais qu'on m'accuse tant qu'on voudra, je le dis énergiquement, ces accusations ne me feront pas dévier de la ligne de conduite que je me suis tracée. Je ne me laisserai ni décourager, ni intimider. Mes intentions à l'égard des immunités religieuses sont

connues. Je veux qu'elles soient respectées, et elles le seront, je le répète, tant que je serai à la tête du gouvernement.

Quant à la suggestion de mon honorable ami de faire supporter les frais des aliénés par les comtés à la place des municipalités, j'avoue qu'il y a du bon dans cette suggestion. Mais elle présente aussi certaines difficultés, surtout à l'égard des paroisses qui sont éloignées du chef-lieu du comté. Il s'en suivrait une foule de démarches pour faire interner un patient et une augmentation de frais pour les intéressés. Pour ma part, je prendrai la chose en sérieuse considération, et s'il se fait un mouvement dans ce sens, si l'on démontre qu'il est opportun de faire ce changement, le gouvernement n'aura pas d'objection à le mettre à effet.

En terminant, je remercie cordialement l'honorable représentant de Mille-Isles pour le concours puissant qu'il donne au gouvernement dans l'adoption de son projet de loi.

Le projet de loi est alors voté en deuxième délibération.

L'honorable M. Archambeault donne alors avis que, lorsque la Chambre se formera en comité pour prendre ce projet de loi en considération, il proposera que les propriétaires des asiles soient entendus en personne ou par procureur.

Le message suivant de l'Assemblée législative, en date du 5 mai, est déposé sur le bureau du Conseil :

“ Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, demandant à leurs honneurs qu'il soit permis à l'honorable P. B. de LaBruère, président et l'un des membres du Conseil législatif, de venir rendre témoignage devant le comité permanent des comptes publics, en vue d'expliquer les circonstances dans lesquelles il a reçu les deux cents piastres entrées à la page soixante des comptes publics de mille huit cent quatre-vingt-deux, comme payées à L. A. Laforce, et que M. Desjardins porte le dit message au Conseil législatif.”

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du jeudi, le 7 mai 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et de rapports de comités.—Transmission d'un projet de loi.—Délibération sur divers projets de loi et proposition.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUIÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition de J. E. Morisson et autres, à l'encontre du projet de loi relatif à l'association pharmaceutique de la province de Québec, est déposée sur le bureau du Conseil.

### DÉPÔT DE RAPPORTS DE COMITÉS.

L'honorable M. Archambeault dépose des rapports sur les projets de loi suivants :

Pour autoriser Tancred Rodolphe Barbeau à vendre un certain immeuble substitué.

Pour définir les pouvoirs des exécuteurs du testament de feu Georges H. Frothingham, écuyer, et pour autres fins en rapport avec ce testament.

Ces projets de loi sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires.

L'honorable M. Laviolette dépose un rapport du comité des contingents.

Voici le texte de ce rapport :

“ Votre comité recommande que la somme de soixante piastres (\$60.00) soit payée à M. Z. Duhamel, maître de poste, pour ses services au Conseil législatif pendant la présente session.

Votre comité recommande aussi qu'il soit fait droit à la requête de Dame Caroline H. Lloyd, épouse de feu Thomas Lloyd, en son vivant employé de cette honorable Chambre ; et qu'une somme de \$200.00 lui soit payée à titre de pension pour cette année seulement.

L'honorable M. Champagne dépose sur le bureau du Conseil un rapport du comité général des deux Chambres nommé pour examiner

les divers rapports de la commission de la refonte et de la codification des statuts généraux en force en cette province, ainsi que le projet de refonte et de codification.

Voici le texte de ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné une partie de l'ouvrage qui lui était soumis mais ne pourra finir durant la présente session, et en conséquence, vu l'importance de l'œuvre et la nécessité de la mener à bonne fin avec toute la diligence possible, il demande la permission de siéger durant la vacance après la présente session.

Votre comité recommande que le comité soit réduit à neuf membres, dont deux appartenant à cette honorable Chambre et sept à l'honorable Assemblée législative.

Votre comité recommande de plus que l'indemnité a être payée à chacun des membres de ce comité ainsi réduit, pour chaque jour actuellement employé en dehors de la session, soit de vingt piastres, comprenant tous frais de voyage et autres nécessités par leur absence en dehors de leur domicile.

Le tout respectueusement soumis,

L. O. TAILLON,

Président.

LES ASILES D'ALIÉNÉS.

L'honorable M. **Archambeault**—*conseiller pour Repentigny*.—J'ai l'honneur de proposer que les propriétaires des asiles aient la permission de se faire entendre en personne ou par procureur devant cette Chambre quand elle siégera en comité spécial pour examiner le projet de loi relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, je n'ai pas d'objection à ce que les propriétaires des asiles soient entendus en personne ou par leurs procureurs. Mais j'ai certains amendements à proposer, et il me semble qu'il serait à propos d'adopter ces changements avant de permettre aux propriétaires d'exprimer leurs vues ; ils seront alors plus en mesure de se prononcer sur le mérite de cette loi. Voici ce que nous pouvons faire : la Chambre va se former en comité ; elle adoptera ou rejettera les amendements proposés, et ensuite le comité se lèvera et demandera la permission de siéger de nouveau.

Ensuite les propriétaires ou leurs procureurs pourront être entendus par un comité général spécial de toute la Chambre ; nous pourrions les entendre demain à une heure déterminée d'avance.

L'honorable M. **Archambeault**.—Je concours entièrement dans les remarques de l'honorable premier ministre. Tout ce que je veux, c'est que la Chambre entende les propriétaires des asiles. Je demande donc que les parties intéressées soient entendues demain à onze heures devant un comité général spécial de toute la Chambre.

La proposition est adoptée.

#### TRANSMISSION D'UN PROJET DE LOI.

Le projet de loi suivant, précédemment adopté par l'Assemblée législative, est déposé sur le bureau du Conseil :

Pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession quand l'autre double a été détruit par incendie ou autrement.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour constituer l'association du jardin botanique de Montréal.

Pour modifier l'article 494 du code de procédure civile du Bas-Canada.

Pour étendre certaines dispositions de la loi concernant le cadastre.

Sur proposition de l'honorable M. Starnes, le message demandant qu'il soit permis à l'honorable M. de LaBruère, de comparaître devant le comité des comptes publics de l'Assemblée législative, est renvoyé à un comité spécial composé des honorables MM. Webb, Archambeault, Champagne, Larue et Starnes, avec instruction de faire rapport.

A l'avenir, il y aura deux séances par jour, l'une à 3 heures et l'autre à 7.30 heures p. m.

Sur proposition des honorables MM. Ross et Starnes, il est résolu qu'un comité spécial de toute la Chambre siège demain à 11 hrs. a. m., dans cette Chambre, pour entendre les propriétaires d'asiles ou leurs procureurs sur le projet de loi concernant les asiles d'aliénés dans la province de Québec.

La séance est levée.

## CONSEIL LÉGISLATIF.

---

*Séance du vendredi, le 8 mai 1885.*

SOMMAIRE :—Dépôt d'une pétition et d'un rapport de comité.—Transmission d'un projet de loi.—Délibération sur le projet de loi relatif aux asiles d'aliénés : Les honorables MM. Ross et Champagne.—Observations de l'honorable M. Starnes sur un message de l'Assemblée législative au sujet du projet de loi concernant la charte de Montréal.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LABRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

### DÉPÔT D'UNE PÉTITION.

La pétition du cercle national français de Montréal, est déposée sur le bureau de la Chambre.

### DÉPÔT D'UN RAPPORT DE COMITÉ.

L'honorable M. Archambeault dépose un rapport du comité d'intérêt local sur le projet de loi pour autoriser la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de demoiselle Catherine Poitras en faveur des enfants de Ludger Plessis Bélair et autres.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier et réfondre les lois relatives à l'association pharmaceutique de la province de Québec et la vente des drogues et des poisons.

Pour modifier l'article 1323 du code de procédure civile.

### LES ASILES D'ALIÉNÉS.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier-ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics*.—Honorables messieurs, je propose que la Chambre siège en comité pour examiner les articles du projet de loi relatif aux asiles d'aliénés dans la province de Québec.

Lorsque j'ai proposé hier de remettre l'adoption de la 55<sup>e</sup> clause du projet de loi, je voulais m'assurer d'une manière positive si cette loi

donnait toute la garantie et toute la protection possibles aux propriétaires des asiles. Après des informations prises à bonne source, je suis aujourd'hui parfaitement rassuré. Je ne vois plus aucune objection à cette clause.

Le comité général a entendu ce matin les propriétaires des asiles par leurs procureurs. Je dois dire que ces messieurs nous ont fort intéressés et qu'ils ont fait un exposé habile et dit en des termes très courtois et très dignes. Ils ont adressé des paroles agréables au gouvernement et à son chef. Quant à moi personnellement, je puis les assurer que ces bons sentiments sont réciproques. Mais entre la satisfaction qu'ils nous ont procurée et l'admission des théories et des appréciations qu'ils ont exprimées au sujet de la mesure actuelle, il y a distance considérable.

On a prétendu que la loi comporte une violation des droits acquis. Je l'ai déjà déclaré, il n'y a aucune violation de droits ; et je le répète, s'il était nécessaire d'outrepasser les contrats dans l'intérêt public, le gouvernement ne devrait pas hésiter à faire des réformes.

Malheureusement, dans le cas actuel, comme dans beaucoup d'autres, on procède par supposition. On dit, par exemple : si nos médecins ordonnaient de changer le costume des aliénés et des employés ou faisaient des changements analogues, ce serait une ruine pour les propriétaires, ce changement opéré, on pourrait en demander un autre. Nous irions loi de la sorte. En suivant l'ancienne loi, on pourrait, par supposition toujours, faire des améliorations tous les jours, car les inspecteurs ont le pouvoir de demander tel ou tel changement qu'ils jugeront désirable pour les patients. Mais il ne faut pas oublier que le gouvernement se compose d'hommes d'honneur et de bon sens.

On a dit aussi que les amendements proposés avaient été introduits d'une manière subite, sans motif apparent et sans enquête. Je dois déclarer que le gouvernement n'a pas fait ces changements par pur plaisir, mais par devoir. Je ne porte aucune accusation ; je ne veux pas blâmer l'administration des asiles ; mais si le gouvernement a agi ainsi, c'est qu'il était convaincu qu'il agissait dans l'intérêt public et dans l'intérêt des malades, et après informations fournies par des personnes qualifiées.

Le gouvernement a cru que ces améliorations étaient utiles et nécessaires. Il a constaté qu'il pouvait faire des changements au système actuel et obtenir par là des résultats plus satisfaisants.

On a voulu laisser entendre que l'un des contrats avait été donné

parce que les propriétaires étaient des médecins. Tel n'est pas le cas. Car à la mort du Dr Landry, dont la réputation a franchi même les frontières de cette province, nous avons accepté comme son successeur M. Philippe Landry, qui n'est pas un médecin. Ce n'est donc pas une condition *sine qua non*.

Quant au contrôle médical, on donne à entendre qu'on impose aux propriétaires toutes sortes d'obligations et de sacrifices. Ce n'est pas du tout le but de la loi, l'intention du gouvernement. On les soustrait au contraire à une obligation. Autefois les propriétaires payaient les médecins, aujourd'hui c'est le gouvernement. S'il survenait de nouvelles obligations, la loi pourroit au moyen de compenser les propriétaires.

On s'est plaint encore de ce que le gouvernement enlevait aux propriétaires le droit d'avoir un médecin. On a eu tort de se plaindre, car le gouvernement ne leur enlève pas ce droit, mais il ajoute un nouveau médecin et se charge plus directement du contrôle médical. Nous l'avions déjà ce contrôle médical dans la personne des inspecteurs des prisons:

À la place des inspecteurs, nous mettons le bureau médical, et voilà tout. Nous rendons l'application de la loi plus facile. La nouvelle loi n'a d'autre objet que de rendre l'application de l'ancienne loi et des contrats plus facile. Je crois qu'avec le système actuel nous ferons beaucoup de bien sans causer de tort à personne. On ne doit pas s'imaginer après tout, que les aliénés sont faits pour les asiles, ce sont les asiles qui sont faits pour les aliénés. Nous devons suivre les progrès de la science et donner à ces infortunés tous les traitements auxquels ils ont droit. Si l'année prochaine, je voyais d'autres changements à faire dans l'intérêt de ces malheureux, pour soulager le sort des aliénés, je n'hésiterais pas à les proposer, tout en respectant les contrats et les intérêts des propriétaires et en rendant justice à tout le monde.

Quant à l'asile de Saint-Jean-de-Dieu, le contrat passé en premier lieu avec les propriétaires nous donnait les droits que nous voulons exercer aujourd'hui. Il est survenu ensuite un arrêté du conseil que le gouvernement peut révoquer quand il le juge à propos; l'état de choses n'était pas le même, mais le principe n'avait pas changé. Aujourd'hui, on permet aux propriétaires d'avoir un médecin dans le bureau médical, droit qu'ils ne possédaient pas auparavant.

Je ne vois rien dans cette mesure qui puisse causer la moindre difficulté aux propriétaires. Le gouvernement et la Législature ont l'inten-

tion de respecter les droits des propriétaires, de leur rendre justice et de tenir compte des contrats existants.

Je ne crois pas devoir en dire davantage pour faire comprendre l'opportunité, l'utilité et la nécessité de cette loi, qui aura d'excellents résultats même pour les propriétaires.

L'honorable M. *Champagne* *conseiller pour Mille-Isles.* — Avant que ce projet soit adopté par le comité, je désire ajouter quelques explications aux remarques que j'ai déjà faites sur ce sujet. Ce projet de loi touche à des intérêts considérables pour les propriétaires des asiles et pour le public. Nous avons à examiner la portée de cette loi en rapport avec les contrats, et pour faire cet examen, nous devons considérer tous les intérêts en jeu. Il ne faut pas perdre de vue le principe légal. Lorsque deux parties contractent, on ne peut faire de changements au contrat sans le consentement des parties elles-mêmes. Dans ce cas-ci comme dans les autres, il faut considérer la loi et les contrats clause par clause pour voir s'il y a accord jusque dans les moindres détails.

Il nous faut aussi considérer la position des parties contractantes. Le gouvernement représente tous les intérêts de la province ; voilà notre point de départ pour faire la comparaison dont je viens de parler. Je comprends qu'il ne s'agit pas des traitements manuels, car j'ai la conviction que dans ce cas, il n'y aurait pas eu de changements à faire et qu'on n'aurait pas eu raison de les faire. Je ne connais pas très bien l'asile de Beauport, mais je l'ai visité plusieurs fois et j'ai constaté qu'il est en bon état et que l'on donne aux malades tous les soins qu'il est possible de donner. Mais cela ne suffit pas dans l'intérêt de la province et des familles des aliénés ; il faut travailler à diminuer le nombre de ces infortunés en obtenant leur guérison. En prenant le contrôle médical, le gouvernement a pensé qu'il arriverait à ce résultat tant désiré.

Avant la loi actuelle, le gouvernement avait-il les pouvoirs qu'on lui reconnaît maintenant ? Oui, et je l'ai démontré hier en lisant une clause des contrats. Les propriétaires pouvaient choisir un médecin ; la loi actuelle leur donne le même pouvoir, mais le gouvernement veut exercer un contrôle plus immédiat dans l'intérêt du public. Dans la famille, on change bien quelques fois de médecin, pourquoi ne pourrait-on pas faire la même chose dans un asile par suite d'un nouveau traitement médical

Mais ce n'est pas la première fois que des hommes marquants ont parlé du contrôle médical dans les asiles. J'ai en mains un document qui date de 1872 et dans lequel on demandait au gouvernement un

autre médecin visiteur pour l'asile de Beauport. Ce médecin devait être sous le contrôle du gouvernement.

L'opinion publique est donc favorable au contrôle médical par le gouvernement. Le bureau médical rendra de grands services, j'en ai l'espoir, et le gouvernement atteindra son but ; diminuer le nombre des aliénés dans les asiles.

Le projet de loi est définitivement adopté dans les formes réglementaires.

L'Assemblée législative transmet un message par lequel elle expose qu'elle ne peut accepter l'amendement fait par le Conseil, au projet de loi concernant la cité de Montréal parce que cet amendement autoriserait la vente des liqueurs dans les salons de billard dans toute la ville, et causerait des désordres dans la cité, les jours de dimanche, ce qui serait propre à troubler la paix et le bien-être dans la cité de Montréal.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—Honorables messieurs, je crois de mon devoir de faire remarquer que ce message fait erreur en disant que le Conseil avait, par son amendement, permis la vente des boissons enivrantes le dimanche. Le Conseil n'a jamais eu cette intention. Au contraire il l'a défendu.

Le rapport du comité des contingents déposé à la dernière séance, est adopté.

Le projet de loi pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession, quand l'autre double a été détruit par incendie ou autrement, est adopté en deuxième délibération.

M. le président dépose sur le bureau un état des mariages, baptêmes et sépultures du district de Montréal pour 1883.

#### TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment adoptés par l'Assemblée législative, sont déposés sur le bureau du Conseil :

Pour modifier le code de procédure civile en ce qui concerne la cession de biens.

Pour modifier la loi des jurés et jurys.

Relatif aux biens en déshérence et aux biens confisqués au profit de la couronne.

Pour modifier la loi concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile.

Pour modifier les articles 1054 et 68 du code de procédure civile.

Pour modifier la loi établissant un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Pour modifier la loi de licences de Québec de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosives.

La séance est levée.

---

(Séance du soir.)

La séance est ouverte à 7 heures et demie.

L'Assemblée législative transmet un message, dans lequel elle demande au Conseil la permission de retirer la raison donnée pour ne pas accepter l'amendement fait au projet de loi pour modifier la charte de la cité de Montréal. L'Assemblée substitue la raison suivante : parce que cet amendement pourrait occasionner des infractions à la loi des licences.

Les projets de loi suivants sont définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour venir en aide à certaines personnes établies sur les terres de la couronne.

Pour autoriser les protonotaires des cours supérieures à délivrer des copies certifiées des registres de l'état civil en leur possession quand l'autre double a été détruit par incendie ou autrement.

Pour modifier le code de procédure civile en ce qui concerne la cession des biens.

Pour modifier la loi des jurés et jurys.

Relatif aux biens en déshérence et aux biens confisqués au profit de la couronne.

Pour modifier la loi 47 Victoria, chapitre 8, concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile.

Pour modifier l'article 1054 et l'article 68 du code de procédure civile.

Pour modifier la loi créant un fonds de retraite et de secours en faveur des fonctionnaires de l'enseignement primaire.

Pour modifier la loi des licences de Québec de 1878, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosives.

La prochaine séance est fixée à demain à onze heures de l'avant-midi.

La séance est levée.

---

## CONSEIL LEGISLATIF.

---

*Séance du samedi, le 9 mai 1885.*

SOMMAIRE :— Transmission et adoption d'urgence de divers projets de loi.— Observations des honorables messieurs Ross et Starnes sur le projet de loi concernant les officiers en loi de la couronne.—Observations de l'honorable M. Ross sur les travaux de la session.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. BOUCHER DE LA BRUÈRE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. Webb dépose le rapport suivant du comité des comptes contingents :

Votre comité recommande qu'il soit demandé à qui de droit une somme de quatre mille huit cents piastres, afin de mettre le comptable en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre.

Ce rapport est adopté.

Sur proposition de l'honorable Laviolette il est résolu qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son warrant en faveur du comptable de cette Chambre pour la somme de quatre mille huit cents piastres (\$4.800), afin de mettre cet officier en état de payer l'indemnité des membres de cette Chambre pour la présente session.

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI.

Les projets de loi suivants, précédemment votés par l'Assemblée

législative, sont déposés sur le bureau du Conseil, et d'urgence, définitivement adoptés dans les formes réglementaires :

Pour modifier le code civil et le code de procédure civile.

Pour modifier la loi concernant la construction du palais de justice à Québec.

Pour constituer le cercle national français de Montréal.

Pour modifier les lois concernant la tenue de la cour supérieure

Pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1885 et le 30 juin 1886, et pour d'autres fins du service public.

Pour autoriser la résiliation et la mise à néant de la substitution créée par un acte de donation de demoiselle Catherine Poitras en faveur des enfants de Ludger Plessis Bélair et autres.

Pour modifier la loi des licences de 1873, quant à ce qui concerne l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosives.

Pour modifier les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Pour modifier la loi concernant l'indépendance de la Législature et étendre au Conseil législatif les dispositions de la loi 47 Victoria ch. 2.

Pour modifier la loi 47 Victoria chapitre 13, pour valider certains enregistrements et pour modifier certains articles du code civil.

Pour modifier la loi 38 Victoria chapitre 34, pour mieux régulariser les inhumations.

Pour ajouter certaines dispositions à la loi concernant les sociétés, étant le chapitre 65 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Pour modifier la loi 33 Victoria, chapitre 4 et la loi qui l'a modifiée.

Pour modifier certains articles du code municipal.

Pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Pour modifier la loi des clauses générales des corporations de ville.

Concernant les officiers en loi de la couronne.

L'honorable M. **Ross**—*conseiller pour Chaouinigan, premier ministre et commissaire de l'agriculture et des travaux publics.*—Honorables messieurs, je désire dire un mot sur ce dernier projet de loi. Il a pour but

de rétablir la charge de solliciteur général, et cela dans l'intérêt public ; car depuis qu'on a établi la pétition de droit et qu'on a modifié les statuts de mille manières, le besoin d'un solliciteur général s'est fait vivement sentir. Cette charge n'implique pas de nouvelles dépenses, et nous ne créons pas un nouveau ministère, puisque le solliciteur remplira à la fois la position de ministre de chemins de fer et de solliciteur. Il serait très avantageux de faire représenter la couronne en bien des cas, et il en résulterait une grande économie pour le gouvernement. J'ai toujours été en faveur du maintien de la charge de solliciteur général, et lorsqu'on a proposé l'abolition de cette charge, je me suis prononcé contre. Du reste, le procureur général est surchargé de travail, et il trouvera un aide puissant dans la personne du solliciteur.

L'honorable M. **Starnes**—*conseiller pour Salaberry*.—J'appuie cette proposition avec plaisir pour plusieurs raisons, entre autres pour une raison d'économie. J'ai toujours été contre l'abolition de la charge de solliciteur, et j'ai toujours cru que les services de cet officier valaient plus que son salaire. Je répète ce que j'ai dit en 1882 : Le solliciteur général gagne plus que son salaire et sauve à la province plusieurs mille piastres de dépenses.

Le solliciteur pourra se charger de la cour criminelle à Montréal et à Québec, où nous voyons presque toujours deux substituts, dont les dépenses sont assez élevées. Nous ferons de l'économie au moyen du solliciteur.

Une autre raison qui m'engage à appuyer cette mesure, c'est que le procureur général a trop d'ouvrage. Le solliciteur pourra alléger le fardeau qui pèse sur les épaules de cet officier.

Je ne vois aucune raison pour que la Chambre n'adopte pas cette mesure.

M. le **Premier ministre**.—Comme vient de le dire l'honorable préopinant, cette mesure nous donnera le moyen de faire de l'économie en employant le solliciteur à la place des substituts. Je suis d'opinion que le solliciteur gagnera plus que son salaire. Ce n'est pas un nouveau portefeuille que nous établissons, mais quand bien même nous aurions créé un septième ministère, le gouvernement n'aurait pas hésiter à le créer, puisqu'il épargnera de grandes dépenses à la province.

LES TRAVAUX DE LA SESSION.

M. le **Premier ministre**.—Honorables messieurs, avant de proposer l'ajournement jusqu'à 2 heures p. m., et comme nous sommes à la veille de la séparation, je désire offrir à cette honorable Chambre l'expression de ma plus vive satisfaction, pour la manière dont les débats ont été conduits, et aussi de ma reconnaissance pour la courtoisie, la bonne volonté et le désir sincère de travailler au perfectionnement de notre législation dont tous les membres ont fait preuve.

Je ne doute pas que les travaux de cette session produisent d'excellents résultats pour la province. On a pu constater que le gouvernement a rempli fidèlement ses promesses. Le déficit de l'année financière 1883-84 (période que le gouvernement actuel n'a contrôlée que pour une durée de quelques mois seulement) a été diminué de moitié. Après avoir obtenu ce résultat, nous pouvons espérer que l'année 1884-85 verra l'ère des déficits disparaître pour faire place à celle de l'équilibre, même des surplus.

Le pays verra avec satisfaction que la colonisation va recevoir, cette année, un encouragement presque trois fois plus considérable que par le passé. L'agriculture proprement dite n'a pas non plus été oubliée, et j'ai toute confiance que la loi qui a rapport à cette importante industrie produira les résultats les plus favorables.

La loi relative aux asiles d'aliénés permettra d'exercer toute la vigilance désirable sur le traitement médical de ces institutions, et en rendant plus facile le fonctionnement des lois antérieures, sera une garantie pour les patients, pour les propriétaires des asiles et pour tout le public. Elle mettra autant que possible, les uns à l'abri des résultats d'erreurs ou d'errements sous le rapport des traitements médicaux, et les autres à l'abri de la critique.

Le gouvernement devait donner aux malheureux patients de nos asiles une partie de la sollicitude qu'il accorde à toutes les classes de la société. La législation qui vient d'être adoptée doit être considérée comme mesure conservatrice et mesure préventive. Elle aura pour effet de conserver à nos asiles d'aliénés leur réputation et de les préserver de toute décadence pour l'avenir sans nuire aux justes droits des propriétaires.

Je n'ai pas l'intention de passer en revue toute la législation de la session qui va finir ; qu'il me suffise de dire qu'un grand nombre de mesures, tant publiques que privées, vont recevoir aujourd'hui la sanc-

tion du représentant de Sa Majesté, et qu'elles sont de nature à contribuer au progrès et à l'avancement de notre province.

Toutes les mesures proposées par le gouvernement ont, sans exception, rencontré l'approbation de la Législature. Ce fait, que je signale, est pour nous une marque de confiance que nous apprécions hautement et qui ne peut que nous encourager à marcher dans la voie que nous nous sommes tracée.

S'il suffit pour mériter la confiance de la Législature et du peuple de la province, de mettre au service du pays le plus ou moins de talents que la Providence nous a départis ; s'il suffit de tenir fermement à faire respecter nos lois, nos institutions et notre autonomie ; s'il suffit en un mot, de vouloir sincèrement administrer les affaires publiques de manière à développer nos ressources et assurer la grandeur et la prospérité de notre province,—eh bien ! laissant toute modestie de côté, je le dis ici, nous la méritons cette confiance, et nous sommes, mes collègues et moi, fermement décidés à la conserver et à la mériter encore davantage si possible.

La séance est levée.

---

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.



# ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

---

*Séance du jeudi, le 5 mars 1885.*

SOMMAIRE :—Admission des nouveaux députés élus pendant la vacance.—Dépôt, par l'honorable M. Taillon, d'un projet de loi concernant l'administration du serment d'office.—Communications de M. le président.—Résolutions d'usage.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à quatre heures et demie.

M. le président donne communication du jugement de la cour supérieure siégeant en révision dans la cause de l'invalidation de l'élection de l'honorable M. J. A. Mousseau, comme député de Jacques-Cartier.

M. le président donne aussi communication à la Chambre de l'élection des députés dont les noms suivent :

Alfred Lapointe, député de Vaudreuil.

Pierre Evariste LeBlanc, député de Laval.

John Whyte, député de Mégantic.

Messieurs Lapointe et Whyte, ayant préalablement prêté serment, prennent séance.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi concernant l'administration des serments d'office.

Ce projet est, pour la forme, adopté en première délibération.

M. le président donne lecture du discours prononcé par le lieutenant gouverneur à l'ouverture de la session.

La délibération sur l'adresse en réponse au discours d'ouverture, est inscrite à l'ordre du jour de demain.

Les résolutions suivantes sont prises par la Chambre :

Que les procès-verbaux de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. le président ; que M. le président nommera

la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne pourra les imprimer.

Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier doit se retirer pendant les débats qui s'en suivent ; et si deux députés sont élus pour le même collège, ils doivent s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Que s'il appert qu'une personne a été élue député à cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procède avec la plus grande sévérité contre toute personne qui a pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Que l'offre d'argent ou de tout autre avantage à un membre de l'Assemblée législative, dans le but de favoriser l'adoption d'une mesure quelconque qui dépend du parlement de la province de Québec, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, mines et corporations manufacturières. 4. Projets de loi d'intérêt particulier. 5. Lois expirantes et législation. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration et colonisation. 8. Différentes branches d'industrie en cette province—lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autres de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le rapport de M. le conservateur de la bibliothèque de la Législature est déposé sur le bureau de l'Assemblée.

En voici le texte :

*A l'honorable Assemblée législative,*

Le conservateur de la bibliothèque a l'honneur d'exposer ce qui suit :

Pendant la dernière session, votre comité a acquis une collection à peu près complète des journaux et documents parlementaires du Bas-Canada, du Canada Uni et de la province de Québec, collection fort rare aujourd'hui.

Il a complété trois séries de statuts à partir de 1852. Celles qui pré-

cèdent cette époque ne sont pas tout à fait complètes, si j'excepte une série anglaise.

Il a acheté, entre autres ouvrages, le Blackwood's Magazine, l'Encyclopédie Benier, Lodge portraits, le National, etc. Mais, comme la bibliothèque n'est pas encore faite et que l'espace actuellement réservé aux livres est excessivement restreint, il a été décidé que nul achat nouveau, du moins de quelque importance, ne serait fait.

Votre bibliothécaire avait ordre aussi d'attendre les envois de M. Dansereau, afin de n'être pas exposé à acheter deux fois inutilement, les mêmes ouvrages.

Les premiers envois de ce Monsieur viennent d'arriver. Ils se composent surtout des ouvrages suivants : *Notes and Queries*, Banker's Magazine, Quaterly review (incomplet), Dublin review, Cobbett Parliamentary History, Rapin, Hume, Smollett, Hughes, Henry and Andrews history of England, Edinburgh Cyclopædia, National Cyclopædia, Chambers Encyclopædia, Social science Transactions (incomplet) Annual Register, Howell's State trials, Lives of the Lords Chancellors.

Bien peu d'ouvrages, donc, ont été ajoutés à votre bibliothèque depuis la dernière session : quelques publications canadiennes, les journaux et les revues ordinaires, et c'est tout.

Respectueusement soumis,

L. P. LEMAY,  
C. B. L. P.

La séance est levée.

---

## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

---

*Séance du vendredi, le 6 mars 1885.*

**SOMMAIRE :** Dépôt, par M. le président, des rapports annuels de diverses institutions, et un état des dépenses de l'Assemblée législative — Délibération sur le projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture : MM. Nantel, Sawyer, Joly, Taillon, Stephens et Blanchet. — Adoption de l'adresse. Nomination d'une commission pour préparer la liste des membres des comités permanents pour la durée de la session.

PRÉSIDENT DE L'HONORABLE M. J. WURTELE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le président dépose sur le bureau de la Chambre le tableau général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de Montréal, de diverses institutions et un état des sommes reçues et déboursées par l'Assemblée législative pendant l'exercice 1884, ainsi qu'un tableau comparatif des dépenses de l'Assemblée législative depuis la confédération au 30 juin 1884.

L'ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS D'OUVERTURE.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, je désire, avant que la Chambre procède, poser une question au gouvernement. Je ne sais jusqu'à quel point c'est vrai, mais la rumeur dit que c'est l'intention du gouvernement d'ajourner la Chambre immédiatement après le vote de l'adresse. J'ignore jusqu'à quel degré la rumeur a raison, dans tous les cas je ne me porte pas garant de son authenticité. Mais il est bon, je crois, que le gouvernement tranquillise les esprits par une dénégation formelle, et je serais heureux de voir l'honorable procureur général répondre à ma question.

L'honorable M. **Taillon**.—*Député de Montréal-est, procureur général*.—Ma foi, M. le président, ce canard est plus canard que tous ceux qui sont nés jusqu'ici dans l'imagination de nos adversaires. L'honorable député peut se rassurer, la session va avoir son cours comme d'habitude.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—M. le président, hier s'ouvrait avec une pompe inaccoutumée la quatrième session du cinquième parle-

ment de la province de Québec. Les représentants de la nation, les plus hauts dignitaires de l'Eglise, la magistrature, les notabilités professionnelles et commerciales, les classes ouvrières et les membres de la presse, de ce corps influent que l'on appelle la quatrième puissance de l'état, l'élite de cette société québécoise qui fait les charmes de notre jeune pays et serait l'ornement des plus fières cités du vieux monde, tous se pressaient dans cette enceinte pour être témoins de cette démonstration imposante.

On voulait témoigner par là l'importance que l'on attache aux délibérations de cette Législature qui tient dans sa main l'avenir d'un peuple peu nombreux encore, mais courageux et plein de vigueur, possédant chez lui, par un heureux alliage, des plus belles qualités des races latine et saxonne, tous les éléments nécessaires à l'existence et à la grandeur d'une nation.

On venait aussi admirer les salles splendides de ce nouveau Palais législatif, dont la construction démontre tout à la fois le sens pratique de nos gouvernants, l'habileté et l'énergie du constructeur, le goût pur et sévère de l'architecte qui en a conçu le plan et surveillé l'exécution. Nous avons raison, M. le président, d'être fiers de cet édifice public, car il est solide—l'audacieux coup de main de l'automne dernier nous le prouve suffisamment,—il est élégant, confortable, et lorsqu'il sera terminé, nous pourrons le citer comme le plus beau monument de la province, puisqu'il sera par ses larges et profondes assises, par sa symétrie simple et si bien proportionnée, par cette tour majestueuse qui s'élèvera au-dessus des plus hauts sommets du promontoire de Québec, et regardera se dérouler, à perte de vue, l'immense vallée du Saint-Laurent ; par les armes de l'Angleterre et du Canada qui dominent partout, par les inscriptions qui en ornent le frontispice, par les noms et les statues de nos hommes les plus marquants depuis la fondation de la colonie, il sera, dis-je, l'expression éloquente de la force, du bien-être, de la fierté nationale du peuple que nous représentons, aussi bien que des glorieuses traditions de notre passé religieux, militaire et politique.

Mais la nombreuse et brillante assistance d'hier venait en outre saluer la présence du nouveau dignitaire qui préside maintenant aux actes et aux délibérations de l'exécutif de cette province ; elle tenait à lui prouver l'estime et la considération dont il jouit, dans la haute position qu'il occupe à la tête de notre société.

Après avoir rempli depuis l'inauguration de la confédération, avec autant de désintéressement et de distinction pour lui-même que de

profit et d'honneur pour ses compatriotes, les différents postes auxquels peut atteindre un sujet canadien, Son Honneur le lieutenant gouverneur a été acclamé avec bonheur et satisfaction, comme le premier dignitaire de cette province. On savait que sa présence à la tête de notre pays, jetterait sur nous un éclat et un prestige peu ordinaires ; on savait qu'il continuerait avec la gracieuse compagne de son existence, les belles traditions de large et joyeuse hospitalité de Spencer Wood, et on prévoyait, avec certitude, que son esprit de modération et de justice, inspirerait comme par le passé, les actes de sa conduite officielle et lui ferait exercer avec cette prudence délicate et éclairée, avec ce tact constitutionnel que l'on a appelé le génie d'un chef de l'exécutif, le triple droit d'être appelé à fournir des avis, à donner des conseils, à offrir des avertissements aux ministres de la couronne, toujours avec l'impartialité qui plane au-dessus des partis politiques et qui fait juger sans passion comme sans préférences personnelles.

Son Honneur nous souhaite cordialement la bienvenue au siège du gouvernement ; nous pouvons l'assurer de notre part que nous sommes fiers de lui voir échue la tâche de représenter notre province, auprès des différents pouvoirs de l'union canadienne ; que nous sommes heureux de le voir chargé de perpétuer la succession de ces personnages distingués que la Providence appelle à nous seconder dans les efforts que nous faisons pour le progrès et le développement de notre pays.

Je suis donc certain, M. le président, de me faire l'écho de cette honorable Chambre, en souhaitant, à notre tour, au nouveau représentant de Sa Majesté parmi nous, le succès qui ne manquera pas de signaler sa carrière administrative et de faire briller d'un nouvel éclat, les qualités du cœur et de l'esprit qui l'ont porté déjà aux plus hauts honneurs dans son pays, et l'ont signalé à la confiance comme à la gratitude de ses compatriotes.

Le discours du trône que j'ai à repasser est l'un des plus importants que nous ayons eus depuis de longues années. Il nous fait voir l'état de nos affaires sous un jour tout à fait rassurant et je puis dire qu'il nous annonce l'auréole d'une ère de travail sérieux et efficace, de prospérité réelle et de confiance en l'avenir qui détruit entièrement les pronostics de malheur qu'une presse malveillante pour la province de Québec et avide de nouvelles malfaisantes, s'était plu à signaler avant l'ouverture de cette session.

D'abord le pays apprendra avec infiniment de satisfaction que le

travail de la commission chargée de codifier nos statuts sera bientôt tout à fait terminé et qu'il sera, dès cette session soumis à l'examen de la Législature. Ce travail a été conduit avec soin et diligence, et fait honneur au jurisconsulte distingué qui a déjà tant de titres à la considération et à la reconnaissance de ses compatriotes pour tout ce qu'il fait encore pour son pays, à un âge, où la plupart des hommes goûtent depuis longtemps le repos que doit assurer une longue et laborieuse carrière. Il fait honneur aussi aux secrétaires conjoints de la commission, MM. Martin et Oliver qui ont mis tous leurs efforts à profiter des lumières et des connaissances légales du directeur de la codification. Cette refonte de nos lois s'étend de 1867 à 1884. Elle comprend sept rapports, un tableau de nos lois actuellement en force—tableau, malheureusement, presque entièrement détruit par l'incendie—et quatre volumes considérables, dont le dernier est prêt à recevoir l'impression. On y travaille depuis trois ans environ, seulement, car il ne faut pas oublier que la première commission nommée par le gouvernement de Boucherville fut dissoute par le gouvernement Joly, au lieu d'être reconstituée d'une manière moins dispendieuse et après nous avoir coûté tout prêt de \$10,000 que la province a perdues sans bénéfice aucun.

La codification actuelle nous coûte \$29,481. Celle d'Ontario terminée en 1877, c'est-à-dire comprenant huit années de législation de moins que la nôtre et étant uniquement en langue anglaise, a coûté à cette province la somme de \$76,900, preuve nouvelle que cette chétive province de Québec, cette *french administration* que l'on plaint tant en certain quartier, preuve nouvelle, dis-je, que ce parti conservateur si impuissant, si malhabile, si pauvre administrateur vaut bien quelque chose même quand on le compare à la province supérieure et aux hommes remarquables—presque les seuls remarquables du pays—qu'admirent tant nos amis de l'autre côté et qu'ils ne cessent de nous citer comme modèles à imiter.

Notre codification est un travail superbe et complet par lui-même. Lorsqu'il sera tout à fait terminé et qu'après avoir subi l'examen du comité nommé par cette Législature, il aura obtenu force de loi dans la province, il nous exemptera pour longtemps la tâche délicate, ardue et généralement pleine de dangers, d'introduire chaque année, soit une nouvelle législation, soit des amendements, des modifications qui rendent nos lois aussi incompréhensibles et incohérentes pour le travail de l'interprétation que dangereuses et quelquefois ruineuse pour les citoyens.

Espérons donc que ce travail sera étudié avec un soin scrupuleux par

la Législature et que nous en tirerons tout le bénéfice possible pour le pays ; espérons qu'une fois terminé il restera, durant de longues années, la loi autant que possible inaltérable de notre belle province. Espérons aussi que cette codification mettra fin à cette manie funeste de légiférer si à la légère sur les matières les plus graves et de courir sans cesse à la recherche de réformes légales dont on ignore la portée, et que l'expérience ne saurait approuver, puisque généralement, elles sont inspirées par des cas particuliers et justifiées uniquement par des besoins passagers et souvent imaginaires.

Cette refonte nous présente toute notre législation, telle qu'elle existe aujourd'hui, mais je suppose bien que la Législature, avant de lui donner force de loi, pourra en profiter pour amender ou rappeler tout à fait certaines lois qu'on a acceptées avec trop de précipitation, et que ne requière nullement la position où se trouve placé notre pays. De ce nombre je signalerai les lois sur l'administration et la vente des terres de la couronne.

Je ne cesserai de répéter combien notre législation sur cette matière vitale offre de sujets de plaintes à ceux qui s'occupent de colonisation.

On l'a présentée comme devant favoriser le colon, tandis que c'est le contraire qui devait arriver ; c'est le colon de bonne foi qu'on empêche de s'établir librement sur les terres de la couronne et là où il lui plaît de fixer la demeure de sa famille aussi bien que le lieu de ses pénibles travaux, et le théâtre où se déploie cet héroïque courage qu'on ne rencontre peut-être qu'au sein de cette fière population de défricheurs canadiens ; c'est le colon que l'on ne cesse d'ennuyer au moyen de différentes tracasseries plus ou moins déraisonnables et c'est le colon qu'on ruinerait et qu'on chasserait par des restrictions intolérables, si l'on voulait tenir strictement à l'observance de nos lois telles qu'elles existent aujourd'hui. Je sais très bien qu'on ne pousse pas les choses aussi loin que cela, et que certaines clauses de ces lois sont lettres mortes, mais à quoi bon alors les laisser dans nos statuts et pourquoi ne pas revenir carrément à la sage législation de l'illustre M. Morin qui était, lui, un grand patriote et se fit le père de la colonisation dans la partie Est de la vallée de l'Ottawa, en ouvrant lui-même les paroisses de St. Laurent et de Ste. Adèle, dans le comté de Terrebonne, qu'il représentait alors avec tant d'éclat à la législature du Canada-uni.

Lui avait l'expérience personnelle absolument nécessaire pour comprendre ce qu'il y a de mieux à faire pour protéger, sans injustice pour

personne, les intérêts si compliqués et si divers du gouvernement, des colons et des marchands de bois.

Nous devons espérer aussi que l'on songera sérieusement à profiter de cette refonte pour changer le système de la vente des terres de la couronne. Ce système rapporte peu de profits et ne paie même pas les frais d'exploration et d'arpentage de nos terres publiques. En ouvrant de grands chemins publics, en aidant davantage même s'il le faut, à la construction de lignes ferrées dans l'intérieur des vallées du lac St. Jean, du St. Maurice, de l'Ottawa et dans certains cantons du sud, je pense qu'on pourrait augmenter le prix des terres et peut-être même en se rapprochant un peu du mode de concession suivi dans les seigneuries, constituer des rentes à l'Etat qui s'assurerait ainsi un revenu inaliénable, capable de décupler notre crédit tout en nous épargnant des dépenses considérables d'arpentage et de surveillance.

Mais il est une autre catégorie de lois qu'il faudrait aujourd'hui amender radicalement, si on veut conserver à notre Législature ce degré de prestige et d'efficacité qu'elle a besoin de conserver intégralement si elle veut jouer un rôle sérieux parmi les provinces du Canada. Je veux parler des lois concernant la tenue des élections provinciales et la décision des demandes en invalidation.

Les lois actuelles ont été dans la pratique, appliquées avec un tel rigorisme, une telle sauvagerie, je dirai, qu'elles ont tourné au détriment de la plus simple justice et au renversement des notions les plus élémentaires du droit commun, de la loi naturelle. Elles ont encouragé les contestations d'élection, non dans le but de vergier la morale publique et la liberté électorale, mais simplement de persécuter des adversaires et de se procurer à soi-même des avantages pécuniaires ou personnels. Elles ont engendré aussi un autre abus intolérable, celui de punir non les coupables mais des personnes n'ayant commis aucune offense personnelle contre la loi, quelque fois, au détriment de leur fortune et à la ruine de leur famille.

Et quelles ont été les conséquences finales de pareils abus? Des élections toujours à recommencer, l'incertitude de la représentation, la démoralisation complète de certaines divisions électorales et le dégoût pour notre politique provinciale d'un grand nombre d'hommes distingués qui auraient rendu d'immenses services au pays, mais qui ont préféré se retirer des affaires publiques ou se réfugier à Ottawa où ils trouvent plus d'avenir et moins de tracasseries.

Le principe à consacrer dans notre législation devrait être celui-ci, il

me semble : punir avec la plus grande sévérité chacun pour ses propres fautes et ne pas déranger le député qui obtient honnêtement la majorité incontestable des suffrages de ses électeurs.

Cette Chambre sera heureuse, sans doute, d'adopter une loi sur la manière de disposer des biens échus par déshérence ou confiscation, car c'est là une nouvelle affirmation des droits provinciaux contre les tentatives d'empiétement du pouvoir fédéral. Cette loi sera, sans doute, assimilée à la loi d'Ontario. Il est assez curieux, à propos de cette question, que dès 1874, l'honorable M. Fournier, alors ministre de la justice du Canada, faisait désavouer un acte de la Législature haut-canadienne attribuant à cette province les droits et propriétés vacants par déshérence ou confiscation. C'était la première atteinte et la plus grave portée contre les provinces ; jusque dans son rapport, cet honorable ministre refusait de reconnaître que les législatures puissent jouir de l'usage des prérogatives royales et niait même le droit à notre lieutenant-gouverneur de sanctionner nos lois au nom de Sa Majesté. Il était difficile d'aller plus loin dans le sens de la centralisation. Ontario et Québec, heureusement, ont résisté à ces tendances, et Dieu merci, les décisions souveraines n'ont pas manqué pour affirmer notre juridiction indépendante, absolument indépendante du pouvoir fédéral.

Le projet de loi sur les asiles d'aliénés sera attendu avec impatience par le public qui sait que l'honorable secrétaire provincial a étudié cette grave question avec tout le soin possible, et que le gouvernement saura protéger, comme il s'y est engagé, le sort de ces pauvres infortunés, tout en sauvegardant les légitimes intérêts des propriétaires de ces maisons.

On s'occupera de nouveau de l'amélioration et du développement de l'agriculture dans notre province par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

Tout cela nous démontre que le gouvernement est désireux de travailler au bonheur de notre peuple et à lui assurer le véritable bien être qu'il trouvera avec certitude dans la culture intelligente de notre fertile contrée.

Dans les changements que l'on apportera à notre législation sur ce point, qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir que l'on s'occupera des moyens à atteindre, à favoriser surtout la classe pauvre et non instruite de nos cultivateurs. Nos concours des fermes les mieux tenues, nos expositions de comté, ne favorisent guère aujourd'hui que ceux qui sont déjà assez avancés dans la science agricole et ont l'impulsion nécessaire

pour comprendre toute l'importance de la culture raisonnée et de l'élevage des bonnes races d'animaux. Comment atteindre la classe si nombreuse de ceux qui ne sont pas encore arrivés à ce degré relatif de progrès et d'avancement ? C'est là la grande difficulté et dans tous les cas, le grand obstacle à vaincre pour arriver à une véritable réforme agricole. On suggère l'établissement des cercles agricoles, on parle aussi de médailles ou autres distinctions modestes et peu coûteuses que l'on conviterait avec beaucoup d'ardeur et qu'on serait fier de porter dans sa paroisse, dans sa famille et de transmettre à ses enfants. De la paroisse, ce mode d'encouragement gagnerait le comté, puis le district, puis toute la province et s'appliquerait aussi bien aux producteurs les plus avancés comme aux agriculteurs les plus modestes.

La condition des classes ouvrières est déjà assez pénible par elle-même, par le peu de jouissance qu'elle procure à l'individu, à la famille, par les rudes travaux qu'elle impose, la contrainte du travail et la parcimonie de l'air qu'on lui mesure, pour qu'elle soit l'objet des attentions de notre gouvernement. Toutefois, j'espère que, dans cette matière, le gouvernement n'a pas autre chose en vue que d'établir certain règlement de police et de prévention, certaines précautions préventives, se rapportant plus à la prudence à déployer par les propriétaires de fabrique, qu'à leur responsabilité envers leurs employés, laquelle est déjà toute réglée par les prévisions de notre code civil.

Mais la question la plus importante se rapporte sans doute à nos finances. Nos amis de l'opposition apprendront avec un plaisir indicible que le déficit qu'ils ont trouvé dans leur fertile imagination n'est pas aussi considérable qu'ils le croient et qu'avant longtemps nos finances seront tout à fait dans un équilibre rassurant. Si l'on tient compte des sommes énormes que l'on dépense pour les charités, pour des institutions d'un caractère local, pour l'administration de la justice, pour la colonisation, pour les travaux publics, la construction de nos splendides édifices publics ; si l'on tient compte du fait que nous payons moins de taxes municipales que dans la province d'Ontario ou les corporations municipales sont obérées, si l'on tient compte que la province possède un réseau de chemins de fer dont n'importe quel pays pourrait se glorifier avec raison, l'on conviendra que le parti conservateur a fait de grandes choses par le passé et qu'il couronnera dignement ses intelligents efforts en rétablissant l'ère de nos surplus qu'il a introduite déjà chez nous, avant que nous ayons eu à faire face aux dépenses énormes que nous a coûté notre chemin de fer provincial.

Cette heureuse nouvelle que nos finances seront bientôt tout à fait équilibrées, va sans doute surprendre nos amis de l'opposition et les affliger, car ils comptaient seulement sur nos embarras financiers pour se placer à la tête de nos affaires, mais comme c'est le parti de la vertu épurée, ce sera une nouvelle occasion de montrer le calme et la résignation qui conviennent si bien au fier stoïcisme de la démocratie.

La décision que le gouvernement a prise d'augmenter les octrois de colonisation sera accueillie avec bonheur non-seulement par cette Chambre mais par le pays tout entier, car l'œuvre de la colonisation est une œuvre éminemment nationale qui préoccupe nos hommes les plus distingués et les plus patriotiques. C'est une œuvre qui a l'appui de tous les cœurs généreux, de tous les esprits éclairés et assurément je ne saurais trop féliciter le gouvernement de la sage détermination à laquelle il en est arrivé. Qu'il soit assuré que tout le pays va lui prêter main forte, car tout le pays comprend que c'est par l'établissement de nos terres nouvelles que l'on pourra réussir à enrayer la funeste émigration qui décime nos campagnes, et est aujourd'hui la seule cause de faiblesse qui puisse nous alarmer sérieusement sur l'avenir de la province de Québec. Tout le pays comprend aussi qu'il est devenu nécessaire de peupler nos vastes et fertiles vallées du sud et du nord où plus d'un million d'habitants peuvent trouver à s'établir très au large. Tout le pays secondera les efforts du gouvernement actuel qui voit si bien que le moment est arrivé de frapper un grand coup et de donner une impulsion plus qu'ordinaire à ce mouvement national. C'est justement alors que l'industrie souffre et que la population ouvrière est à même de comprendre que la véritable sécurité, que le véritable bien-être, que la plus solide garantie de prospérité et de bonheur résident non dans l'enceinte limitée des villes, mais à la campagne et dans la culture améliorée de notre fertile contrée.

J'irai plus loin et je dirai que le pays serait prêt aujourd'hui à s'imposer des sacrifices pécuniaires s'il le fallait pour seconder le gouvernement dans sa patriotique détermination. On ne saurait pas, dans une affaire de cette importance, alléguer la pauvreté de notre trésor. Il faut peupler notre pays, il faut arrêter notre peuple qui émigre et à quoi servirait une caisse qui regorgerait de surplus, si nous ne pouvons garder notre population et lui fournir des moyens de vivre honorablement.

Il faut des chemins, il faut des arpentages, il faut que tout citoyen désireux de s'établir sur nos terres nouvelles puisse le faire facilement et avec avantage, autrement il nous laisse pour aller enrichir nos voisins

ou traîner une vie pénible et souvent malheureuse au sein des grandes cités. Pour quoi donc le gouvernement reculerait-il devant une politique énergique de colonisation ? Pourquoi même ne songerait-il pas à contracter un emprunt spécial et d'un montant suffisant pour satisfaire largement à toutes les exigences ? Croit-on que le pays lui retirerait sa confiance pour cela ? Oh, non, au contraire, ce que le pays craint ce n'est pas de s'endetter, ce n'est pas de payer une généreuse contribution au trésor public, mais c'est l'emploi douteux, ou extravagant de ses deniers. Or croit-on qu'il refuserait de s'imposer même une légère taxe pour se développer par tout l'immense et fertile territoire qui reste encore à peupler, pour fonder des centaines de paroisses qui augmentent la force et l'influence de notre province et la mettront en état de jouer le rôle que notre ancienneté, nos institutions et nos lois admirables, le travail, la force, la vigueur et la moralité de notre peuple, son attachement à ses traditions et sa loyauté à la couronne britannique, lui réservent au sein de l'Union canadienne.

Présidant aux destinées du grand parti conservateur qui a fondé la confédération, dans le double but d'assurer au Canada un pouvoir central fort et capable de se faire respecter au dehors, et des gouvernements provinciaux, qui fussent en état de protéger les divers intérêts locaux si différents des provinces dont se compose le Canada, le gouvernement actuel devait sauvegarder l'autonomie de notre province et l'intégrité de notre législation, s'il voulait se conformer aux traditions politiques et aux principes de ses prédécesseurs. C'est ce qu'il a fait en défendant avec vigueur nos actes des licences. Le succès a couronné ses efforts ; le pays tout entier l'en félicite et l'en remercie.

La question si longtemps agitée de tenir une enquête sur les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente de notre chemin de fer provincial, est entrée dans une voie heureuse de solution. Je ne dirai sur ce point qu'un seul mot : c'est que le gouvernement mérite l'approbation générale pour le choix de la commission, dont l'impartialité et l'esprit de justice guideront sans doute toutes les démarches et assureront, à la province, un travail aussi peu dispendieux que soigné et consciencieux.

Il est heureux que la commission ne se compose que d'un commissaire et d'un secrétaire. Espérons que les dépenses ne seront pas au-dessus du résultat à obtenir tant pour le crédit administratif de cette province que pour la réputation de compétence et d'habileté de nos hommes d'état, car c'est sur ces deux points surtout que je com-

prends que se fera l'enquête, puisqu'il s'agit de bien connaître toutes les diverses responsabilités qui incombent aux différents gouvernements qui se sont succédés à la tête de la province, depuis le mois de décembre 1875.

Il est à espérer aussi que la Chambre et le public seront saisis des résultats obtenus et mis à même de fournir les renseignements nécessaires pour arriver à toute la vérité sur les graves événements qui se sont passés depuis cette époque, et qu'il faut bien préciser pour mettre l'histoire à même de juger de la valeur des hommes politiques qui se disputent encore aujourd'hui la confiance du pays.

Durant la session de 1883, le gouvernement Mousseau et vous-même, M. le président, mettiez avec de justes instances, devant le gouvernement fédéral, notre réclamation concernant la construction de notre chemin de fer, comme étant l'extension du Pacifique à travers une des plus vieilles provinces du Canada. Si le succès ne répondit pas de suite à vos démarches, la province vous a été cependant reconnaissante de vos courageux efforts qui, poursuivis énergiquement par le gouvernement actuel, appuyés par le patriotisme à toute épreuve des amis de notre province à Ottawa, ont été couronnés de succès en principe, l'année dernière, par le gouvernement fédéral.

Le ministère actuel entend obtenir la reconnaissance entière et absolue de sa juste réclamation. Tout le pays réclame avec lui cette justice du gouvernement fédéral.

Nous avons bâti, à nos dépens et en nous exposant aux plus graves dangers pécuniaires, en exposant même le sort de notre province, un chemin de fer qui a été le premier chaînon du grand chemin canadien, nous l'avons bâti autant pour le Canada tout entier que pour nous-mêmes et il est juste que tout le Canada contribue à en payer la construction comme nous payons notre large quote-part, la plus forte de toutes les provinces, comme nous payons dis-je, pour le chemin qui traverse Ontario, Manitoba, les territoires de l'Ouest et la Colombie. C'est la question, il n'y en a pas d'autres ; on aurait tort de la déplacer.

Le ministère actuel fait son devoir et il serait pénible de constater que ceux qui l'ont si vaillamment secondé l'année dernière resteraient cette année dans le repos et l'inaction, et, reculant devant les dénégations de la malveillance, refuseraient le concours de leurs efforts, à la province qui est au fond la forteresse de la politique. Il nous res-

tera après avoir obtenu cette juste demande, à réclamer avec les autres provinces le réajustement du subside fédéral en le proportionnant à l'augmentation décennale de notre population ; la force des choses amènera nécessairement le règlement satisfaisant de cette question, car c'est une anomalie criante que de voir notre subvention fédérale rester stationnaire alors que notre développement en population et en territoire nécessite une augmentation de dépenses continuelle et incontrôlable. Le désir des provinces est de se développer et le gouvernement fédéral perdrait sa raison d'être, s'il combattait cette légitime aspiration. Or il la combat réellement en ne proportionnant pas sa subvention à notre développement graduel.

Je termine maintenant mes remarques déjà trop longues peut-être, en souhaitant, à la suite du discours du Trône, que le calme et la modération règnent dans nos délibérations.

Nous aurons à discuter les plus graves questions qui puissent intéresser notre pays et affecter notre avenir national. Nous sommes dans cette position particulière, que malgré bien des désavantages, malgré une position précaire sous bien des rapports, malgré des obstacles presque insurmontables, malgré les difficultés administratives de toutes sortes, la Législature de Québec doit prouver que, non-seulement elle est en état d'administrer efficacement les affaires de la seconde province du Canada, mais encore de prouver qu'elle peut exercer ses devoirs délibératifs avec cette dignité et cette vigueur tout à la fois, qui sont de l'essence du système parlementaire. On a prétendu longtemps et on le prétend encore que la race française est incapable d'user avec modération et sagesse de ces libertés sans borne, je pourrais dire, du régime constitutionnel et de composer de ces assemblées délibérantes où l'on voit se confondre ensemble la fougue de la jeunesse, avec la prudence et la vigueur de l'âge mûr, la lenteur mesurée et l'expérience de l'âge plus avancée, pour ne former qu'un faisceau de volontés et d'actions capables de gouverner un pays. Eh bien ! nous avons à démontrer à la face de l'univers entier, car je crois que nous sommes la seule assemblée française jouissant du véritable parlementarisme anglais, nous avons dis-je, à démontrer la fausseté d'une pareille prétention et à prouver que nous sommes aussi dignes de nos libertés politiques qu'en état d'en jouir avec modération, sans excès, sans abus, et toujours en vue des intérêts sacrés que nous ont confiés nos loyales et laborieuses populations.

Nous aurons sans doute des questions d'un intérêt personnel à dis-

cuter durant cette session, et s'il est vrai que nous devons venger, avec une fermeté inébranlable, tout ce qui pourrait porter atteinte au prestige de cette Législature, nous aimerons à nous rappeler sans doute que les questions d'intérêt individuel ne peuvent être le sujet de nos débats, qu'en autant qu'elles se rapportent au bien général de cette province, à la dignité de cette Chambre et à l'efficacité de notre législation.

J'ai l'honneur de proposer, appuyé par M. Sawyer, qu'il soit résolu :

1. Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, pour le remercier de son gracieux discours à l'ouverture de la quatrième session du cinquième parlement de la province de Québec, des souhaits cordiaux de bienvenue, au siège du gouvernement qu'il nous fait en nous rencontrant pour la première fois en sa qualité de représentant de Notre Auguste Souveraine, et des remerciements qu'il nous adresse de nous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel qu'il nous a fait au nom de Sa Majesté.

2. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que nous aurons pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre province depuis la confédération, et que nous assurons Son Honneur, que le travail de la commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière.

3. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que de nouvelles mesures seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entres autres sur la manière de disposer des biens échus à la province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

4. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que la condition des classes industrielles a attiré l'attention du gouvernement, et qu'une loi nous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

5. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, que les comptes publics nous seront soumis, selon l'usage, et que des subsides nous seront demandés pour pourvoir aux besoins du service public.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, qu'il a confiance que les efforts qui ont été faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la province, seront, avant peu, couronnés

de succès, et que nous assurons Son Honneur qu'il peut compter sur nous pour assister le gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise de réduire les dépenses le plus possible sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

7. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que c'est l'intention du gouvernement de nous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce.

8. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'il verra à ce que les sommes que nous aurons votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible.

9. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que la question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la cour suprême du Canada, le gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière, et que nous nous réjouissons d'apprendre que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

10. Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

11. Que nous nous réjouissons d'apprendre de Son Honneur, que le parlement du Canada ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, et voté au gouvernement de cette province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre Ottawa et Montréal, et de six mille piastres par mille seulement pour la partie comprise entre Montréal et Québec, le gouvernement de cette province a, depuis, adressé au gouvernement du Canada un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoive son entière

application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne du chemin de fer construit par la province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et que nous apprenons avec plaisir, que des copies de ce mémoire ainsi que d'un document par lequel on demande le réajustement du subside fédéral basé sur la population, nous seront communiquées sans retard.

12. Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que les rapports des départements qui nous feront connaître les opérations des différentes branches du service civil, seront soumis à notre appréciation dès les premiers jours de cette session.

13. Que nous pouvons assurer Son Honneur, que nous discuterons avec calme et avec notre patriotisme ordinaire, les questions qui intéressent notre province et nos loyales et laborieuses populations, et l'assurons de plus, qu'il peut compter que nous apporterons tout le bon vouloir dont nous avons fait preuve sous le gouvernement du distingué prédécesseur de Son Honneur; et avec Son Honneur, nous prions Dieu qu'il bénisse nos importants et utiles travaux.

**M. Sawyer**—*député de Compton*.—M. le président, de temps immémorial, il a été d'usage d'imposer le devoir d'appuyer l'adresse à l'un des jeunes membres de la Chambre, et je présume, que c'est pour continuer cette coutume que l'on m'a demandé de le faire. (Sourires et applaudissements.)

M. le président, les sujets auxquels on fait allusion dans le projet d'adresse, s'imposent évidemment à la sollicitude de cette Chambre. Il peut exister des avis différents quant aux détails, il peut même y avoir matière à de chaudes discussions, mais l'importance de ces questions doit, et sera effectivement, reconnue par tous les honorables députés.

Il est satisfaisant d'apprendre que le travail de la refonte de nos lois a été complété. Cette œuvre sera très utile non-seulement à la profession légale mais aussi à tous ceux qui sont exposés à consulter nos statuts.

La question de nos asiles d'aliénés mérite également notre plus sérieuse considération. Le nombre des aliénés est tellement élevé et son accroissement est tel que l'étude de ce sujet s'impose forcément et que nous devons nous demander si le système en vigueur doit être maintenu plus longtemps, ou s'il n'y a pas lieu d'en inaugurer un autre. Quelque soit la solution qui sera donnée à ces questions, je me crois

justifiable de dire que ce sujet ne peut être considéré à la légère ou traité avec négligence.

Nous ne nous sentons nullement disposés à nous alarmer par suite des observations d'un citoyen très respectable de la mère-patrie qui a visité nos asiles l'automne dernier et qui a blâmé leur administration en termes très sévères. Il nous semble qu'il n'a pu dans l'état des choses, se rendre un compte exact de notre système dans toutes ses manifestations.

Nous avons vu des hommes versés dans l'agriculture et dans le commerce, ayant des capitaux et de l'énergie, ne pas réussir ici parce qu'ils ne pouvaient s'assimiler nos habitudes et notre manière d'agir en affaires ; et il est très possible que des hommes de science comme le Dr Tuke ne puissent se rendre compte complètement dans tous ses détails du système que nous poursuivons. L'affaire de la Longue Pointe qui a causé tant de sensation dans le pays, est certainement déplorable. Mais cela aurait pu se produire dans le cours de l'application de n'importe quel autre système. Il sera sage de notre part de n'agir dans cette matière qu'avec la prudence que son importance demande.

M. le président, il va de soi que les intérêts commerciaux sont confiés au parlement fédéral, cependant il est satisfaisant de voir que le tarif est rédigé de telle manière qu'il donne le plus grand encouragement possible aux intérêts agricoles.

Il est vrai que le commerce des produits agricoles est, à l'heure qu'il est, dans une condition quelque peu souffrante. Mais il est consolant de savoir que cette dépression est due entièrement au fait que les opérations agricoles ont rapporté beaucoup.

Les marchés sont gorgés non pas parce que les consommateurs font défaut, mais simplement et seulement parce que les récoltes des deux dernières années ont été abondantes. Les agriculteurs peuvent être certains que le commerce va s'améliorer, car des années d'abondance ne couronneront pas toujours leurs efforts. Que les cultivateurs fassent leurs travaux avec soin, que les paturages soient meilleurs, que les marais soient drainés, que les troupeaux des bêtes à cornes, des chevaux et des moutons soient améliorés. Que l'on ne choisisse que les plus belles races, car le temps ne tardera pas où toutes les ressources du pays seront mises à contribution.

Les fabriques de beurre et de fromage devraient être encouragées à ne compter que sur les ressources de leur capital. Les sociétés d'agriculture devraient être mises sur un pied tel qu'elles pourraient se suffire

à elles-mêmes. Les expositions devraient payer largement leurs propres dépenses. L'économie dans toutes les branches du service public devrait être appliquée par le gouvernement et le pays.

En remontant à l'époque de la confédération, et la comparant avec le temps présent, le tableau est très encourageant. Alors nous n'avions que peu de voies ferrées sans importance, à l'exception du Grand-Tronc. Maintenant nous avons un réseau de chemins de fer qui sillonne la province en tous sens. Les ressources agricoles et commerciales ont été considérablement augmentées, et merveilleusement développées. Des fabriques ont surgi dans différentes localités et tout a l'air prospère. Avec nos édifices parlementaires presque complétés, avec nos voies ferrées en pleine opération et rapportant des bénéfices, les intérêts agricoles et commerciaux bien administrés, notre système d'instruction bien doté, les dépenses et les revenus doivent pouvoir être équilibrés. Avec les bénédictions de la Providence, nous devons espérer qu'une ère de bonheur et de prospérité va suivre celle que nous traversons.

L'honorable M. **Joly**—*député de Lotbinière*.—M. le président, avant que la proposition qui est devant la Chambre soit adoptée, je désire passer en revue les diverses questions dont il est fait mention dans le discours d'ouverture.

Mais, en premier lieu, je dois féliciter l'honorable député de Terrebonne sur la modération qui a caractérisé son discours. J'en suis heureux, car, je crois que malgré les vives discussions que nous pouvons avoir sur des matières d'intérêt public, nous ne sommes pas pour cela empêchés de nous traiter courtoisement. Malgré les légères tempêtes qui agitent quelques fois l'atmosphère calme dans cette assemblée, je ne crois pas que personne ne soit prêt à donner la main à un adversaire et à bannir de son cœur tout ressentiment, après que la lutte est terminée. On ne peut s'attendre que nous soyons tous de la même opinion, de là les divergences qui se manifestent dans nos débats.

J'approuve avec plaisir les paroles de l'honorable député de Terrebonne au sujet de la nomination du titulaire actuel de la charge de lieutenant gouverneur, et je dirai que le gouvernement fédéral ne pouvait faire un meilleur choix que celui qu'il a fait.

Dès les premières paroles de son discours aux Chambres, il se donne le titre de représentant de Sa Majesté. Je suis heureux de voir qu'il en est ainsi dans l'opinion d'un homme aussi distingué que l'est Son Honneur, et de voir aussi que mes honorables amis de la droite en sont

venus à adopter nos idées sur ce sujet si important. J'ai toujours été convaincu comme je le suis encore, que c'est une hérésie constitutionnelle de dire que le lieutenant gouverneur, dans notre système politique provincial, n'est pas le représentant de Sa Majesté, agissant dans les limites de ses attributions comme chef de l'exécutif de la province.

Il ne faut jamais perdre de vue que c'est le système anglais que nous avons ici. Comment pourrions-nous dire cela, si le chef de l'exécutif, celui-là même dont les fonctions correspondent à tous égards à un bon nombre de celles qui relèvent de la personne du souverain en Angleterre, si ce chef exécutif n'était pas ici, au milieu de nous, le représentant de Sa Majesté dans l'exercice légitime de ses attributions constitutionnelles ? L'hérésie que l'on a professée à ce sujet va disparaître heureusement devant cette déclaration solennelle de Son Honneur, déclaration qui est approuvée par nos honorables amis de la droite.

La seconde résolution dit " que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que nous aurons pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre province depuis la confédération, et que nous assurons Son Honneur, que le travail de la commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière. "

Par cette résolution on demande à la Chambre de faire un travail trop long. Je crois que l'on veut trop entreprendre à la fois.

Quant à la troisième résolution on y dit :

"Que nous apprenons avec satisfaction de Son Honneur, que de nouvelles mesures nous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entre autres sur la manière de disposer des biens échus à la province par déshérence ou par confiscation, sur les asiles d'aliénés sur l'amélioration et le développement de notre agriculture par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales."

Plusieurs sujets importants sont ici mentionnés, entre autres celui relatif aux asiles.

Je ne me ferai pas ici l'organe des journaux en rééditant les plaintes et les dénonciations vigoureuses qui ont été faites au sujet de l'administration de certain asile. Tout ce que j'ajouterai c'est qu'il est à propos de s'occuper de cette question afin de s'en rendre bien compte.

Quant à la quatrième résolution, personne ne doute, je suppose, de la satisfaction que j'ai éprouvée lorsque j'en ai fait la lecture. L'idée de

protéger davantage les employés dans les manufactures a préoccupé mon esprit depuis quelques années et l'année dernière, je donnais aux convictions qui résultaient de mes études sur le sujet, une forme tangible, en soumettant un projet de loi.

L'honorable député de Terrebonne a admis lui-même qu'il y avait des cas où la négligence des patrons était cause de bien déplorables accidents. Je serai heureux de donner mon concours au gouvernement pour rendre la loi qu'il se propose de nous soumettre aussi parfaite que le comporte la nouveauté de la législation que nous aurons à faire.

Le sixième paragraphe nous parle de finances. On nous assure que l'équilibre va être rétabli entre les recettes et les dépenses, mais on ne nous dit pas quels efforts seront faits pour assurer ce résultat. Dans le passé, nous savons par une bien triste expérience qu'il n'y a pas eu d'efforts sérieux de faits pour arriver à ce but. Je doute fort que l'on nous donne ce que l'on promet. J'ai d'autant plus raison d'en douter que dans le paragraphe suivant on nous annonce une augmentation pour les dépenses de la colonisation. Si déjà on ne peut, faute d'un revenu proportionné aux dépenses des derniers budgets, donner l'équilibre que doit présenter une sage administration financière, je me demande avec inquiétude, où le gouvernement va prendre les fonds nécessaires pour pourvoir à cet accroissement de la dépense pour la colonisation. Dans ces observations, il va de soi que je ne parle qu'en mon nom et que je n'entends pas lier quoi que ce soit à mes dires.

Mais à propos de colonisation, je me rappelle du temps où l'on disait que le meilleur moyen pour faire progresser cette œuvre, c'était d'établir des chemins de fer. Il s'agissait de justifier l'application d'une politique qui devait avoir une influence énorme sur notre situation financière. Il en a été ainsi, car c'est grâce à cette politique que nous avons la dette qui pèse si lourdement sur le budget.

Aujourd'hui le gouvernement propose de donner plus largement que par le passé aux travaux de la colonisation. L'idée n'est pas mauvaise en soi, mais où prendra-t-il l'argent pour faire ces largesses? J'aime à croire que le gouvernement pourra remplir sa promesse. Il est vrai que comme ressource financière, on nous a laissé entrevoir la possibilité d'un recours à la taxation. Il est vrai que l'honorable député de Terrebonne nous a dit que le pays ne craindrait pas la taxe, s'il avait l'assurance que l'argent serait bien employé. Je ne suis pas prêt à dire cela, car je crois que le pays ne veut pas de la taxe. Autrefois nous avions des finances prospères. Notre surplus annuel des années passées s'est changé

en une dette de près de vingt millions. Après une si pénible expérience, le pays n'ajoutera pas foi à vos paroles lorsque vous lui direz que l'argent que vous demandez va être bien dépensé. Que le parti conservateur qui a conduit la province dans l'abîme où elle se trouve aujourd'hui essaie du moyen que l'on semble vouloir faire adopter par l'opinion publique, en lui en parlant avec discrétion de temps à autre, et l'on verra quel résultat on obtiendra.

Il y a quelques années il n'y avait pas de taxe et nous n'avions pas de dette. Aujourd'hui on a créé une dette énorme, et après cela on voudrait faire croire que l'argent que le peuple consentirait à donner serait bien employé.

Dans le même paragraphe du discours du trône, on nous parle avec modération, de la légère dépression qui se fait sentir momentanément dans l'industrie manufacturière et dans le commerce. C'est vraiment parler avec beaucoup de légèreté de la crise qui sévit actuellement. Mais ce qui m'intrigue le plus c'est de savoir ce que vont penser les "amis d'Ottawa," lorsqu'ils liront cet aveu des ministres conservateurs de Québec, quand les ministres fédéraux et leurs amis conservateurs ne veulent pas à aucun prix admettre qu'il y a même une *légère dépression* dans le commerce et les industries du pays.

Un vieux proverbe, c'est plus qu'un proverbe tant cela a été répété de fois, dit que l'agriculture et le commerce sont... comment dirai-je cela... enfin le mot est consacré par l'usage, je puis m'en servir... les deux mamelles d'une nation. Or nous voici en face d'un redoutable problème. Comment va-t-on ne pas faire mentir cette appréciation traditionnelle des avantages de ces deux industries, car on s'engage dans le discours du trône "à faire tourner ainsi au bénéfice de l'agriculture, la *légère dépression* qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce." Il me semble que les deux doivent marcher ensemble.

Le huitième paragraphe nous fait dire "que nous apprenons avec plaisir"... il y a comme cela une foule de choses que nous apprenons avec plaisir... "de Son Honneur, qu'il verra à ce que les sommes que nous avons votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible."

Si c'était Son Honneur le lieutenant gouverneur lui-même qui ferait cette promesse, j'y croirais, mais on sait bien que ce n'est qu'une fiction, la présence de l'individualité du chef de l'exécutif, c'est au fond le trésorier qui parle ici par l'intermédiaire de Son Honneur. On sait ce que

vaut la parole de l'honorable trésorier quand il s'agit d'économie. Qui ne se rappelle de ses promesses solennelles faites en 1875. A l'entendre on croyait qu'il n'y aurait pas d'extravagances dans l'administration des deniers publics. Il ne consentirait jamais, disait-il devant la Chambre, à faire rien qui serait de nature à accroître la dépense audessus du chiffre normal des revenus. On sait ce qui en est advenu de ses fameuses promesses de prudence et de sage administration de nos finances. Le bilan de nos affaires nous donne une bien douloureuse réponse.

Dans le paragraphe suivant, on nous informe officiellement de la solution judiciaire donnée à la question de juridiction sur les licences. Cela nous l'avons appris avec plaisir. Mais je regrette que le gouvernement fédéral n'ait pas jugé à propos de se soumettre au jugement rendu par la cour suprême. Pourquoi être allé en Angleterre? J'ai le droit, M. le président, de dire ma manière de voir, puisqu'on me demande de me réjouir de la décision de la cour suprême.

Le paragraphe 10 se lit comme suit :

“ Que nous apprenons avec plaisir de Son Honneur, qu'une commission a été nommée; sous l'autorité de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au règlement de comptes qui a dû suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.”

La commission, dont la nomination nous est annoncée avec une si grande pompe, n'a pas encore commencé à siéger. Je suis bien prêt à admettre que le juge qui a été choisi a le respect de tous les honorables membres de cette Chambre, à cause de ses talents et de sa science. Mais il nous est bien permis de dire que les travaux de cette commission ne progresseront guère si on ne va pas plus vite qu'on a été jusqu'à présent.

Dans le paragraphe suivant on nous parle des négociations qui ont eu lieu entre les autorités fédérales et le gouvernement de la province, à propos des subsides réclamés pour la construction du chemin de fer de la rive nord. Je ne parle pas comme je vais le faire par amour propre, mais je dois dire qu'en 1875 le parti libéral dans cette Chambre, a pris une position énergique en face de la majorité conservatrice ici et de la majorité amie et libérale qui commandait alors à Ottawa. Notre demande a été repoussée par mes honorables amis de la droite qui avait la majorité et, nous avons dû nous soumettre, non-seulement nous

mais la province également. Elle a dû subir la perte qu'une politique aveugle lui a imposée pendant les neuf dernières années.

Pour rafraîchir la mémoire de ceux qui auraient pu l'avoir oublié, et pour rendre plus forte la signification de mes remarques, je reproduis la proposition que j'avais l'honneur de faire le 9 novembre 1875..... mais à quoi bon, M. le président, relire ces lignes que j'ai tant de fois reproduites sous les yeux de la Chambre. Qu'il me suffise afin d'abrégier mes observations, d'en donner la substance. Je demandais que la province s'adressât aux autorités fédérales et lui demanda de l'aider ou de construire elles-mêmes cette voie ferrée, prolongement naturel, comme on le dit encore aujourd'hui du Pacifique. Ceux qui ont voté cette proposition ont rempli leur devoir envers la province de Québec.

Je prends plaisir à me rappeler les noms de ces députés et plus nous avancerons plus ces noms seront respectés. Plus la connaissance de notre situation sera répandue, plus la reconnaissance des gens bien pensants ira s'agrandissant envers ces hommes qui ont manifesté tant de perspicacité et de prudence. Mes remarques ne sont pas faites dans le but d'excuser ceux qui ont appuyé cette proposition, car ils ont agi avec une indépendance digne d'éloge. En 1875 les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa, néanmoins cela ne nous a pas empêché de faire notre devoir. Nous l'avons rempli sans s'inquiéter si ces libéraux, au milieu desquels nous comptons tant d'amis sincères, seraient mécontents ou non.

Maintenant que la question de principe du subside a été décidée, pourquoi nous avoir accordé douze mille piastres par mille pour un bout de la voie et six mille pour l'autre ?

Pourquoi cela, pourquoi cette distinction ? Le gouvernement fédéral place, au point de vue abstrait, tout le chemin de fer sur le même pied, mais quand arrive la question du paiement du subside, on ne donne que la moitié du montant accordé pour plus que la moitié de la longueur totale de la voie ferrée. C'est une position injuste et illogique toute à la fois. Nous avons droit à douze mille piastres par mille pour toute la voie, ceci ne saurait être nié. Mais en même temps il est important de savoir si tout le chemin a été offert en vente à la compagnie du Pacifique. Tout le pays est intéressé à le savoir. Montréal—car je suppose ses habitants remplis d'un haut esprit de justice à notre égard,—est intéressé à ce que Québec ait ce qu'il demande, c'est-à-dire le terminus d'été du Pacifique dans ses limites.

Dans le discours du trône, on parle aussi du subside fédéral par tête

de la population. J'étais membre du parlement de l'ancienne province du Canada, lorsque le projet de confédération a été discuté. Je me suis opposé de toutes mes forces à l'adoption de ce projet. Mais depuis qu'il est devenu un fait accompli, j'ai essayé loyalement d'aider à assurer le succès de cette œuvre de constitution de tout un peuple. Dans le temps, ceux que nous combattons, avaient des espérances grandioses sur les développements que prendrait leur œuvre une fois consolidée. On comptait sur une augmentation rapide de la population par l'immigration. J'espère encore que nous aurons dans l'avenir une population innombrable, j'espère que l'œuvre des législateurs de 1866 répondra aux besoins de notre peuple, mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a des points dans la constitution de 1867 qu'il faudra retoucher tôt ou tard.

M. le président, j'ai lu tout le débat qui a eu lieu devant le parlement impérial, sur cette question de la confédération. J'avoue que j'ai été péniblement affecté de l'indifférence de ceux qui ont soumis cette loi aux délibérations du parlement anglais. Aussi, après ce qui s'est passé là-bas, je ne suis pas surpris de voir qu'il faudra changer cette loi qui aurait dû être maintenue intacte, comme l'expression des volontés d'un peuple jeune mais vigoureux, et qui a confiance en son avenir. Il faudra songer avant peu à modifier cette constitution tant vantée et qui, au dire de nos adversaires, était un pacte entre les différentes provinces, dont nous ne devons pas changer un seul mot. Oui, M. le président, cette nécessité de retrancher certains points du pacte fédéral s'impose dès aujourd'hui et deviendra tous les jours de plus en plus pressante. Lorsque l'on a fixé les bases financières de la confédération, on a pris pour point de départ en ce qui concernait le chiffre de la population de la province, le recensement de 1861. C'est sur la population de cette année-là que l'on a fixé le subside fédéral que l'on a payé depuis à la province. Aujourd'hui ce système a pour effet de décourager les gouvernements de faire des efforts pour augmenter la population de la province. Chaque personne qui s'établit dans la province augmente d'autant les dépenses publiques, et cependant on n'a aucune compensation pour cet accroissement dans les frais administratifs. Cette position n'est pas logique. Je me joindrai donc aux honorables ministres dans leur réclamation relative à ce sujet.

En terminant ces quelques remarques, j'espère que le gouvernement nous donnera tous les rapports des départements en temps convenable. Il importe beaucoup que nous soyons renseignés sur les opérations de l'année qui est close afin d'être plus en état de juger de la conduite du gouvernement par le passé et de sa politique pour l'avenir.

J'espère, M. le président, que je pourrai vous aider à maintenir le calme dans nos délibérations, calme qui ne peut que donner une haute opinion de la Chambre aux yeux de ceux que nous représentons dans cette enceinte.

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montréal-est, procureur général.*  
—M. le président, c'est un agréable devoir pour moi que de féliciter et de remercier les honorables députés qui ont bien voulu proposer l'adresse en réponse au discours du trône. L'honorable député de Terrebonne n'en est pas précisément à ses débuts. Il est très avantageusement connu dans cette Chambre, où ses talents et sa facilité de parole sont bien appréciés. Quant à l'honorable député de Compton, il n'en est pas à ses premières armes. C'est un des rares mortels qui ont su garder une verte vieillesse c'est ce qui explique le choix du gouvernement. J'espère que l'honorable député restera longtemps au milieu de nous.

Je félicite aussi l'honorable député de Lotbinière. C'est avec un réel plaisir que nous l'avons salué dans son ancien rôle comme chef de l'opposition. Il a critiqué avec courtoisie la harangue officielle, qui est l'exposé du programme politique du gouvernement. J'espère y répondre en termes dignes et avec calme.

L'avènement de l'honorable M. Masson à la position imminente de lieutenant gouverneur a été partout accueilli avec bonheur. Il a déjà à son crédit un état de services assez considérable. Mais dans les luttes vives et passionnées auxquelles il s'est trouvé mêlé, toujours on l'a reconnu comme un adversaire loyal et d'une honnêteté irréprochable.

Les explications que nécessitent les derniers paragraphes de l'adresse, je les donnerai au cours des remarques que je vais faire en réponse au discours que nous venons d'entendre.

L'honorable député de Lotbinière a dit qu'il avait remarqué avec plaisir, dans le premier paragraphe de l'adresse, l'idée que le lieutenant gouverneur représente la Reine dans les législatures provinciales, et il en a pris occasion pour insinuer que les conservateurs n'ont pas toujours tenu ce langage. Ce reproche est injuste. Il pourrait plutôt être adressé aux libéraux. En effet, n'est-ce pas un de leurs chefs, l'honorable M. Fournier, qui, pendant qu'il était ministre de la justice à Ottawa, recommandait la désapprobation d'un acte passé par la Législature d'Ontario en 1874, concernant les biens échus à la couronne par déshérence ou par confiscation ? L'honorable ministre n'a-t-il pas alors exprimé l'opinion que le lieutenant gouverneur dans les provinces ne

représente pas la Reine et n'a pas le pouvoir de sanctionner en son nom les actes passés par les législatures ? On ne pouvait pas mieux s'y prendre pour réduire les provinces au rang de simples municipalités. La loi dont je parle a été désavouée par le gouverneur général *en conseil*, sur le rapport de l'honorable M. Fournier, mais heureusement, les tribunaux ont décidé autrement.

Et lors de la formation de l'administration de Boucherville, après l'affaire des Tanneries, la presse libérale n'a-t-elle pas cherché à faire prévaloir l'opinion que le lieutenant gouverneur n'était qu'un officier du gouvernement fédéral, et qu'il devait lui obéir, même dans le choix d'un premier ministre.

On se rappelle encore les articles publiés alors par l'organe du parti libéral dans la ville de Québec, et qui étaient dus à la plume de l'un des chefs de ce parti.

Quand la législation de notre province a-t-elle été critiquée plus sévèrement au point de vue de la constitutionnalité, que par l'honorable M. Blake, chef du parti libéral ? Dans un seul de ses rapports, on trouve plus de nos lois *mises à l'index* que dans tous les rapports des ministres de la justice sous le régime conservateur.

Quant à la codification de nos lois statutaires la tâche n'aurait pu être confiée à des mains plus habiles. On connaît le talent, l'érudition de l'honorable juge Loranger, le commissaire. Il a de plus l'avantage d'avoir participé à la refonte des statuts avant la confédération. Son expérience a dû lui être d'un grand secours dans une œuvre aussi importante. Il n'est que juste d'ajouter qu'il a été bien secondé par les secrétaires de la commission. Ce travail embrasse les statuts "d'un caractère général et permanent de la ci-devant province de Québec, " et sont du ressort de la Législature, ainsi que de cette province " depuis 1867. "

La commission devait, en réfondant ces statuts, n'y incorporer que les dispositions non abrogées, changer la rédaction sans toutefois altérer le sens et suggérer les amendements qu'elle croirait désirables.

Le travail est maintenant complété. Le dernier rapport est sous presse et nous sera bientôt livré. Il contient l'indication des articles du code civil qui ont été abrogés ou amendés soit directement soit indirectement par nos statuts. Il est le plus court sans être le moins important.

L'opposition a tort de croire que le gouvernement voudrait faire

examiner hâtivement par la Législature un travail qui demande tant de soin.

Le projet de loi concernant les biens échus à la couronne par déshérence ou par confiscation, aura pour but d'en régler l'administration et d'autoriser le gouvernement à en disposer gratuitement dans certains cas. Il est analogue aux actes passés par la Législature d'Ontario et celle du Nouveau-Brunswick.

Le projet de loi concernant les personnes employées dans les manufactures pourvoira à ce que l'on n'y fasse pas travailler les enfants et les jeunes filles au-dessous d'un certain âge, et à ce que les femmes et les jeunes gens n'y travaillent pas plus qu'un nombre d'heures proportionné à leurs forces.

Il contiendra aussi des règlements hygiéniques et prescrira certaines précautions contre les engins et appareils dangereux. Contrairement à ce qu'a dit l'honorable député de Lotbinière, un tel projet de loi n'a rien de commun avec celui qu'il a présenté l'an dernier, et que nous avons rejeté. Son projet ne touchait qu'à la responsabilité du patron envers son employé, dans le cas d'accident, tandis que le seul but de celui-ci est de prévenir les accidents et de protéger la santé. Quant à la responsabilité civile, elle existe depuis bien longtemps, et le principe en est consacré par notre code. C'est pourquoi j'ai combattu le projet de l'honorable député, comme je m'opposerais à toute législation inutile, surtout si elle touche notre code civil.

L'honorable député de Montréal centre a su dire, malgré ces explications, que le gouvernement avait emprunté au projet dont je viens de parler, l'idée de la loi qu'il se propose de faire adopter, et que les conservateurs empruntaient toujours aux libéraux leurs meilleures idées. Je répondrai que même avec tout le bagage des libéraux de cette province, un gouvernement ne saurait vivre longtemps, ainsi que l'expérience l'a démontré. Pour ce qui est du projet en question, il vient des conservateurs. Il a été présenté l'an dernier, au parlement fédéral par l'honorable M. Tilley. Les libéraux d'Ontario s'en sont emparés. Ils n'en n'ont pas pris que l'idée, mais tout le projet. A Ottawa, on n'en a pas pressé l'adoption parce que des députés conservateurs de notre province ont soulevé avec succès la question de constitutionnalité.

Le gouvernement espère rétablir l'équilibre dans les finances de la province. M. le président, vous venez d'entendre l'honorable député de Lotbinière s'écrier : Quels efforts le gouvernement a-t-il faits pour diminuer les dépenses ? Pour ne parler que des dépenses qui tiennent aux

affaires de mon département, je puis lui répondre que, sur des salaires annuels seulement, il y a une économie d'environ treize mille piastres, dans le palais de justice de Montréal, celui de Québec, et dans l'inspection des bureaux publics. Je crois pouvoir affirmer que les dépenses de l'administration de la justice en matières criminelles ont aussi été réduites. C'est probablement la partie la plus difficile à contrôler. J'ai déjà obtenu, sur quelques districts des renseignements précieux qui me permettront de mettre fin à certains abus, et j'ose me flatter qu'en assez peu de temps, nous réaliserons des économies considérables. Mes collègues peuvent, j'en suis sûr, parler d'une manière aussi avantageuse des affaires de leur département respectif.

L'honorable député de Lotbinière a essayé de jeter du ridicule sur le paragraphe qui promet l'augmentation des octrois en faveur de la colonisation. Il se demande comment l'on peut tourner au bénéfice de l'agriculture la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce. A l'entendre, le pays serait plongé dans une crise financière bien profonde. Expliquons-nous.

Nous avons eu l'exemple d'une crise sérieuse dans les affaires, c'était sous le règne des libéraux, il y a quelques années. Que l'on fasse la comparaison entre aujourd'hui et ce temps-là, et l'on constatera une différence considérable. Quand on voit des bazars pour des fins religieuses et charitables rapporter plusieurs milliers de piastres, dans des quartiers peuplés d'ouvriers, comme cela s'est vu l'an dernier et cette année dans la division que j'ai l'honneur de représenter ainsi que dans d'autres parties de Montréal, on reste convaincu que si l'ouvrage n'est pas aussi abondant et les salaires aussi élevés que dans la période de prospérité extraordinaire que nous venons de traverser, nous sommes encore loin de l'état de misère qui a précédé cette période.

Mais les manufactures et le commerce ne sont pas sous le contrôle des législatures, et il ne s'agit pas ici de discuter les questions qui se rattachent à ces deux branches d'industrie. Nous avons seulement voulu dire que malheureusement pour notre province, il y a beaucoup trop de personnes qui abandonnent l'agriculture pour aller vivre dans les villes. Il faut réagir contre ce mouvement, en engageant à rester dans nos campagnes ceux qui y sont encore, et en invitant à y retourner ceux qui en sont partis. Or ce n'est pas lorsque l'ouvrage abonde et que les salaires sont élevés dans les centres manufacturiers, ce n'est pas quand le travailleur des villes peut s'habiller avec luxe et profiter de tous les amusements, qu'une telle prédication produira des résultats. Pour qu'elle

soit efficace, il faut épier le moment favorable, il faut aussi rendre la position du cultivateur, surtout celle du colon, moins dure, moins pénible, il faut lui donner des voies de communication aussi faciles que possibles ; en un mot, il faut faire en sorte que la vie des champs lui paraisse préférable à celle des villes.

Dans les divers cantons ouverts à la colonisation, il y a certains travaux qui devraient être complétés sans délai. L'intention du gouvernement est de répondre à ces besoins, après les avoir étudiés soigneusement.

De plus, nous avons des hommes dont le dévouement, le patriotisme éclairé peut rendre les plus grands services à la cause de l'agriculture et de la colonisation. Suivons leurs sages conseils. Grâce à leurs travaux incessants, les dernières années ont été témoin de progrès rapides ; on a vu des paroisses surgir au milieu de la forêt ; et si nous secondons les efforts de ces apôtres de la colonisation, nous obtiendrons des résultats merveilleux. Profitons du moment favorable ; nous n'aurons peut-être pas toujours des curé Labelle.

Quant à la loi des licences, l'on sait assez ce qui s'est passé depuis la dernière session pour que je me dispense d'en parler. L'honorable député de Lotbinière reproche au gouvernement fédéral de porter devant le conseil privé la question de la constitutionnalité de l'acte passé par le parlement du Canada. Sans doute nous avons tous hâte de voir la fin des difficultés qui entourent cette question. Mais tant que la cause n'aura pas été jugée par le plus haut tribunal auquel l'on puisse s'adresser, l'incertitude ne cessera pas.

La presse libérale a adressé bien des reproches au gouvernement au sujet de la commission chargée de faire l'enquête sur les affaires du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Nous sommes en état de nous justifier, et nous espérons que nos adversaires nous en fourniront l'occasion avant la fin de cette session. En attendant, je puis dire que nous sommes heureux que l'honorable juge Routhier ait bien voulu accepter la tâche de faire cette enquête. Sa compétence, son impartialité sont généralement admises, et le choix du gouvernement ne peut être accueilli qu'avec faveur. Quant au secrétaire, il est lui aussi parfaitement qualifié à remplir les devoirs de sa charge. Le gouvernement a voulu organiser la commission aussi économiquement que possible. Il sera heureux de suivre toutes suggestions qu'elle lui fera pour que l'enquête se fasse d'une manière satisfaisante.

Le mémoire que nous avons soumis au gouvernement fédéral est maintenant publié dans les journaux. Il est assez complet pour n'avoir pas besoin de commentaires. Je me bornerai donc à répondre à certaines remarques de l'honorable député de Lotbinière.

L'honorable député nous a rappelé qu'en 1875, il a soumis à cette Chambre une proposition qui concluait à une demande d'aide au trésor fédéral.

Puis il nous a dit que si les conservateurs eussent accepté cette proposition, ses amis les libéraux qui étaient alors au pouvoir à Ottawa auraient sans doute accueilli favorablement la requête de notre Législature. Rétablissons les faits.

L'honorable député a fait cette proposition comme amendement à l'adresse en réponse au discours du trône. Dans ces circonstances, le gouvernement ne pouvait l'accepter. Il est bien vrai que les libéraux se sont soumis à cette humiliation en 1878, lorsque le cabinet Joly se trouva en minorité sur le mérite du coup de main Letellier ; mais ce précédent ne sera jamais un usage. Si l'honorable député eut cru que sa proposition, étant adoptée, pouvait produire de bons résultats, il aurait eu assez de patriotisme pour choisir un moment plus opportun.

La fierté bien légitime des conservateurs n'a rien fait perdre à la province, en cette occasion. On sait que le parti libéral, quand il avait le pouvoir à Ottawa, n'a pas traité notre province en enfant gâté. Pendant la session de 1875, il avait accueilli par le mépris une requête que lui avait adressée notre Législature. Et quelques jours après que la proposition de l'honorable député de Lotbinière eut été rejetée, cette Chambre adoptait une résolution à l'effet de demander au gouvernement fédéral une subvention pour nous aider à construire au moins cette partie de notre chemin de fer qui serait dans la province d'Ontario. Cette demande était bien raisonnable. Qu'en a-t-on fait ? J'invite l'honorable député à nous en donner des nouvelles. Qu'il nous dise donc ce que les libéraux du Bas-Canada ont fait pour servir la province en cette circonstance. Bien plus courageuse a été la conduite des conservateurs, l'an dernier. Grâce à leurs efforts, nous avons obtenu du gouvernement fédéral douze mille piastres par mille pour le chemin de fer d'Ottawa à Montréal, et six mille piastres par mille de Montréal à Québec. En nous accordant cette subvention, le gouvernement fédéral a reconnu explicitement que tout notre chemin de fer, depuis Ottawa jusqu'à Québec, devait être considéré comme étant la continuation du Pacifique.

Nous demandons en conséquence que le subside soit de douze mille piastres par mille sur toute la ligne.

Quant au réajustement du subside fédéral, c'est une question dont cette Chambre s'est occupée déjà plus d'une fois. L'honorable député de Lotbinière et quelques-uns de ses amis s'opposaient à une demande dans ce sens ; mais je constate avec plaisir que l'honorable député a modifié sa manière de voir. Il a sans doute entendu dire que ses alliés politiques d'Ontario, étant entrés dans la voie des *déficits* ont commencé à croire que cette idée a du bon. Espérons que cette touchante unanimité facilitera le règlement de la question.

J'ai fait une revue rapide de tous les paragraphes de l'adresse. Les différentes matières qui y sont traitées feront l'objet de discussions, en cette Chambre, pendant la présente session. Ça sera alors le temps d'examiner les détails.

En terminant qu'il me soit permis de rappeler le programme que le cabinet actuel a exposé en se chargeant de l'administration des affaires de la province.

Nous avons promis fidélité à la constitution qui nous a été donnée, et qui nous assure toutes les libertés politiques qu'un peuple puisse envier, à cette constitution qui fera notre grandeur et notre prospérité comme elle a fait la puissance et la richesse de l'Angleterre.

Nous avons promis ferme adhésion aux principes conservateurs qui sont ceux de la grande majorité de notre population, fidélité au vieux drapeau qui nous rappelle tant de combats acharnés, tant de glorieuses victoires, à l'ombre duquel ont grandi nos institutions, qui nous a toujours conduits dans la voie du progrès, et qui garantit justice égale à toutes les races, à toutes les croyances religieuses, à toutes les classes de la société.

Nous avons promis de nous efforcer de mettre fin aux déficits, 1° en économisant autant que possible, 2° en demandant au gouvernement fédéral une indemnité pour la construction de notre chemin de fer, et 3° le réajustement du subside fédéral. Avons-nous suivi ce programme ? Nous attendons avec confiance le jugement des deux Chambres de cette Législature.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

**M. Stephens**—*député de Montréal-centre*.—M. le président, je ne puis mieux commencer mon discours qu'en exprimant la satisfaction

que j'éprouve de voir à la tête de l'administration provinciale un homme de l'honorabilité de celui qui occupe ce poste depuis quelques mois. Il a le respect de toute la population et je suis certain qu'il saura remplir dignement les devoirs qu'il a acceptés en devenant lieutenant gouverneur.

L'honorable procureur général nous a dit que le gouvernement n'avait pas l'intention de faire faire hâtivement par la Législature le travail de révision du projet de refonte des statuts. J'en suis heureux, car je suis l'un de ceux qui croit que ce travail doit être fait lentement afin qu'il y soit apporté tout le soin nécessaire. Mais, M. le président, je me demande à quoi bon dépenser de fortes sommes pour refondre nos lois, les mettre dans un état convenable afin de les rendre plus claires, et se donner ensuite une peine infinie pour réviser ce long travail, si le gouvernement est le premier à donner l'exemple du mépris de ces mêmes lois, et à les ignorer systématiquement. Bourinot, dans son traité sur le droit parlementaire, dit en toute lettre que pas un sou doit être dépensé sans un vote préalable de la Chambre. Depuis deux ou trois ans, bien des sommes d'argent ont été dépensées sans le consentement préalable de la Législature, dépenses qu'elle n'aurait jamais approuvées si on se fut, comme on le devait, conformé à l'esprit et à la lettre de la loi. A quoi bon avoir des lois aussi parfaites qu'on puisse humainement les désirer, si le gouvernement les met de côté sans la moindre raison plausible et si ce gouvernement trouve une majorité complaisante pour lui dire qu'il a bien fait, ce qui est une invitation à continuer le même système illégal et dangereux. Ceci ne serait pas toléré un seul instant en Angleterre, où le parlement a le respect des lois au point de ne pas manquer de punir des ministres s'ils oubliaient leur devoir d'une façon aussi répréhensible et aussi évidente.

L'honorable procureur général m'a amusé lorsqu'il a parlé de l'enquête que le gouvernement avait ordonnée sur les affaires de la vente et de l'administration du chemin de fer. On a choisi le juge Routhier pour faire cette enquête. Je ne craindrai pas de dire qu'il n'est pas compétent, car s'il lui a fallu six mois pour voir comment il allait faire cette enquête, il lui faudra bien six ans pour la faire. Règle générale, M. le président, j'ai beaucoup de respect pour messieurs les avocats, mais j'avoue que je n'ai aucune confiance en eux pour faire une enquête sur des matières de voies ferrées.

Le juge Routhier est un conservateur des plus prononcés et de plus, c'est un *castor*. Quelle garantie ce choix offre-t-il à ceux qui sont

sérieux dans leur désir de voir clair dans toute cette ténébreuse question de la vente et de l'administration du chemin de fer du nord ? De plus ce commissaire conservateur va-t-il faire une enquête sévère sur la transaction des cent mille piastres. On ne nous l'a pas encore dit. Moi, je ne le crois pas. Toute cette affaire d'enquête est montée dans le but de donner un semblant de raison à ceux qui ont commencé à édifier leur fortune politique de l'heure actuelle en demandant et en répétant partout qu'il fallait une enquête. Il leur fallait quelque chose qui indiqua qu'on n'avait pas berné l'opinion publique, et voilà pourquoi on a nommé ce fantôme de commission chargée de faire une enquête simulée. On aurait dû prendre un rouge si on eut voulu avoir une investigation complète et sincère.

L'honorable procureur général a parlé d'économie, et j'ai été heureux de l'entendre dire qu'il a économisé plus de \$12,000 dans les dépenses de son propre département. Pour cela, l'honorable ministre mérite les remerciements de la Chambre et du pays. Je prie mes honorables amis de la droite de croire à la sincérité de mes paroles, car chaque fois que je trouverai quelque chose de bien chez mes adversaires, je serai toujours heureux de le dire et de le reconnaître publiquement. Pour économiser encore plus efficacement on devrait—je sais que c'est une mesure énergique, mais je la crois nécessaire—on devrait, dis-je, abolir le Conseil législatif. Du coup on épargnerait une forte somme tous les ans, et ce serait autant de gagné sur le déficit que nous déplorons tous.

On parle beaucoup de colonisation et d'agriculture. C'est surtout à l'approche d'une élection que ce sujet fait fureur. Je me demande, en me plaçant à un point de vue pratique, à quoi servent tous ces discours d'une éloquence enflammée ? A rien du tout.

L'honorable procureur général a dit que le gouvernement allait donner davantage aux sociétés d'agriculture, et cependant l'an dernier, on nous disait au nom du gouvernement, que l'argent que nous donnions à ces sociétés était de l'argent gaspillé. On veut donc continuer un système qui, de l'aveu des membres du gouvernement, est défectueux et bon tout au plus à faire gaspiller l'argent.

On veut augmenter l'octroi pour la colonisation afin de pouvoir faire arpenter les terres du domaine public. Pourquoi cela ? On a à l'heure qu'il est assez de terres arpentées pour tous les besoins qui pourront se présenter pendant les vingt-cinq prochaines années. Ce qu'il faut surtout pour le moment, c'est de trouver les moyens d'aider les colons qui ont tant de misère à franchir les premières années de leur établissement sur une terre nouvelle.

Quant à ce qui concerne l'agriculture, on se demande comment on va procéder. Le fait est que l'on ne paraît guère s'entendre sur ce sujet, si j'en juge par la variété des opinions qui sont exprimées par ceux qui se croient compétents à traiter cette question.

En parlant de colonisation, l'honorable procureur général nous a fait le tableau des gens des villes qui, étant sans ouvrage, sont désireux de fonder de nouveaux établissements, en ouvrant des terres. L'honorable ministre se trompe, s'il croit que ces hommes peuvent donner efficacement dans un mouvement de colonisation.

Ces ouvriers des villes réduits au chômage ne sont pas aptes à faire de la colonisation. On ne pourra jamais en faire de bons colons.

M. le président, en lisant le discours du trône, j'ai été heureux d'y voir qu'on y parle des asiles d'aliénés. Tout le monde sera d'accord pour approuver ce qu'on nous y dit sur le sujet. Il faut améliorer la situation actuelle. En premier lieu, il faut un meilleur système de surveillance de nos asiles. Je sais qu'à Montréal les propriétaires des asiles veulent que la surveillance soit aussi bonne que possible.

Quant à ce qui regarde la loi projetée qui concerne la réglementation du travail des personnes employées dans les manufactures je suis chagrin que l'honorable procureur général n'ait pas jugé à propos de rendre justice à un adversaire, et n'ait pas dit qu'il avait emprunté l'idée première de cette législation à mon honorable ami le député de Lotbinière.

M. le **Procureur général**.—Ce n'est pas la même chose du tout. Voici comment nous avons été amenés à proposer cette législation. Le parlement fédéral ayant voulu légiférer sur ce sujet, MM. Chapleau et Lacoste ont tant insisté auprès de qui de droit, que le projet de loi soumis aux délibérations du parlement a été retiré. Vu l'incompétence de ce parlement à faire une loi sur une question aussi grave, vu le développement de l'industrie manufacturière, nous avons cru qu'il était de notre devoir de proposer une telle législation, suivant en cela l'exemple d'une autre législature provinciale. Voilà pourquoi, M. le président, nous allons soumettre le projet de loi annoncé dans le discours du trône.

M. **Stephens**.—Cette explication me prouve davantage que tout ce qui vient de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la gauche) doit être rejeté, quand même, du moment que c'est l'un d'entre nous qui le propose. Nous ne sommes pas jaloux. Mais nous tenons à constater que les bonnes mesures prises par nos adversaires, ils les ont

toujours empruntées du parti libéral. C'est tellement le cas que le parti conservateur n'aurait pas existé une minute s'il n'avait pas vécu d'emprunts, comme on peut facilement s'en convaincre dans le cas que je signale à la Chambre.

**M. le Procureur général.**—Ces emprunts, heureusement, ne porte pas intérêt, je suppose.

**M. Stephens.** Nous ne sommes pas jaloux, et nous continuerons à faire comme par le passé.

J'entends l'honorable procureur général parler, mais je ne puis comprendre ce qu'il dit car il parle trop bas. Serait-il assez bon pour répéter ?

**M. le Procureur général.**—Oh ce n'est rien.... je parle latin et l'honorable député a perdu son latin depuis longtemps.

**M. Stephens.**— Le latin de l'honorable procureur général est il parlementaire, M. le président ?.....

Il y a deux ou trois sessions, nous nous sommes plaints de ce que des employés publics parlaient et travaillaient contre nous dans les élections. Je n'accuse pas d'une manière vague, j'ai les noms de plusieurs employés qui ont pris une part active dans les élections. M. Chapleau nous avait promis de renvoyer du service tous ceux qui se rendraient ainsi coupables. L'honorable procureur général dit qu'il veut sérieusement faire de l'économie. Qu'il les mette donc à la porte ces employés qui ne savent pas se conduire. Je maintiens que ces fonctionnaires ne devraient pas être gardés au service du gouvernement.

J'ai dit que j'avais les noms de ces employés. Je sais, par exemple, qu'un nommé Stafford, au service de cette Chambre, a passé son temps dans le comté de Mégantic, pendant l'élection de mon honorable ami le député de cette division. Nous avons assez à faire avec les ministres, sans avoir à rencontrer également leurs employés. Qui faisait l'ouvrage de ce M. Stafford pendant qu'il chantait la louange des ministres ? Est-ce que son bureau pouvait se dispenser de ses services ? Dans ce cas, si l'ouvrage ne souffrait pas par son absence, à quoi bon le payer ? C'est donc de l'argent gaspillé.

J'espère que l'honorable procureur général verra à cela pour l'avenir. Le gouvernement, qui parle tant d'économie, a là une bonne occasion d'en faire tant qu'il le voudra.

Je désire en terminant, que l'honorable secrétaire de la province veuille bien donner quelques explications sur le projet de loi des asiles.

L'honorable M. **Blanchet**—*d'après le Beau, secrétaire de la province*.—M. le président, il n'est pas juste ni pour le gouvernement ni pour la Chambre de donner maintenant les détails de la mesure que le cabinet se propose de soumettre aux Chambres à propos des asiles. Ces explications détaillées, le gouvernement les donnera à la Chambre quand le projet sera déposé sur son bureau.

Cependant je crois que je puis dire qu'il y aura un projet de loi de soumis qui sera un progrès considérable sur l'état de choses actuel. Il n'y a pas de doute qu'il y eût y avoir progrès. On pourrait remplacer le système du traitement médical. Le gouvernement a l'intention d'adopter tous les moyens légitimes pour empêcher l'incarcération illégale des personnes et pour améliorer le traitement médical.

Quant à notre système d'affermage, il y a plusieurs bonnes raisons à donner en sa faveur. Nous l'avons constamment pratiqué depuis 1854. Entre autres avantages le système d'affermage est très économique. De fait, c'est le plus économique. Il est suivi dans presque tous les pays. Par ce système, le coût par tête en moyenne est d'à peu près \$115 par année. À l'Ontario, où on a des asiles de l'état, le coût est de \$133 par patient par année. Si on peut combiner le système économique de l'affermage avec le confort que les patients doivent avoir ce sera un résultat excellent. Parmi les moyens de guérison, on affirme que le travail est un des plus certains. Si on pouvait tout combiné dans un ensemble harmonieux, je crois que nous aurions accompli par là même un grand progrès.

Après une étude sérieuse des divers systèmes mis en pratique dans les autres pays, nous en avons adopté un qui je l'espère, donnera satisfaction à tout le monde.

Nous n'avons pas songé, comme un moyen pratique de résoudre la question, la prise par l'état des institutions qui existent à l'heure qu'il est. Nos contrats avec ces maisons ne peuvent être rompus sans nous exposés à payer de fortes sommes pour dommages, et la situation de nos finances nous fait un devoir de ne pas recourir à ce système bien coûteux à tous égards. Rendre ces asiles sous notre contrôle exclusif serait nous engager dans une voie dangereuse pour notre budget, car il nous faudrait en premier lieu, déboursier un montant considérable pour l'achat des propriétés où sont traités les malades, ou bien construire d'autres maisons, ce qui revient au même. En second lieu, nous pourrions nous attendre à voir le coût par tête s'élever notablement, ce qui augmenterait la dépense annuelle, sans compter l'intérêt du capital

engagé sous forme de propriétés et sous forme de matériel à l'usage de ces établissements.

M. le président, je n'en dirai pas davantage, imitant en cela la réserve manifestée par les honorables députés de Lotbinière et de Montréal-centre. J'ajouterai, cependant, que ce n'est pas une question de parti, mais que c'est une question de charité et d'humanité que nous traiterons lorsque nous étudierons le projet de loi que nous nous proposons de soumettre. Nous sommes certains de rencontrer l'appui de toute la Chambre, amis comme adversaires.

La Chambre et mon honorable ami le député de Montréal-centre voudront bien je l'espère, m'excuser si je ne puis donner aujourd'hui de plus amples explications sur ce sujet.

Les résolutions proposées par MM. Nantel et Sawyer sont adoptées dans les formes réglementaires, ainsi que l'adresse suivante qui est basée sur ces résolutions :

*A Son Honneur l'honorable* LOUIS-FRANÇOIS-RODRIGUE MASSON,

*Lieutenant gouverneur de la province de Québec.*

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, réunie en législature provinciale, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours à l'ouverture de la quatrième session du cinquième parlement de la province de Québec, et du bonheur que vous exprimez de nous souhaiter la bienvenue, en nous rencontrant pour la première fois, en votre qualité de représentant de notre auguste Souveraine ; et des remerciements que vous nous adressez de nous être rendus avec tant de ponctualité à l'appel que vous nous avez fait au nom de Sa Majesté.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que nous aurons pendant cette session, à légiférer sur tout l'ensemble des lois adoptées par la Législature de notre province, depuis la confédération, et nous assurons Votre Honneur, que le travail de la commission chargée de codifier nos statuts qui va nous être soumis, ainsi que l'examen des sujets multiples qu'il embrasse, recevra de nous une attention toute particulière.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que de nouvelles mesures nous seront également soumises sur des sujets d'intérêt public, entr'autres sur la manière de disposer des biens échus à la pro-

vince par déshérence ou par confiscation : sur les asiles d'aliénés, sur l'amélioration et le développement de notre agriculture, par l'enseignement agricole, les concours, les expositions provinciales et locales.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que la condition des classes industrielles a attiré l'attention du gouvernement, et qu'une loi nous sera aussi présentée pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que les comptes publics nous seront soumis, selon l'usage et que des subsides nous seront demandés pour pourvoir aux besoins du service public.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, qu'il a confiance que les efforts qui ont été faits pour rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses de la province, seront, avant peu, couronnés de succès, et nous assurons Votre Honneur qu'il peut compter sur nous pour assister le gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise, de réduire les dépenses le plus possible, sans nuire cependant à la bonne administration des affaires publiques.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Votre Honneur, que c'est l'intention du gouvernement de nous demander d'augmenter les octrois destinés aux travaux de colonisation, afin de donner un nouvel essor à l'exploitation de nos terres incultes et de faire tourner ainsi, au bénéfice de l'agriculture, la légère dépression qui se fait momentanément sentir dans l'industrie manufacturière et dans le commerce.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'il verra à ce que les sommes que nous aurons votées soient dépensées avec la plus stricte économie et de la manière la plus profitable possible.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que la question de la constitutionnalité de la loi des licences passée par le parlement fédéral, ayant été soumise à la cour suprême du Canada, le gouvernement, de concert avec les gouvernements d'autres provinces de la confédération, s'est fait représenter devant ce tribunal pour affirmer la juridiction exclusive des législatures sur cette matière, et nous nous réjouissons d'apprendre que la décision du plus haut tribunal du pays a été favorable aux provinces.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, qu'une commission a été nommée, sous l'autorité de l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour examiner les faits relatifs à la construction, à l'exploitation et à la vente du chemin de fer Quebec, Montréal, Ottawa et Occidental, et au règle-

ment de comptes qui a du suivre cette vente, et que le gouvernement fera connaître le résultat des investigations de cette commission aussitôt qu'il lui aura été communiqué.

Nous nous réjouissons d'apprendre de Votre Honneur, que le parlement du Canada ayant, dans sa dernière session, reconnu que la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa constituait une entreprise nationale et non provinciale seulement, et voté au gouvernement de cette province une indemnité ou subvention de douze mille piastres par mille pour la partie de ce chemin comprise entre Ottawa et Montréal, et de six mille piastres seulement pour la partie comprise entre Montréal et Québec, le gouvernement de cette province a, depuis adressé au gouvernement du Canada un mémoire par lequel il demande que le principe reconnu par le parlement reçoive son entière application, et que le subside de douze mille piastres par mille s'étende à toute la ligne du chemin de fer construit par la province et autrefois connue sous le nom de chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et nous apprenons avec plaisir, que des copies de ce mémoire, ainsi que d'un document par lequel on demande le réajustement du subside fédéral basé sur la population, nous seront communiquées sans retard.

Nous apprenons avec satisfaction de Votre Honneur, que les rapports des départements qui nous feront connaître les opérations des différentes branches du service civil, seront soumis à notre appréciation dès les premiers jours de cette session.

Nous pouvons assurer Votre Honneur, que nous discuterons avec calme et avec notre patriotisme ordinaire, les questions qui intéressent notre province et nos loyales et laborieuses populations et l'assurons de plus, qu'il peut compter que nous apporterons tout le bon vouloir dont nous avons fait preuve sous le gouvernement du distingué prédécesseur de Votre Honneur; et avec Votre Honneur nous prions Dieu qu'il bénisse nos importants et utiles travaux.

Les propositions d'usage qui suivent sont adoptées :

Que mardi prochain la Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Que mardi prochain, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur proposition de l'honorable M. Taillon, il est résolu qu'il soit

nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapl orter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre ; et que les honorables Messieurs Taillon, Lynch, Flynn, Mercier, Joly et Marchand, et Messieurs Nantel, Sawyer, Martel, Lemieux et Duhamel composent le dit comité.

La séance est levée.

---